



**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions – TPSGC**

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Quebec

K1A0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

THIS DOCUMENT CONTAINS A SECURITY
REQUIREMENT / DOCUMENT CONTIENT DES
EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du

fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Informatics Professional Services Division/Division des
services professionnels en informatique

Terrasses de la Chaudière 4th Floor

10 Wellington Street

Gatineau

Quebec

K1A0S5

Title - Sujet Project Management	
Solicitation No. - N° de l'invitation W6369-18DE41/A	Date 2018-11-01
Client Reference No. - N° de référence du client W6369-18DE41	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$IPS-003-34039	
File No. - N° de dossier 003ips.W6369-18DE41	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2018-11-29	Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Kelly, James	Buyer Id - Id de l'acheteur 003ips
Telephone No. - N° de téléphone (613) 944-4482 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE 2 Constellation Crescent OTTAWA Ontario K2G 5J9 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date



Item Article	Description	Dest. Code Dest.	Inv. Code Fact.	Qty Qté	U. of I. U. de D.	Unit Price/Prix unitaire		Del. Offered Liv. offerte
						Destination	FOB/FAM Plant/Usine	
1	Project Management and Engineering Support Service	W6369	W6369	1	Each	\$	\$	See Herein

**DEMANDE DE SOUMISSIONS
POUR LES CONTRATS CONCLUS DANS LE CADRE DE
L'ARRANGEMENT EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT (AMA)
POUR DES SERVICES PROFESSIONNELS EN INFORMATIQUE
CENTRÉS SUR LES TÂCHES (SPICT)
POUR
MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE**

Table des matières

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	4
1.1 Introduction.....	4
1.2 Sommaire	4
1.3 Compte rendu	6
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES	7
2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées	7
2.2 Présentation des soumissions.....	7
2.3 Demandes de renseignements en période de soumission.....	7
2.4 Ancien fonctionnaire	8
2.5 Lois applicables	10
2.6 Fondement du titre du Canada sur les droits de propriété intellectuelle	10
2.7 Données volumétriques.....	10
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....	11
3.1 Instructions pour la préparation des soumissions	11
3.2 Section I : Soumission technique.....	13
3.3 Section II : Soumission financière.....	17
3.4 Section III : Attestations.....	18
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	19
4.1 Procédures d'évaluation.....	19

4.2	Évaluation technique	19
4.3	Évaluation financière	21
4.4	Méthode de sélection.....	23
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES		25
5.1	Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires	25
5.2	Attestations supplémentaires préalables à l'attribution du contrat	26
(a)	Services professionnels – Ressources.....	26
PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES.....		27
6.1	Exigences relatives à la sécurité.....	27
6.2	Capacité financière	27
6.3	Exigences relatives aux marchandises contrôlées	27
PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT		28
7.1	Besoin	28
7.2	Autorisation de tâches	28
7.3	Garantie des travaux minimums	32
7.4	Clauses et conditions uniformisées	33
7.5	Exigences relatives à la sécurité.....	33
7.6	Période du contrat.....	35
7.7	Responsables	35
7.8	Divulgence proactive des contrats conclus avec d'anciens fonctionnaires.....	36
7.9	Paieement.....	36
7.10	Instructions relatives à la facturation.....	40
7.11	Attestations.....	40
7.12	Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Manquement de la part de l'entrepreneur.....	40
7.13	Lois applicables	41
7.14	Ordre de priorité des documents	41
7.15	Contrat de défense.....	41

7.16	Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien).....	41
7.17	Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)	42
7.18	Exigences en matière d'assurance.....	42
7.19	Programme de marchandises contrôlées.....	44
7.20	Limitation de la responsabilité – Gestion de l'information/technologie de l'information	44
7.21	Entrepreneur en coentreprise.....	45
7.22	Services professionnels – Généralités.....	46
7.23	Préservation des supports électroniques	47
7.24	Déclarations et garanties	48
7.25	Accès aux biens et aux installations du Canada.....	48
7.26	Mise en œuvre.....	48
7.27	Responsabilités relatives au protocole d'identification	48

Liste des annexes du contrat subséquent:

Annexe A Énoncé des travaux

Annexe B Base de paiement

Annexe C Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité

Liste des pièces jointes à la Partie 3 (Instructions pour la préparation des soumissions)

- Pièce jointe 3.1 : Formulaire de présentation de la soumission
- Pièce jointe 3.2 : Instruments de paiement électronique

Liste des pièces jointes à la Partie 4 (Procédures d'évaluation et méthode de sélection)

- Pièce jointe 4.1 : Critères techniques obligatoires
- Pièce jointe 4.2 : Critères techniques cotés
- Pièce jointe 4.3 : Barème de Prix

Liste des pièces jointes à la Partie 5 (Attestations)

- Pièce jointe 5.1 : Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation

DEMANDE DE SOUMISSIONS

POUR LES CONTRATS CONCLUS DANS LE CADRE DE L'ARRANGEMENT EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT (AMA) POUR DES SERVICES PROFESSIONNELS EN INFORMATIQUE CENTRÉS SUR LES TÂCHES (SPICT) POUR MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

Dans le présent document, on énumère les modalités qui s'appliquent à la demande de soumissions. Le document contient sept parties, ainsi que des annexes et des pièces jointes, comme suit :

Partie 1 Renseignements généraux : Renferme une description générale du besoin.

Partie 2 Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, les clauses et les conditions relatives à la demande de soumissions.

Partie 3 Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission.

Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels il faut satisfaire dans la soumission, s'il y a lieu, ainsi que la méthode de sélection.

Partie 5 Attestations et renseignements supplémentaires : renferme les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir.

Partie 6 Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre.

Partie 7 Clauses du contrat subséquent : contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les annexes comprennent l'énoncé des travaux et toute autre annexe.

1.2 Sommaire

- (a) La présente demande de soumissions vise à répondre au besoin de ministère de la Défense nationale (le « **client** ») en matière de SPICT dans le cadre de l'AMA pour des SPICT.
- (b) Elle vise l'attribution de deux contrat(s) de deux année(s) chacun, comprenant trois options irrévocables d'une année, qui permettent au Canada de prolonger la durée du contrat.
- (c) Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6, Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences, et la Partie 7, Clauses du contrat subséquent. Pour en savoir plus sur le filtrage de sécurité du

personnel et de l'organisation ainsi que sur les clauses de sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du Programme de sécurité des contrats de TPSGC (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>).

- (d) Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce, de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), de l'Accord de libre-échange Canada-Chili, de l'Accord de libre-échange entre le Canada et le Pérou, de l'Accord de libre-échange Canada-Colombie, de l'Accord de libre-échange Canada-Panama, de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG) et de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC).
- (e) Ce besoin est assujéti au Programme des marchandises contrôlées. La Loi sur la production de défense définit les marchandises contrôlées comme certains biens matériels figurant sur la Liste des marchandises d'exportation contrôlée, un règlement pris dans le cadre en vertu de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation (LLEI).
- (f) Le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi s'applique au présent besoin; voir la Partie 5 – Attestations et renseignements supplémentaires, la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent, et la pièce jointe intitulée « Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation ».
- (g) Cette demande de soumissions permet aux soumissionnaires d'utiliser le service Connexion postel offert par la Société canadienne des postes pour la transmission électronique de leur soumission. Les soumissionnaires doivent consulter la partie 2, « Instructions à l'intention des soumissionnaires », et la partie 3, « Instructions pour la préparation des soumissions », de la demande de soumissions, pour obtenir de plus amples renseignements.
- (h) Seuls les titulaires d'un AMA des SPICT qui détiennent actuellement un tel AMA pour le palier 2, dans *toutes les catégories de ressources désignées au point j) ci-dessous*, dans la région de la capitale nationale et dans le cadre de la série d'AMA EN578-170432 peuvent soumissionner. L'AMA pour des SPICT n° EN578-170432 est incorporé par renvoi et fait partie de la présente demande de soumissions, comme s'il y était formellement reproduit, et est assujéti aux conditions contenues dans la présente demande de soumissions. Les conditions en lettres majuscules qui ne sont pas définies dans la présente demande de soumissions ont le sens qui leur a été donné dans l'AMA pour les SPICT A.
- (i) Les titulaires d'AMA invités à soumissionner à titre de coentreprise doivent présenter une soumission à ce titre et ne doivent pas former une autre coentreprise pour soumissionner. Toute coentreprise doit déjà avoir été sélectionnée dans le cadre de l'AMA n° EN578-170432 au moment de la clôture des soumissions pour pouvoir présenter une soumission.
- (j) Les catégories de ressources énumérées ci-dessous doivent être fournies sur demande, conformément à l'annexe A de l'AMA pour des SPICT.

CATÉGORIE DE RESSOURCES	NIVEAU D'EXPERTISE
A.6 Programmeur / réalisateur de logiciel	2
A.6 Programmeur / réalisateur de logiciel	3
A.8 Analyste de système	2
A.8 Analyste de système	3
A.10 Testeur principal	2
A.10 Testeur principal	3
A.12 Architecte WEB	2
A.12 Architecte WEB	3
I.5 Architecte en GI	2

I.5 Architecte en GI	3
I.6 Analyste de réseau	2
I.6 Analyste de réseau	3
I.10 Architecte technique	2
I.10 Architecte technique	3
B.1 Analyste des activités	2
B.1 Analyste des activités	3
B.9 Développeur de didacticiel	2
B.9 Développeur de didacticiel	3
B.12 Spécialiste, soutien du réseau	2
B.12 Spécialiste, soutien du réseau	3
B.14 Rédacteur technique	2
B.14 Rédacteur technique	3
P.1 Conseiller en gestion du changement	2
P.1 Conseiller en gestion du changement	3
P.9 Gestionnaire de projet	2
P.9 Gestionnaire de projet	3
P.10 Ordonnanceur de projet	2
P.10 Ordonnanceur de projet	3
P.12 Spécialiste en gestion du risque	2
P.12 Spécialiste en gestion du risque	3
C.3 Analyste de la C et A et des EMR en sécurité des TI	2
C.3 Analyste de la C et A et des EMR en sécurité des TI	3
C.6 Ingénieur en sécurité des TI	2
C.6 Ingénieur en sécurité des TI	3

1.3 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Ils doivent en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

- (a) Toutes les instructions, clauses et conditions indiquées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
- (b) Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du ou des contrats subséquents.
- (c) Le document 2003 (2018-06-21), Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, est intégré par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante. En cas de contradiction entre les dispositions du document 2003 et celles du présent document, ce sont les dispositions de ce dernier qui prévalent.
- (d) Le paragraphe 3.a. de l'article 01 « Dispositions relatives à l'intégrité – soumission » des instructions uniformisées 2003, incorporées par renvoi ci-dessus, est supprimé en entier et remplacé par ce qui suit:
 - a. au moment de présenter un arrangement dans le cadre de la demande d'arrangements en matière d'approvisionnement (DAMA), le soumissionnaire a déjà fourni une liste complète des noms, tel qu'exigé en vertu de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](#). Pendant ce processus d'approvisionnement, le soumissionnaire doit immédiatement informer le Canada par écrit de tout changement touchant la liste des noms,
- (e) Le paragraphe 4 de l'article 05 « Présentation des soumissions » des instructions uniformisées 2003, incorporées par renvoi ci-dessus, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours

Insérer : 180 jours
- (f) Le paragraphe 1 de l'article 08 « Transmission par télécopieur ou par le service Connexion postal » des instructions uniformisées 2003, incorporées par renvoi ci-dessus, est entièrement supprimé et remplacé par ce qui suit :
 - 1. Télécopieur

En raison de la nature de la présente demande de soumissions, TPSGC n'acceptera pas les soumissions qui lui sont transmises par télécopieur ou par courrier électronique.

2.2 Présentation des soumissions

- (a) Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de TPSGC au plus tard à la date, à l'heure et à l'adresse de TPSGC indiquées à la page 1 de la demande de soumissions ou par le service Connexion postal si le soumissionnaire le souhaite.
- (b) En raison de la nature de la présente demande de soumissions, TPSGC n'acceptera pas les soumissions qui lui sont transmises par télécopieur ou par courrier électronique.

2.3 Demandes de renseignements en période de soumission

- (a) Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au plus tard 10 jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est

des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

- (b) Les soumissionnaires doivent indiquer aussi fidèlement que possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et de permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.4 Ancien fonctionnaire

- (a) Les contrats attribués à d'anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à d'anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si les réponses aux questions et, s'il y a lieu, les renseignements requis, n'ont pas été fournis à la date de fin de l'évaluation des soumissions, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et de satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

(b) Définitions

Aux fins de cette clause, « *ancien fonctionnaire* » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces canadiennes ou un ancien membre de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- (i) un individu;
- (ii) un particulier qui s'est incorporé;
- (iii) une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires;
- (iv) une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

Le terme « *période du paiement forfaitaire* » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place de divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'indemnité de cessation d'emploi, qui se mesure de façon similaire.

Le terme « *pension* » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R.C., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#), L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17;

à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3; à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10; à la [Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada](#), L.R., 1985, ch. R-11; à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5; et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

(c) Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui () Non ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir les renseignements suivants pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- (i) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- (ii) la date de cessation d'emploi ou de retraite de la fonction publique.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des contrats, sur les sites Web des ministères, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et aux [Lignes directrices sur la divulgation proactive des marchés](#).

(d) Directive sur le réaménagement des effectifs

Le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire conformément aux modalités de la Directive sur le réaménagement des effectifs?

Oui () Non ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- (i) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- (ii) les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- (iii) la date de cessation d'emploi;
- (iv) le montant du paiement forfaitaire;
- (v) le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- (vi) la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date de début, la date de fin et le nombre de semaines;
- (vii) le nombre et le montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peuvent être payés à un ancien fonctionnaire ayant reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

2.5 Lois applicables

- (a) Tout contrat subséquent doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties doivent être déterminées par ces lois.

Remarque à l'intention des soumissionnaires : À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est effectué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées. Les soumissionnaires doivent indiquer, dans le formulaire de présentation de la soumission, la province ou le territoire canadien de leur choix pour tout contrat subséquent.

2.6 Fondement du titre du Canada sur les droits de propriété intellectuelle

- (a) Le ministère de la Défense nationale a déterminé que tout droit de propriété intellectuelle découlant de l'exécution des travaux prévus par le contrat subséquent sera dévolu au Canada, pour les motifs suivants :
- (i) Sécurité Nationale

2.7 Données volumétriques

Le nombre estimatif de jours pour chaque ressource a été fourni aux soumissionnaires afin de les aider à préparer leurs soumissions. L'inclusion de ces données dans la présente demande de soumissions ne représente pas un engagement de la part du Canada que son utilisation future des services précisés dans la présente demande de soumissions correspondra à ces données. Elles sont fournies à titre d'information seulement.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

(a) Transmission d'une soumission à l'aide du service Connexion postal

- (i) Si le soumissionnaire choisit d'envoyer sa soumission par voie électronique, le Canada exige de sa part qu'il respecte l'article 08 des instructions uniformisées 2003. Les soumissionnaires sont tenus de fournir leur soumission en une seule transmission. Le service Connexion postal peut recevoir plusieurs documents pouvant chacun atteindre, au maximum, 1 Go.
- (ii) La soumission doit être présentée en sections distinctes, comme suit :
 - (A) Section I : Soumission technique
 - (B) Section II : Soumission financière
 - (C) Section III : Attestations

(b) Transmission d'une soumission sur support électronique (clé USB)

- (i) Si le soumissionnaire choisit de transmettre sa soumission sur support électronique par l'entremise du Module de réception des soumissions de TPSGC, le Canada demande que la soumission soit présentée en sections distinctes, comme suit :
- (i) Section I : Soumission technique – une copie électronique sur clé USB.
- (ii) Section II : Soumission financière – une copie électronique **DISTINCTE** sur clé USB.
- (iii) Section III : Attestations – une copie électronique sur clé USB.

- (c) Si le soumissionnaire fournit simultanément une copie de la soumission à l'aide du service Connexion postal et une copie sur support électronique, et en cas d'incompatibilité entre le libellé de la version soumise à l'aide du service Connexion postal et celui de la version soumise sur support électronique, le libellé de la version transmise à l'aide du service Connexion postal aura préséance.

- (d) Le Canada ne demande pas de copie papier de la soumission. Toutefois, si le soumissionnaire transmet une copie papier de sa soumission, et s'il y a incompatibilité entre le libellé de la copie soumise à l'aide du service Connexion postal ou sur support électronique, le libellé de la copie transmise à l'aide du service Connexion postal ou sur support électronique aura préséance sur le libellé de la copie papier.

- (e) Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

- (f) **Présentation de la soumission** : Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission :

- (i) utiliser un format de page de 8,5 po sur 11 po (216 mm sur 279 mm);
- (ii) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions;
- (iii) inclure une page titre comprenant le titre, la date, le numéro de l'invitation à soumissionner, le nom et l'adresse du soumissionnaire et les coordonnées de la personne-ressource;

(iv) inclure une table des matières.

(g) **Politique d'achats écologiques du Canada** : En avril 2006, le Canada a publié une politique exigeant des ministères et des organismes fédéraux qu'ils prennent les mesures nécessaires pour tenir compte des facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement. Voir la Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- (i) utiliser du papier contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable ou contenant au moins 30 % de matières recyclées;
- (ii) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto verso ou à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

(h) **Présentation d'une seule soumission :**

- (i) Un soumissionnaire et ses entités liées ne peuvent soumettre qu'une seule soumission en réponse à la présente demande de soumissions. Si un soumissionnaire ou ses entités liées participent à plus d'une soumission (participer signifie faire partie du groupe soumissionnaire, et non pas être un sous-traitant), le Canada donnera deux jours ouvrables à ces soumissionnaires pour indiquer laquelle des soumissions devra être prise en compte par le Canada. À défaut de respecter ce délai, toutes les soumissions visées seront rejetées.
- (ii) Aux fins du présent article, peu importe la province ou le territoire où les entités ont été constituées en société ou formées juridiquement (qu'il s'agisse d'une personne physique, d'une personne qui s'est incorporée, d'une société de personnes, d'une société de personnes à responsabilité limitée, etc.), une entité est considérée comme étant « **liée** » à un soumissionnaire :
 - (A) s'il s'agit de la même personne morale (c.-à-d. la même personne physique, personne qui s'est incorporée, société de personnes, société de personnes à responsabilité limitée, etc.);
 - (B) s'il s'agit de « personnes liées » ou de « personnes affiliées » au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu du Canada*;
 - (C) si les entités entretiennent une relation fiduciaire (découlant d'un arrangement entre organismes ou toute autre forme de relation fiduciaire) ou ont entretenu une telle relation au cours des deux années précédant la date de clôture des soumissions;
 - (D) si les entités ne sont pas dépendantes l'une de l'autre ou d'un même tiers.
- (iii) Les membres individuels d'une coentreprise ne peuvent pas participer à une autre soumission en présentant eux-mêmes une soumission ou en participant à une autre coentreprise.

(i) **Expérience de la coentreprise :**

- (i) Lorsque le soumissionnaire est une coentreprise qui possède de l'expérience à ce titre, il peut soumettre l'expérience qu'il a acquise dans le cadre de cette coentreprise.

Exemple : Un soumissionnaire est une coentreprise formée des membres L et O. La demande de soumissions exige que le soumissionnaire possède de l'expérience en prestation de services de maintenance et de dépannage à un client comptant au moins

10 000 utilisateurs pendant 24 mois. En tant que coentreprise (composée de L et O), le soumissionnaire a déjà réalisé ce travail. Il peut donc utiliser cette expérience pour satisfaire à l'exigence. Si le membre L a acquis cette expérience alors qu'il faisait partie d'une coentreprise avec le tiers N, cette expérience ne peut pas être utilisée, car le tiers N ne fait pas partie de la coentreprise soumissionnaire.

- (ii) Une coentreprise qui présente une soumission peut évoquer l'expérience de l'un de ses membres pour démontrer qu'elle satisfait à tout critère technique de la présente demande de soumissions.

Exemple : Un soumissionnaire est membre d'une coentreprise composée de X, Y et Z. Si une demande de soumissions exige : (a) que le soumissionnaire ait trois ans d'expérience de la prestation de services de maintenance, et (b) que le soumissionnaire ait deux ans d'expérience de l'intégration de matériel à des réseaux complexes, chacune de ces deux exigences peut être satisfaite par un membre différent de la coentreprise. Cependant, pour un critère donné, par exemple celui qui concerne l'expérience de trois ans de la prestation de services de maintenance, le soumissionnaire ne peut pas indiquer que chaque membre, soit X, Y et Z, a un an d'expérience pour un total de trois ans. Une telle réponse serait déclarée non conforme.

- (iii) Les membres de la coentreprise ne peuvent cependant pas mettre en commun leurs capacités pour répondre à un critère technique donné de la présente demande de soumissions. Un membre de la coentreprise peut néanmoins mettre sa propre expérience en commun avec celle de la coentreprise. Chaque fois qu'il doit faire la preuve qu'il répond à un critère, le soumissionnaire doit indiquer quel membre de la coentreprise y répond. Si le soumissionnaire n'a pas indiqué quel membre de la coentreprise répond à l'exigence, l'autorité contractante lui donnera l'occasion de fournir ce renseignement pendant la période d'évaluation. Si le soumissionnaire ne fournit pas ce renseignement pendant la période fixée par l'autorité contractante, sa soumission sera déclarée non recevable.

Exemple : Un soumissionnaire est membre d'une coentreprise composée de A et B. Si, dans une demande de soumissions, on exige que le soumissionnaire ait de l'expérience dans la prestation de ressources pour un minimum de 100 jours facturables, le soumissionnaire peut démontrer son expérience en présentant ce qui suit :

- les contrats signés par le membre A;
- les contrats signés par le membre B;
- les contrats signés par les membres A et B en tant que coentreprise;
- les contrats signés par le membre A et les contrats signés par les membres A et B en coentreprise;
- les contrats signés par le membre B et les contrats signés par les membres A et B en coentreprise.

Le tout doit totaliser 100 jours facturables.

- (iv) Les soumissionnaires qui ont des questions concernant l'évaluation des soumissions présentées par une coentreprise devraient poser leurs questions dans le cadre du processus de demande de renseignements dès que possible durant la période de demande de soumissions.

3.2 Section I : Soumission technique

- (a) La soumission technique comprend ce qui suit :

- (i) **Formulaire de présentation de la soumission** : Les soumissionnaires devraient joindre le formulaire de présentation de la soumission – pièce jointe 3.1 à leur soumission. Il s'agit d'un formulaire commun dans lequel les soumissionnaires peuvent fournir les renseignements exigés dans le cadre de l'évaluation et de l'attribution du contrat, comme le nom d'une personne-ressource ou le numéro d'entreprise – approvisionnement du soumissionnaire. L'utilisation de ce formulaire pour présenter des renseignements n'est pas obligatoire, mais recommandée. Si le Canada considère que les renseignements requis par le formulaire de présentation de la soumission sont incomplets ou doivent être corrigés, le Canada accordera au soumissionnaire la chance de compléter ou de corriger ces renseignements.
- (ii) **Exigences relatives à la sécurité** : On demande aux soumissionnaires de fournir, avec leur soumission, les renseignements de sécurité suivants pour chaque ressource proposée, avant ou à la date de clôture des soumissions.

RENSEIGNEMENTS DE SÉCURITÉ	
Nom de la personne tel qu'indiqué sur le formulaire de demande d'autorisation de sécurité	
Niveau de l'autorisation de sécurité obtenue	
Période de validité de l'attestation de sécurité obtenue	
Numéro de dossier du formulaire « Certificat d'enquête de sécurité et profil de sécurité »	

Si le soumissionnaire n'a pas inclus les renseignements de sécurité dans sa soumission, l'autorité contractante lui donnera l'occasion de fournir ces renseignements pendant la période d'évaluation. Si le soumissionnaire n'a pas fourni les renseignements de sécurité pendant la période fixée par l'autorité contractante, sa soumission sera déclarée non recevable.

(iii) **Justification de la conformité technique**

- (A) **Critères techniques obligatoires** : Dans sa soumission technique, le soumissionnaire doit prouver qu'il s'est conformé aux articles de la pièce jointe 4.1, qui constitue le format demandé pour fournir la justification. La justification ne doit pas être une simple répétition du besoin, mais doit expliquer et démontrer la façon dont le soumissionnaire satisfera aux exigences et exécutera les travaux exigés. Il ne suffit pas de déclarer simplement que la solution ou les ressources proposées sont conformes. Lorsque le Canada détermine que la justification n'est pas complète, la soumission sera jugée non conforme et sera rejetée. La justification peut mentionner des documents supplémentaires joints à la soumission. Cette information peut être mentionnée dans la colonne « Réponse du soumissionnaire » de la pièce jointe 4.1, où les soumissionnaires doivent indiquer l'endroit précis où se trouvent les documents de référence, y compris le titre du document et les numéros de page et d'alinéa. Lorsque la référence n'est pas suffisamment précise, le Canada peut demander que le soumissionnaire dirige le Canada vers l'endroit approprié dans le document.
- (B) **Critères techniques cotés** : Dans sa soumission technique, le soumissionnaire doit prouver qu'il s'est conformé aux articles de la pièce jointe 4.2, qui constitue le format demandé pour fournir la justification. La justification ne doit pas être une

simple répétition du besoin, mais doit expliquer et démontrer la façon dont le soumissionnaire satisfera aux exigences et exécutera les travaux exigés. Il ne suffit pas de déclarer simplement que la solution ou les ressources proposées sont conformes. Lorsque le Canada détermine que la justification n'est pas complète, la soumission sera cotée en conséquence. La justification peut mentionner des documents supplémentaires joints à la soumission. Cette information peut être mentionnée dans la colonne « Réponse du soumissionnaire » de la pièce jointe 4.2, où les soumissionnaires doivent indiquer l'endroit précis où se trouvent les documents de référence, y compris le titre du document et les numéros de page et d'alinéa. Lorsque la référence n'est pas suffisamment précise, le Canada peut demander que le soumissionnaire dirige le Canada vers l'endroit approprié dans le document.

- (iv) **Pour les ressources proposées :** La soumission technique doit comprendre les curriculum vitæ des ressources indiquées à la pièce jointe 4.1 et 4.2. Une même personne ne doit pas être proposée dans plus d'une catégorie de ressources. La soumission technique doit démontrer que chaque personne proposée satisfait aux exigences de qualification décrites (y compris les exigences en matière d'études, d'expérience de travail, et d'accréditation professionnelle). Quant aux ressources proposées :
- (A) Les ressources proposées peuvent être des employés du soumissionnaire ou d'un sous-traitant, ou il peut s'agir d'entrepreneurs indépendants auxquels le soumissionnaire attribuerait une partie du travail (voir la Partie 5, Attestations).
 - (B) Pour les exigences en matière d'études, de titre ou de certificat, TPSGC ne tiendra compte que des programmes ayant été réussis par la ressource à la clôture des soumissions. Si le diplôme, le titre ou le certificat a été attribué par un établissement d'enseignement à l'extérieur du Canada, on demande au soumissionnaire de fournir une copie des résultats du service d'évaluation des diplômes et de reconnaissance des compétences provenant d'une organisation ou d'un organisme reconnu par le Centre d'information canadien sur les diplômes internationaux. Si le soumissionnaire n'a pas inclus la copie des résultats dans sa soumission, l'autorité contractante lui donnera la possibilité de la fournir pendant la période d'évaluation. Si le soumissionnaire n'a pas soumis la copie des résultats dans les deux jours ouvrables suivant la demande de l'autorité contractante, sa soumission sera déclarée non recevable.
 - (C) En ce qui concerne les exigences relatives aux titres professionnels, la ressource doit détenir le titre exigé à la clôture des soumissions et doit demeurer, le cas échéant, un membre en règle de l'organisme professionnel ou être affiliée à l'association professionnelle en question pendant la période d'évaluation et la durée du contrat. Lorsque l'affiliation ou le titre professionnel doit être démontré au moyen d'une certification ou d'un diplôme, ce document doit être actuel, valide et émis par l'entité précisée dans la présente demande de soumissions. Si l'entité n'est pas précisée, l'émetteur devait être une entité, un organisme ou un établissement reconnu ou accrédité au moment où le document a été produit. Si le diplôme ou le certificat a été attribué par un établissement d'enseignement à l'extérieur du Canada, on demande au soumissionnaire de fournir une copie des résultats du service d'évaluation des diplômes et de reconnaissance des compétences provenant d'une organisation ou d'un organisme reconnu par le Centre d'information canadien sur les diplômes internationaux. Si le soumissionnaire n'a pas inclus la copie des résultats dans sa soumission,

l'autorité contractante lui donnera la possibilité de la fournir pendant la période d'évaluation. Si le soumissionnaire n'a pas soumis la copie des résultats dans les deux jours ouvrables suivant la demande de l'autorité contractante, sa soumission sera déclarée non recevable.

- (D) Quant à l'expérience de travail, TPSGC ne tiendra pas compte de l'expérience acquise dans le cadre d'un programme de formation, sauf s'il s'agit d'un programme Coop formel, suivi dans un établissement postsecondaire.
- (E) Pour les exigences qui demandent un nombre précis d'années d'expérience (p. ex., 2 ans), TPSGC ne tiendra pas compte de cette expérience si la soumission technique ne donne pas les dates précises (le mois et l'année) de l'expérience alléguée (c.-à-d., la date de début et la date de fin). TPSGC n'évaluera que la période au cours de laquelle la personne a réellement travaillé au projet ou aux projets (de la date de début indiquée pour la personne jusqu'à la date de fin), plutôt qu'à partir de la date de début et de fin générale d'un projet ou d'un groupe de projets auxquels la personne a participé.
- (F) Pour que l'expérience de travail soit considérée par le Canada, la soumission technique ne doit pas seulement indiquer le titre du poste occupé par la personne, mais elle doit également démontrer que cette personne a acquis l'expérience nécessaire en expliquant les responsabilités et les tâches effectuées dans ce poste. Le fait d'énumérer simplement l'expérience en ne fournissant aucune donnée à l'appui pour décrire les responsabilités et les tâches ainsi que leur pertinence par rapport aux exigences, ou le fait de réutiliser les mêmes expressions que les exigences de qualification, ne sera pas considéré comme la « preuve » d'une expérience aux fins de cette évaluation. L'entrepreneur devrait fournir des détails complets concernant le lieu, les dates (le mois et l'année) et les activités ou responsabilités qui ont permis d'acquérir les qualifications et l'expérience citées. Advenant que la ressource proposée ait travaillé en même temps sur plus d'un projet, la durée de la période de chevauchement de ces projets ne sera prise en considération qu'une seule fois lors de l'évaluation de l'expérience.

(v) **Coordonnées de clients cités en référence :**

- (A) Le soumissionnaire doit fournir des références de clients. Elles doivent toutes confirmer, si TPSGC le demande, l'information requise aux articles EO1 *de la pièce jointe 4.1*.
- (B) La question visant à obtenir la confirmation des clients cités en référence devrait être construite de la façon suivante :

Veuillez confirmer tous les faits suivants relatifs au numéro du contrat [le numéro de contrat] attribué par votre organisation au [soumissionnaire?] :

- 1. [Le soumissionnaire] a fourni des services professionnels à votre organisation aux termes de ce contrat à l'appui d'activités de technologie de l'information ou de gestion de l'information;*
- 2. Le contrat a été attribué au cours des cinq dernières années avant la [date de clôture des soumissions];*
- 3. La valeur du contrat était d'au moins 5 millions de dollars; et*
- 4. Le soumissionnaire a fourni au moins 15 ressources simultanément, pour une période d'au moins 12 mois consécutifs aux termes de ce contrat.*

___ Oui, le soumissionnaire a fourni à mon organisation les services décrits aux points 1 à 4 ci-dessus.

___ Non, le soumissionnaire n'a pas fourni à mon organisation les services décrits aux points 1 à 4 ci-dessus.

___ Je ne veux pas ou ne peux pas fournir de renseignements au sujet des services décrits aux points 1 à 4 ci-dessus.

Veillez confirmer les faits ci-dessus en plaçant un « X » à côté de la réponse que vous jugez la plus appropriée pour le numéro de contrat susmentionné. (Veillez choisir seulement une réponse.)

- (C) Pour chaque client cité en référence, le soumissionnaire doit, au minimum, fournir le nom ainsi que le numéro de téléphone ou l'adresse courriel d'une personne-ressource. Si seul le numéro de téléphone est fourni, il sera utilisé pour demander l'adresse de courriel, et la vérification des références se fera par courriel.

Le soumissionnaire doit en outre indiquer le titre de la personne-ressource. Il incombe au soumissionnaire de s'assurer que la personne-ressource qu'il propose est au fait des services qu'il a offerts et qu'elle accepte d'être citée en référence. Des références de l'État seront acceptées.

3.3 Section II : Soumission financière

- (a) **Prix** : Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière conformément au barème de prix fourni à la pièce jointe 4.3. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément, s'il y a lieu. À moins d'indication contraire, les soumissionnaires doivent inscrire un seul taux quotidien ferme, tout compris, en dollars canadiens, dans chacune des cellules nécessitant une inscription dans les tableaux des prix.
- (b) **Variation des taux pour les ressources par période** : Pour une catégorie de ressources donnée, lorsque les tableaux financiers fournis par le Canada permettent d'établir des taux fermes différents associés à une catégorie de ressources pour des périodes différentes :
- (i) le taux présenté dans la soumission ne doit pas augmenter de plus de 5 % d'une période à une autre;
 - (ii) le taux présenté dans la soumission pour une même catégorie de ressources pour toute période subséquente ne doit pas être inférieur au taux présenté dans la soumission pour la période comprenant le premier mois de la période initiale du contrat.
- (c) **Variation des taux pour les ressources par niveau** : Lorsque les tableaux financiers fournis par le Canada permettent d'établir des taux fermes différents associés à différents niveaux d'expérience dans une même catégorie de ressource et pour la même période, pour cette catégorie de ressource et cette période :
- (i) le taux soumis pour le niveau trois doit être égale à celui soumis pour le niveau deux ou supérieur à celui-ci;
 - (ii) le taux soumis pour le niveau deux doit être égale à celui soumis pour le niveau un ou supérieur à celui-ci.
- (d) **Tous les coûts doivent être compris** : La soumission financière doit indiquer tous les coûts relatifs au besoin décrit dans la présente demande de soumissions pour toute la durée du contrat, y compris toute année d'option. Il incombe entièrement au soumissionnaire d'indiquer tout le matériel, les logiciels, les périphériques, le câblage et les composants nécessaires pour

satisfaire aux exigences de la présente demande de soumissions, ainsi que les prix de ces articles.

- (e) **Prix nuls** : On demande aux soumissionnaires d'entrer « 0,00 \$ » pour tout article qu'il ne compte pas facturer ou qui a déjà été ajouté à d'autres prix dans le tableau. Si le soumissionnaire laisse le champ vide, le Canada considérera que le prix se chiffre à « 0,00 \$ » aux fins d'évaluation et pourrait demander au soumissionnaire de confirmer que le prix est bel et bien de « 0,00 \$ ». Aucun soumissionnaire ne sera autorisé à ajouter ou à modifier un prix lors de cette confirmation. Si le soumissionnaire refuse de confirmer que le prix d'un article dont le champ est vide est de 0,00 \$, sa soumission sera déclarée non recevable.
- (f) **Paiement électronique de factures – soumission** : Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter la pièce jointe «3.2» Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés. Si la pièce jointe «3.2» Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté. L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.4 Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- (a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, y compris les critères d'évaluation techniques et financiers. Le processus d'évaluation comporte plusieurs étapes, lesquelles sont décrites ci-dessous. Même si l'évaluation et la sélection seront effectuées par étape, le fait que le Canada soit passé à une étape ultérieure ne signifie pas que ce dernier a irréfutablement déterminé que le soumissionnaire a réussi toutes les étapes précédentes. Le Canada se réserve le droit d'exécuter parallèlement certaines étapes de l'évaluation.
- (b) Une équipe constituée de représentants du client et de TPSGC évaluera les soumissions au nom du Canada. Le Canada peut faire appel à des experts-conseils ou à des *personnes*-ressources du gouvernement pour évaluer les soumissions. Chaque membre de l'équipe d'évaluation ne participera pas nécessairement à tous les volets de l'évaluation.
- (c) En plus de tout autre délai établi dans la demande de soumissions :
 - (i) **Demandes de précisions** : Si le Canada demande des précisions au soumissionnaire au sujet de sa soumission ou s'il veut vérifier celle-ci, le soumissionnaire disposera d'un délai de deux jours ouvrables (ou d'un délai plus long précisé par écrit par l'autorité contractante) pour fournir les renseignements nécessaires au Canada. Si le soumissionnaire ne respecte pas ce délai, sa soumission sera déclarée non recevable.
 - (ii) **Demandes de renseignements supplémentaires** : Si le Canada demande d'autres renseignements pour l'une des raisons qui suivent (selon la section intitulée « Déroulement de l'évaluation » du document 2003 Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels).
 - (A) vérifier tout renseignement fourni par le soumissionnaire dans sa soumission;
 - (B) communiquer avec une ou plusieurs des références citées par le soumissionnaire (références citées dans les curriculum vitæ des ressources individuelles) dans le but de valider les renseignements fournis par le soumissionnaire,le soumissionnaire doit fournir les renseignements demandés par le Canada dans les deux jours ouvrables suivant la demande de l'autorité contractante.
 - (iii) **Prolongation du délai** : Si le soumissionnaire a besoin de davantage de temps, l'autorité contractante, à sa seule discrétion, peut accorder une prolongation du délai.

4.2 Évaluation technique

- (a) **Critères techniques obligatoires** :
 - (i) Chaque soumission fera l'objet d'un examen pour en déterminer la conformité avec les exigences obligatoires de la demande de soumissions. Tous les éléments de la demande de soumissions qui constituent des exigences obligatoires sont désignés précisément par les termes « doit », « doivent » ou « obligatoire ». Les soumissions qui ne sont pas conformes à chacune des exigences obligatoires seront déclarées irrecevables et rejetées.
 - (ii) Les critères techniques obligatoires sont décrits dans la pièce jointe 4.1.
- (b) **Critères techniques cotés**

(i) Chaque soumission sera cotée en attribuant une note aux exigences cotées, qui sont précisées dans la demande de soumissions par le terme « cotées » ou par voie de référence à une note. Les soumissions qui ne sont pas complètes et qui ne contiennent pas tous les renseignements exigés dans la demande de soumissions seront cotées en conséquence.

(ii) Les exigences cotées sont décrites dans la pièce jointe 4.2.

(c) **Nombre de ressources évaluées**

Seul un certain nombre de ressources par catégorie seront évaluées dans le cadre de la présente demande de soumissions, comme l'indique la pièce jointe 4.1 et 4.2. Critères d'évaluation des soumissions. Les autres ressources ne seront évaluées qu'après l'attribution du contrat quand l'entrepreneur devra accomplir des tâches précises. Après l'attribution du contrat, le processus d'autorisation de tâches sera appliqué conformément à la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent, selon l'article intitulé « Autorisation de tâches ». Quand un formulaire d'autorisation de tâches sera émis, l'entrepreneur devra proposer une ressource pour satisfaire le besoin précis d'après l'énoncé des travaux du formulaire d'autorisation de tâches. La ressource proposée sera ensuite évaluée d'après les critères indiqués dans l'énoncé des travaux du contrat, conformément à l'appendice C de l'annexe A.

(d) **Vérification des références**

(i) La vérification des références n'est pas obligatoire. Toutefois, si TPSGC choisit de procéder à une vérification des références pour quelque exigence cotée ou obligatoire que ce soit, il le fera pour les soumissionnaires dont la candidature pourrait être recommandée en vue de l'attribution du contrat.

(ii) Le Canada effectuera la vérification des références par courriel. Le Canada acheminera les demandes par courriel dans un délai de 48 heures toutes les personnes données comme référence par le soumissionnaire en se servant de l'adresse électronique indiquée dans la soumission. La réponse doit être envoyée dans les cinq jours ouvrables suivant l'envoi du courriel de vérification des références, faute de quoi le Canada n'attribuera aucun point ou considérera que le soumissionnaire ne satisfait pas à l'exigence obligatoire en matière d'expérience (selon le cas).

(iii) Le troisième jour ouvrable après l'envoi du courriel, si le Canada n'a pas reçu de réponse, il en avisera le soumissionnaire par courriel pour que ce dernier puisse rappeler à la personne en question qu'il faut répondre au Canada dans le délai de cinq jours ouvrables. Si la personne donnée en référence n'est pas disponible au moment de l'évaluation, le soumissionnaire pourra fournir le nom et l'adresse électronique d'une autre personne chez le même client. Cette possibilité ne sera offerte aux soumissionnaires qu'une fois par client, et ce, uniquement si la personne citée en référence initialement n'est pas disponible (c'est-à-dire que le soumissionnaire ne pourra soumettre le nom d'une autre personne si la première personne-ressource indique qu'elle ne souhaite pas répondre ou qu'elle n'est pas en mesure de le faire). Le délai de cinq jours ouvrables ne sera pas prolongé pour permettre à la nouvelle personne-ressource de répondre.

(iv) En cas de contradiction entre l'information donnée par la personne citée en référence et celle fournie par le soumissionnaire, la première prévaudra.

(v) On n'accordera aucun point ou l'on considérera qu'un critère obligatoire n'est pas respecté (selon le cas) si (1) le client cité en référence indique qu'il n'est pas en mesure de fournir l'information demandée ou qu'il ne veut pas le faire, ou (2) le client cité en référence n'est pas un client du soumissionnaire même (par exemple, le client ne peut pas être le client d'une filiale du soumissionnaire). De même, on n'accordera aucun point

au soumissionnaire ou l'on considérera qu'un critère obligatoire n'est pas respecté si le client est lui-même une filiale ou une autre entité qui a des liens de dépendance avec le soumissionnaire.

4.3 Évaluation financière

- a) Deux méthodes d'évaluation financière sont possibles pour ce besoin. La première méthode sera utilisée lorsque trois soumissions ou plus sont jugées recevables (voir le point b) – Évaluation financière – Méthode A, ci-dessous). La seconde méthode sera utilisée s'il y a moins de trois soumissions recevables (voir le point d) – Évaluation financière – Méthode B, ci-dessous).

- b) **Évaluation financière – Méthode A :** La méthode d'évaluation financière suivante sera utilisée si trois soumissions ou plus sont jugées recevables :

- (i) **Calcul du prix total de la soumission :** L'évaluation financière sera effectuée à partir des tableaux d'établissement des prix fournis par les soumissionnaires et de la méthode d'évaluation de la médiane des taux quotidiens fermes expliquée ci-dessous. On effectuera des calculs financiers pour chaque soumissionnaire en multipliant les taux fermes quotidiens, ou les taux médians s'il y a lieu, pour la période initiale du contrat et les périodes d'option par le nombre prévu de jours de travail pour chaque période, dans toutes les catégories de ressource énoncées dans la pièce jointe 4.3 – Barème de prix. La somme de ces taux représente le prix total de la soumission pour ce soumissionnaire.

- (ii) **Évaluation de la médiane des taux quotidiens fermes**

- (A) **Méthode utilisée :** La médiane des taux quotidiens fermes servira à modifier le taux à évaluer lors de l'évaluation financière d'un soumissionnaire, lorsqu'un soumissionnaire propose un taux quotidien ferme pour une catégorie de ressource qui est inférieur à la limite inférieure de la bande établie selon le calcul ci-après. Le calcul de la médiane du taux quotidien ferme servira aux fins d'évaluation seulement, et le taux quotidien réel soumis sera utilisé dans le cadre du contrat subséquent, dans tous les cas.

- (B) **Calcul des médianes pour la période initiale du contrat et les périodes d'option :** Une bande médiane sera calculée pour chaque catégorie de ressources à l'aide du taux quotidien proposé pour chaque ressource individuelle, et pour chacune des périodes d'option. Le taux médian pour chaque catégorie de ressources sera calculé au moyen de la fonction « médiane » de Microsoft Excel. Une limite inférieure de la bande médiane sera calculée pour chaque catégorie de ressource et permettra d'établir une fourchette qui prendra en compte un taux médian correspondant à une valeur de moins (-) 20 % du taux médian. Si un soumissionnaire propose un taux quotidien ferme pour une catégorie de personnel, qui est inférieur à la limite inférieure de la bande, sa proposition financière sera évaluée à l'aide du taux quotidien de la limite inférieure de la bande médiane pour cette catégorie de personnel.

Par exemple, s'il est déterminé que le taux médian (Y) pour une catégorie de ressources est de 500 \$, la limite inférieure de la bande médiane serait de moins (-) 20 % de 500 \$, ou 400 \$. Si un soumissionnaire propose un taux quotidien ferme inférieur à 400 \$, le taux médian de 500 \$ sera utilisé dans son évaluation financière pour cette catégorie de ressources.

- c) **Évaluation financière – Méthode B :** La méthode d'évaluation financière suivante sera utilisée si moins de trois soumissions sont jugées recevables :

- (i) **Calcul du prix total de la soumission :** L'évaluation financière sera effectuée à partir des tableaux d'établissement des prix fournis par les soumissionnaires. On effectuera des calculs financiers pour chaque soumissionnaire en multipliant les taux fermes quotidiens

pour la période initiale du contrat et les périodes d'option par le nombre prévu de jours de travail pour chaque période, dans toutes les catégories de personnel énoncées dans la pièce jointe 4.3 – Barème de prix. La somme de ces taux représente le prix total de la soumission pour ce soumissionnaire.

d) Justification des taux pour les services professionnels

D'après l'expérience du Canada, les soumissionnaires proposeront parfois des taux pour une ou plusieurs catégories de ressources au moment de la soumission qu'ils refuseront plus tard de respecter, en affirmant que ces taux ne leur permettent pas de recouvrer les frais ou de rentabiliser leurs activités. Au moment d'évaluer les taux soumis pour les services professionnels, le Canada peut, sans toutefois y être obligé, demander une justification des prix conformément à cet article. Si le Canada demande une justification des prix, elle sera demandée à tous les soumissionnaires conformes proposant un taux au moins 20 % inférieur à la médiane des taux offerts par tous les soumissionnaires conformes pour la ou les mêmes catégories de ressources. Si le Canada demande une justification des prix, le soumissionnaire doit fournir les renseignements suivants :

- (i) une facture (avec le numéro de série du contrat ou un autre identificateur unique du contrat) démontrant que le soumissionnaire a fourni et a facturé des services similaires à ceux qui seraient fournis par cette catégorie de ressources à un client (qui n'a aucun lien de dépendance avec le soumissionnaire) pendant au moins 3 mois au cours de la période de dix-huit (18) mois précédant la date de clôture de la demande de soumissions, et que les coûts facturés étaient égaux ou inférieurs au taux proposé au Canada;
- (ii) relativement à la facture mentionnée en (i), une preuve du client du soumissionnaire démontrant que les services indiqués sur la facture comprennent au minimum 50 % des tâches énumérées dans l'énoncé des travaux pour la catégorie de ressources évaluée, et ce, à un taux déraisonnablement bas. Il peut s'agir d'une copie du contrat (dans lequel on décrit les services à offrir et où l'on démontre qu'au moins 50 % des tâches sont les mêmes que celles qui doivent être effectuées dans le cadre de l'énoncé des travaux de la présente demande de soumissions), ou d'une attestation du client indiquant que les services notés sur la facture comprenaient au moins 50 % des tâches qui doivent être effectuées en vertu de l'énoncé des travaux de la présente demande de soumissions;
- (iii) le nom, le numéro de téléphone et, si possible, l'adresse de courriel d'une personne-ressource du client ayant reçu chacune des factures présentées au point (i), afin que le Canada puisse valider tout renseignement fourni par le soumissionnaire.

Lorsque le Canada demande une justification des taux offerts pour une catégorie de ressources particulière, il incombe entièrement au soumissionnaire de présenter l'information (décrite ci-dessus ou pouvant être autrement demandée par le Canada, y compris l'information qui permettrait au Canada de vérifier les renseignements fournis concernant la ressource proposée) qui permettrait au Canada de déterminer s'il peut réellement se fier à la capacité du soumissionnaire de fournir les services requis aux taux indiqués dans la soumission. Lorsque le Canada détermine que l'information fournie par le soumissionnaire ne justifie pas des taux déraisonnablement bas, la proposition sera jugée irrecevable.

e) Formules des tableaux d'établissement des prix

Si les tableaux des prix fournis aux soumissionnaires comprennent des formules, le Canada peut entrer de nouveau les prix fournis par les soumissionnaires dans un nouveau tableau, s'il estime que les formules ne fonctionnent plus correctement dans la version fournie par un soumissionnaire.

4.4 Méthode de sélection

- (a) Pour être déclarée recevable, une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions, satisfaire à tous les critères d'évaluation obligatoires et obtenir la note de passage indiquée pour les critères cotés indiqués dans la demande de soumissions.
- (b) La soumission recevable obtenant la note totale la plus élevée sera recommandée pour l'attribution du contrat. La note maximale qu'un soumissionnaire peut obtenir pour le mérite technique est de 60; la note maximale en ce qui concerne le prix est établie à 40.
- (i) Calcul de la note technique totale : On calculera la note technique totale pour chaque soumission recevable en convertissant la note technique obtenue pour les critères techniques cotés par points à l'aide de la formule suivante (le résultat étant arrondi à deux décimales).
- $$\frac{\text{Note technique}}{\text{Note technique maximale (soumissionnaires, veuillez consulter la note technique maximale à la pièce jointe 4.2)}} \times 60 = \text{Note technique totale}$$
- (ii) Calcul de la note financière totale : On calculera la note financière totale pour chaque soumission recevable en convertissant la note financière obtenue pour l'évaluation financière à l'aide de la formule suivante (le résultat étant arrondi à deux décimales).
- $$\frac{\text{Prix évalué le plus bas}}{\text{Prix évalué du soumissionnaire}} \times 40 = \text{Note financière totale}$$
- (iii) Calcul de la note totale du soumissionnaire – La note totale du soumissionnaire sera calculée pour chaque soumission recevable selon la formule suivante :
- $$\text{Note technique totale} + \text{note financière totale} = \text{note totale du soumissionnaire}$$
- (c) Dans l'éventualité où des soumissionnaires obtiendraient la même note totale, le soumissionnaire ayant obtenu la note technique totale sera classé au premier rang. En cas de notes techniques totales identiques, le soumissionnaire ayant obtenu la note financière totale la plus élevée se classera au premier rang.
- (d) Un maximum de deux contrats pourra être attribué à la suite de la présente demande de soumissions.
- (e) Les soumissionnaires devraient noter que l'attribution des contrats est assujettie au processus d'approbation interne du Canada, qui prévoit l'approbation obligatoire du financement selon le montant de tout contrat proposé. Même si un soumissionnaire a été recommandé pour l'attribution d'un contrat, un contrat sera attribué uniquement si l'approbation interne est obtenue conformément aux politiques internes du Canada. Si l'approbation n'est pas obtenue, aucun contrat ne sera attribué.
- (f) **Attribution de financement pour le contrat** : Lorsque plus d'un contrat est attribué, chaque contrat pour ce volet de travail particulier sera attribué selon un montant de financement précisé à l'article intitulé « Limitation des dépenses » et calculé en fonction de ce qui suit :

Soumissionnaire	Note totale du soumissionnaire	Formule d'affectation des fonds (%)	Total des fonds alloués
X	98	$98/187 \times 100 = 52,41 \%$	10 481 283,42 \$
Y	89	$89/187 \times 100 = 47,59 \%$	9 518 716,58 \$
TOTAL	187	100 %	20 000 000,00 \$

Solicitation No. – N° de l'invitation
W6369-18-DE41/A

Amd. No. – N° de la modif.
003ips

Buyer ID – Id de l'acheteur

Client Ref. No. – N° de réf. du client
W6369-18DE41

File No. – N° du dossier
003ips.W6369-18DE41

CCC No./N° CCC – FMS No/ N° VME

Financement total disponible : 20 000 000,00 \$

REMARQUE : Il s'agit uniquement d'un exemple. Les données réelles seront déterminées après l'évaluation des soumissions.

- (g) Lorsqu'un contrat est attribué, le montant de la limitation des dépenses sera déterminé à la discrétion du Canada.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par ce dernier. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable ou qu'il y a manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation fournie avec sa soumission comprend de fausses déclarations, faites sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être présentés avec l'offre, mais il est possible de les présenter après. Si l'une ou l'autre de ces attestations ou l'un ou l'autre de ces renseignements supplémentaires demandés n'est pas fourni, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai qu'elle lui accorde pour fournir les renseignements. Si le soumissionnaire ne remet pas les attestations ou les renseignements supplémentaires énoncés ci-dessous dans le délai imparti, son offre sera jugée non recevable.

(a) Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que ni lui ni un membre de la coentreprise, si le soumissionnaire est une coentreprise, ne sont nommés dans la « [Liste d'admissibilité à soumissionner restreinte par le Programme de contrats fédéraux](https://www.canada.ca/en/employment-social-development/programs/employment-equity/federal-contractor-program.html) » qui figure au bas de la page du site Web du Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada (<https://www.canada.ca/en/employment-social-development/programs/employment-equity/federal-contractor-program.html>).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, est nommé dans la « [Liste d'admissibilité à soumissionner restreinte par le Programme de contrats fédéraux](https://www.canada.ca/en/employment-social-development/programs/employment-equity/federal-contractor-program.html) » au moment de l'attribution du contrat.

Le Canada aura aussi le droit de résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur, ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, est nommé dans la « [Liste d'admissibilité à soumissionner restreinte par le Programme de contrats fédéraux](https://www.canada.ca/en/employment-social-development/programs/employment-equity/federal-contractor-program.html) » pendant la durée du contrat.

Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante la pièce jointe 5.1, Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation, remplie avant l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire est une coentreprise, il doit fournir à l'autorité contractante la pièce jointe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation, remplie pour chaque membre de la coentreprise.

5.2 Attestations supplémentaires préalables à l'attribution du contrat

(a) Services professionnels – Ressources

- (i) En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat, chaque individu proposé dans sa soumission sera disponible pour exécuter les travaux, tel qu'il est exigé par les représentants du Canada, au moment indiqué dans la demande de soumissions ou convenu avec ces derniers.
- (ii) En déposant une soumission, le soumissionnaire atteste qu'il a vérifié tous les renseignements fournis dans les curriculum vitæ et les documents à l'appui présentés avec sa soumission, plus particulièrement les renseignements relatifs aux études, aux réalisations, à l'expérience et aux antécédents professionnels, et que ceux-ci sont exacts. En outre, il garantit que chaque personne proposée est en mesure d'exécuter les travaux prévus dans le contrat subséquent.
- (iii) Si le soumissionnaire a proposé une personne qui n'est pas un de ses employés, en déposant une soumission, il atteste qu'il a la permission de la personne d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitæ au Canada. Le soumissionnaire doit, à la demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par la personne, de la permission donnée au soumissionnaire ainsi que de sa disponibilité. Le défaut de répondre à la demande peut avoir pour conséquence de rendre la soumission non recevable.

(b) Attestation linguistique – anglais essentiel

En déposant une soumission, le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat découlant de la demande de soumissions, chaque personne proposée dans sa soumission :

maîtrise l'anglais. Les personnes proposées doivent être en mesure de communiquer en anglais tant à l'oral qu'à l'écrit, sans aide, et en faisant peu d'erreurs.

(c) Présentation d'une seule soumission

En déposant une soumission, le soumissionnaire atteste qu'il ne se considère pas comme étant « lié » à aucun autre soumissionnaire.

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité

- (a) Avant l'attribution d'un contrat, les conditions suivantes doivent être respectées :
 - (i) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisation valable, conformément à la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent;
 - (ii) les personnes proposées par le soumissionnaire qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens classifiés ou protégés, ou encore à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent satisfaire aux exigences relatives à la sécurité précisées dans la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent;
- (b) On rappelle aux soumissionnaires d'obtenir rapidement la cote de sécurité requise. La décision de retarder l'attribution du contrat, pour permettre au soumissionnaire retenu d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion de l'autorité contractante.
- (c) Pour obtenir de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du Programme de sécurité des contrats de TPSGC (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>).
- (d) Si le soumissionnaire est une coentreprise, chacun des membres de celle-ci doit respecter les exigences relatives à la sécurité.

6.2 Capacité financière

- (a) La clause A9033T du Guide des CCUA (2012-07-16), Capacité financière, s'applique, à la différence que le paragraphe 3 est supprimé et est remplacé par : « Si le soumissionnaire est une filiale d'une autre entreprise, chaque société mère, y compris la société mère ultime, devra fournir l'information financière demandée en 1(a) à (f). L'information financière fournie par une société mère ne dégage pas pour autant le soumissionnaire de l'obligation de présenter ses propres renseignements financiers; toutefois, si le soumissionnaire est une filiale d'une autre entreprise, et dans le cours normal des affaires les renseignements financiers ne sont pas générés distinctement pour la filiale, les renseignements financiers de la société mère doivent être fournis. Si le Canada juge que le soumissionnaire ne possède pas la capacité financière, mais que la société mère possède cette capacité, ou si le Canada ne peut évaluer la capacité financière du soumissionnaire puisque son information financière fait partie intégrante de celle de la société mère, le Canada peut, à sa seule discrétion, attribuer le contrat au soumissionnaire sous réserve que la société mère fournisse une garantie au Canada. »
- (b) Si le soumissionnaire est une coentreprise, chacun des membres de celle-ci doit respecter les exigences relatives à la capacité financière.

6.3 Exigences relatives aux marchandises contrôlées

- (a) Clause du Guide des CCUA A9130T (2014-11-27) Programme des marchandises Contrôlées
- (b) Dans le cas des coentreprises, chaque membre de la coentreprise doit respecter les exigences du Programme des marchandises contrôlées.

PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses suivantes s'appliquent à tout contrat découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

7.1 Besoin

- (a) _____ (l'« **entrepreneur** ») consent à fournir au client les services décrits dans le contrat, y compris l'énoncé des travaux, conformément au contrat et aux prix qui y sont énoncés. Cela comprend la prestation de services professionnels, à la demande du Canada, à un ou plusieurs emplacements qui seront précisés par ce dernier, à l'exclusion de tout emplacement se trouvant dans des secteurs assujettis à des ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG).
- (b) **Client** : En vertu du contrat, le « **client** » est le ministère de la Défense nationale.
- (c) **Réorganisation du client** : Le changement de dénomination sociale, la réorganisation, le réaménagement ou la restructuration d'un client n'auront aucune incidence sur les obligations de l'entrepreneur (ni ne donneront lieu au paiement d'honoraires supplémentaires). La réorganisation, le réaménagement ou la restructuration du client s'entendent aussi de sa privatisation, de sa fusion avec une autre entité et de sa dissolution, lorsque cette dissolution est suivie de la création d'une ou de plusieurs autres entités dont la mission est semblable à celle du client d'origine. Peu importe le type de restructuration, le Canada peut désigner un autre ministère ou un autre organisme gouvernemental comme autorité contractante ou responsable technique, conformément aux nouveaux rôles et aux nouvelles responsabilités découlant de la restructuration.
- (d) **Définitions** : Les termes et expressions définis dans les conditions générales et dans les conditions générales supplémentaires et employés dans ce contrat ont le sens qui leur est attribué dans les conditions générales ou dans les conditions générales supplémentaires. L'expression « utilisateur désigné » dans l'arrangement en matière d'approvisionnement fait référence au client. De plus, « produit livrable » ou « produits livrables » comprend toute la documentation décrite dans le présent contrat. Une référence à un « bureau local » de l'entrepreneur signifie un bureau ayant au moins un employé à temps plein qui n'est pas une ressource partagée qui y travaille

7.2 Autorisation de tâches

- (a) **Autorisations de tâches sur demande** : La totalité ou une partie des travaux du contrat seront réalisés « sur demande », au moyen d'une autorisation de tâches. Les travaux décrits dans l'autorisation de tâches doivent être conformes à la portée du contrat. L'entrepreneur ne doit pas commencer les travaux avant d'avoir reçu une autorisation de tâches approuvée, émise par le Canada. L'entrepreneur convient que toute tâche effectuée avant la réception de cette autorisation de tâches approuvée est effectuée à ses propres risques.
- (b) **Attribution des autorisations de tâches** :
- (i) Plus d'un contrat a été attribué pour ce besoin. Par conséquent, l'attribution des autorisations de tâches dans le cadre de la série de contrats sera conforme à ce qui suit :
 - (ii) On émettra aux entrepreneurs des autorisations de tâches dont la valeur combinée est en proportion du pourcentage déterminé au moyen de la formule d'affectation de fonds. Par exemple, selon l'exemple et les chiffres utilisés dans la formule d'affectation de fonds, la valeur totale combinée des autorisations de tâches émises à l'entrepreneur X serait environ 52,41 % de la valeur totale combinée de toutes les autorisations de tâches émises.

<i>Entrepreneur</i>	<i>Note totale du soumissionnaire</i>	<i>Formule d'affectation de fonds</i>	<i>Fonds totaux</i>
X	98	98/187 x 100 = 52,41 %	10 481 283,42 \$
Y	89	89/187 x 100 = 47,59 %	9 518 716,58 \$
TOTAL	187	100 %	20 000 000,00 \$

- (iii) Le Canada fera un effort raisonnable pour veiller à ce que la valeur des autorisations de tâches émises aux entrepreneurs soit, durant la période du contrat, proportionnelle aux pourcentages établis dans la formule d'affectation des fonds. Un examen des autorisations de tâches attribuées aux entrepreneurs sera réalisé à des intervalles de six mois et au début de chaque exercice financier, afin de confirmer que les autorisations de tâches sont utilisées et distribuées de façon proportionnelle. Si un entrepreneur refuse une autorisation de tâches dans le cadre du contrat, l'entrepreneur suivant, selon le même processus d'affectation, se verra attribuer le projet d'autorisation de tâches. La valeur de l'autorisation de tâche refusée pourra être soustraite de la valeur du contrat de l'entrepreneur, et pourra être réaffectée en tout ou en partie, à la discrétion de l'autorité contractante, à un ou à plusieurs entrepreneurs. Si tous les entrepreneurs refusent une autorisation de tâches en vertu du contrat, le Canada se réserve le droit de recourir à d'autres méthodes d'approvisionnement. S'il détermine que les ressources proposées ne satisfont pas aux exigences minimales en matière d'expérience ou à d'autres exigences des catégories précisées dans le projet d'autorisation de tâches, le Canada pourrait, à son entière discrétion demander à l'entrepreneur de proposer d'autres ressources, et celui-ci disposera du délai précisé dans le paragraphe « Réponse de l'entrepreneur à un projet d'autorisation de tâches » pour répondre à cette demande. Si l'entrepreneur ne répond pas à cette demande dans le délai prévu ou si le Canada détermine que les ressources proposées ne satisfont pas aux exigences minimales en matière d'expérience ou à d'autres exigences des catégories précisées dans le projet d'autorisation de tâches, celui-ci sera envoyé à l'entrepreneur classé au rang suivant, selon le même processus d'affectation.

- (c) **Évaluation des ressources proposées à l'étape de l'autorisation de tâches :** Les processus relatifs à l'établissement d'une autorisation de tâches, en réponse à une autorisation de tâche et liés à l'évaluation d'une autorisation de tâches sont décrits aux appendices A, B, C et D de l'annexe A.
- (d) **Formulaire et contenu du projet d'autorisation de tâches :**
- (i) Le responsable technique fournira à l'entrepreneur une description des tâches au moyen d'un projet d'autorisation de tâches à l'aide du formulaire figurant à appendices B de l'annexe A.
- (ii) Le projet d'autorisation de tâches doit expliquer en détail les travaux à effectuer et doit également contenir les renseignements suivants :
- (A) le numéro de tâche;
- (B) la date à laquelle la réponse de l'entrepreneur doit être reçue (cette date figurera dans le projet d'AT, mais pas dans l'AT attribuée);
- (C) les catégories de ressources et le nombre de ressources nécessaires;
- (D) une description des travaux associés à la tâche, notamment les activités à réaliser et les produits livrables à présenter (comme des rapports);
- (E) les dates de début et de fin;

-
- (F) les dates clés des produits livrables et des paiements (s'il y a lieu);
- (G) le nombre de jours-personnes requis;
- (H) une note indiquant si les travaux comprennent des activités à réaliser sur place, en précisant l'endroit;
- (I) le profil linguistique des ressources requises;
- (J) le niveau d'attestation de sécurité que doivent posséder les employés de l'entrepreneur;
- (K) le prix payable à l'entrepreneur pour l'exécution de la tâche, en indiquant s'il s'agit d'un prix ferme ou du prix maximum de l'autorisation de tâches (et dans le cas du prix maximum, l'autorisation de tâches doit indiquer la façon dont le montant final payable sera déterminé; lorsque l'autorisation de tâches n'indique pas la façon dont le montant final payable sera déterminé, le montant payable est le montant, jusqu'à concurrence du montant maximum, pour les heures réellement travaillées sur le projet que l'entrepreneur justifie en présentant les feuilles de présence remplies au moment de l'exécution des travaux par les employés pour justifier les frais);
- (L) toute autre contrainte pouvant avoir des répercussions sur l'exécution de la tâche.
- (e) **Réponse de l'entrepreneur à un projet d'autorisation de tâches :** L'entrepreneur doit fournir au responsable technique, dans les 5 jours ouvrables de la réception du projet d'autorisation de tâches (ou tout autre délai plus long précisé dans le projet d'autorisation de tâches), une proposition du prix estimatif total pour l'exécution de la tâche et une ventilation de ce coût, établie conformément à la base de paiement du contrat, ainsi que la ou les ressources proposées connexes, conformément à l'appendice A de l'annexe A du contrat. La proposition de prix de l'entrepreneur doit être établie selon les taux stipulés dans le contrat. L'entrepreneur ne sera pas payé pour la préparation ni la présentation d'une réponse, ni pour la fourniture d'autres renseignements requis pour la préparation et l'attribution officielle de l'autorisation de tâches.
- (f) **Limite des autorisations de tâches et responsabilités à l'égard de leur émission officielle :**
Pour être attribuée de façon officielle, une autorisation de tâches doit porter les signatures suivantes :
- (i) toute autorisation de tâches dont la valeur est inférieure ou égale à 1.00 \$ (excluant les taxes applicables) doit être signée par le responsable technique;
- (ii) toute autorisation de tâches dont la valeur est supérieure à ce montant doit être signée par le responsable technique et l'autorité contractant.
- Toute autorisation de tâches qui ne porte pas les signatures requises n'a pas été émise de façon officielle par le Canada et n'est donc pas valide. Tous les travaux réalisés par l'entrepreneur sans que celui-ci ait reçu une autorisation de tâches officielle seront effectués à ses propres risques. L'entrepreneur doit aviser l'autorité contractante s'il reçoit une autorisation de tâches qui ne porte pas les signatures requises. Au moyen d'un avis écrit envoyé à l'entrepreneur, l'autorité contractante peut suspendre en tout temps le pouvoir du client d'attribuer des autorisations de tâches, ou réduire la valeur indiquée à l'alinéa (i) ci-dessus. L'avis de suspension ou de réduction prend effet dès la réception.
- (g) **Administration du processus d'autorisation de tâches pour le MDN :** L'administration du processus d'autorisation de tâches sera effectuée par DOSE 3-3. Ce processus comprend la

surveillance, le contrôle et le rapport des dépenses dans le cadre du contrat comportant des autorisations de tâches à l'intention de l'autorité contractante.

(h) **Rapports d'utilisation périodique :**

(i) L'entrepreneur doit compiler et tenir à jour des données sur les services fournis au gouvernement fédéral, conformément aux autorisations de tâches valides émises dans le cadre du contrat. L'entrepreneur doit fournir ces données conformément aux exigences d'établissement de rapports précisées ci-dessous. Si certaines données requises ne sont pas disponibles, l'entrepreneur doit en indiquer la raison. Si des services ne sont pas fournis pendant une période donnée, l'entrepreneur doit soumettre un rapport portant la mention « NÉANT ». Les données doivent être présentées chaque trimestre à l'autorité contractante. De temps en temps, l'autorité contractante peut également exiger un rapport intérimaire au cours d'une période de référence.

(ii) Les trimestres sont définis comme suit :

- (A) premier trimestre : du 1^{er} avril au 30 juin;
- (B) deuxième trimestre : du 1^{er} juillet au 30 septembre;
- (C) troisième trimestre : du 1^{er} octobre au 31 décembre;
- (D) quatrième trimestre : du 1^{er} janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées à l'autorité contractante dans les 10 jours civils suivant la fin de la période de référence.

(iii) Chaque rapport doit contenir les informations suivantes pour chaque autorisation de tâche qui est approuvée et émise de façon officielle (et tel que modifié):

- (A) le numéro de l'autorisation de tâches et le numéro de la version modifiée, le cas échéant;
- (B) le titre ou une courte description de chaque tâche autorisée;
- (C) le nom, la catégorie de ressources et le niveau de chaque ressource participant à l'exécution de l'autorisation de tâches, le cas échéant;
- (D) le coût estimatif total précisé dans l'autorisation de tâches valide de chaque tâche, taxes applicables en sus;
- (E) le montant total dépensé jusqu'à présent, taxes applicables en sus, pour chaque tâche autorisée;
- (F) les dates de début et de fin de chaque tâche autorisée;
- (G) l'état d'avancement de chaque tâche autorisée, s'il y a lieu (p. ex. indiquer si les travaux sont en cours, ou si le Canada a annulé ou suspendu l'autorisation de tâches).

(iv) Chaque rapport doit aussi contenir les informations cumulatives suivantes pour chaque autorisation de tâches émise de façon officielle (et tel que modifié):

- (A) le montant (taxes applicables en sus) précisé dans le contrat (selon la dernière modification, s'il y a lieu) qui correspond à la responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur pour toutes les autorisations de tâches émises de façon officielle;
- (B) le montant total, taxes applicables en sus, dépensé jusqu'à présent pour toutes les autorisations de tâches émises de façon officielle.

- (i) **Refus d'une autorisation de tâches ou soumission d'une réponse non valide :**
L'entrepreneur n'est pas tenu de répondre à chaque projet d'autorisation de tâches présenté par le Canada. Cependant, en plus des autres droits du Canada relatifs à la résiliation du contrat, le Canada peut immédiatement et sans autre avis résilier le contrat pour manquement, conformément aux conditions générales, si, à au moins trois reprises pendant la durée du contrat, l'entrepreneur n'a pas répondu ou n'a pas présenté une réponse valable à la suite de la réception d'un projet d'autorisation de tâches. Par souci de clarté, chaque projet d'autorisation de tâches, identifiable par son numéro de tâche, ne comptera que pour un seul cas. Une réponse valide s'entend d'une réponse donnée dans le délai requis et qui satisfait à toutes les exigences du projet d'autorisation de tâches, y compris la proposition du nombre requis de ressources possédant chacune l'expérience minimale et satisfaisant aux autres exigences des catégories indiquées dans le projet d'autorisation de tâches, selon un prix ne dépassant pas les taux établis à l'annexe B.

- (j) **Regroupement d'autorisations de tâches à des fins administratives :** Le contrat peut être modifié à l'occasion afin de tenir compte de l'ensemble des autorisations de tâches valides attribuées à ce jour, et de consigner le travail effectué dans le cadre de ces autorisations de tâches à des fins administratives.

7.3 Garantie des travaux minimums

- (a) Dans la présente clause :
- (i) La « **valeur maximale du contrat** » désigne le montant indiqué à la clause « **Limitation des dépenses** » du contrat.
 - (ii) La « **valeur minimale du contrat** » 20 000.00 \$ représente.
- (b) En vertu du présent contrat, le Canada est tenu de demander des travaux pour un montant correspondant à la valeur minimale du contrat ou, à son choix, de payer l'entrepreneur à la fin du contrat conformément au paragraphe c), sauf pour les cas prévus au paragraphe d). En contrepartie de cette obligation, l'entrepreneur convient de se tenir prêt, pendant toute la période du contrat, à exécuter les travaux décrits dans le contrat. La responsabilité maximale du Canada à l'égard des travaux exécutés dans le cadre du contrat ne doit pas dépasser la valeur maximale du contrat, à moins d'une augmentation autorisée par écrit par l'autorité contractante.
- (c) Si, pendant la durée du contrat, le Canada n'exige pas une quantité de travaux correspondant à la valeur minimale du contrat, il devra verser à l'entrepreneur la différence entre cette valeur et le coût total des travaux demandés.
- (d) Conformément à cet article, le Canada n'aura aucune obligation à l'égard de l'entrepreneur si le Canada résilie l'ensemble du contrat :
- (i) pour manquement;
 - (ii) pour des raisons pratiques à la suite de la décision ou de la recommandation d'un tribunal ou d'une cour, énonçant que le contrat peut être résilié, faire l'objet d'une autre demande de soumissions ou être attribué à un autre fournisseur;
 - (iii) pour des raisons de commodité dans les dix jours ouvrables suivant l'attribution du contrat.

7.4 **Clauses et conditions uniformisées**

Toutes les clauses et les conditions désignées par un numéro, une date et un titre sont énoncées dans le Guide des CCUA (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>), publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

(a) **Conditions générales :**

- (i) Le document 2035 (2018-06-21), Conditions générales – besoins plus complexes de services, s'applique au contrat et en fait partie intégrante.

En ce qui concerne l'article 30, Résiliation pour raisons de commodité, des conditions générales 2035, la sous-section 04 est supprimée et remplacée par les sous-sections 04, 05 et 06 :

4. Les sommes auxquelles l'entrepreneur a droit selon le présent article et les sommes versées ou dues à l'entrepreneur ne doivent pas dépasser, au total, le prix contractuel.
5. Si l'autorité contractante résilie le contrat en totalité et que les articles de l'accord comprennent une garantie des travaux minimums, le montant total à verser à l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser le plus élevé des deux montants suivants :
 - (a) le montant total auquel a droit l'entrepreneur selon le présent article, en plus des montants qui lui ont été versés, des montants qui lui seront dus en plus des montants qui devront lui être payés en vertu de la garantie des travaux minimums, ou les montants qui lui sont dus à la date de la résiliation;
 - (b) le montant payable selon la garantie des travaux minimums, moins les montants qui ont été versés, qui sont dus ou qui seront dus à l'entrepreneur à la date de la résiliation.
6. Sauf dans la mesure prévue au présent article, l'entrepreneur n'aura aucun recours, notamment en ce qui concerne les dommages-intérêts, la compensation, la perte de profit et l'indemnité découlant de tout avis de résiliation donné par le Canada en vertu du présent article. L'entrepreneur convient de rembourser immédiatement au Canada toute partie de tout paiement anticipé non liquidé à la date de la résiliation.

(b) **Conditions générales supplémentaires :**

Les conditions générales supplémentaires qui suivent :

- (i) 4002 (2010-08-16), Conditions générales supplémentaires – Services d'élaboration ou de modification de logiciels;
- (ii) 4007 (2010-08-16), Conditions générales supplémentaires – Le Canada détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux;

s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.5 **Exigences relatives à la sécurité**

Les exigences relatives à la sécurité suivantes (Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et clauses connexes fournies par le Programme de sécurité des contrats), s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

- a) L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une cote de sécurité d'installation valable au niveau **TRES SECRET**, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

-
- b) Ce contrat comprend un accès à des **marchandises contrôlées**. Avant d'avoir accès, le soumissionnaire doit être inscrit au Programme des Marchandises Contrôlées de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
- c) Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens **PROTEGE/CLASSIFIÉS** portant la mention "CITOYENS CANADIENS SEULEMENT", dont l'accès est réglementé, **doivent être citoyens du Canada** et doivent TOUS détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau **TRES SECRET** et **TRES SECRET SIGINT**, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.
- d) Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens **ETRANGER LIMITE** portant la mention "CITOYENS CANADIENS SEULEMENT", dont l'accès est réglementé, **doivent être citoyens du Canada** et doivent TOUS détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau **TRES SECRET** et **TRES SECRET SIGINT**, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.
- e) Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens COMSEC, **doivent être citoyens du Canada** et détenir une cote de sécurité du personnel valable et proportionnée avec les renseignements ou les biens qui seront accédés, avoir un besoin de connaître et avoir été soumis à une séance d'information COMSEC et avoir signé un certificat de séance d'information COMSEC. L'accès par des étrangers nationaux ou des résidents étrangers doit être approuvé par le Chef des Services à la clientèle STI du CSTC sur une base de cas-par-cas.
- f) L'entrepreneur ou l'offrant NE DOIT PAS emporter de renseignements ou de biens CLASSIFIÉS hors des établissements de travail visés; et l'entrepreneur ou l'offrant doit s'assurer que son personnel est au courant de cette restriction et qu'il l'a respecte.
- g) Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent pas être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
- h) Avant l'attribution du contrat, l'entrepreneur doit remplir un questionnaire sur la **Participation, le contrôle et l'influence étrangers (PCIE)** ainsi que les documents connexes indiqués dans les lignes directrices sur la PCIE destinées aux organisations. L'entrepreneur doit soumettre ces documents dûment remplis afin d'indiquer si une tierce partie (personne, entreprise ou gouvernement) peut accéder, sans en avoir l'autorisation, à des biens ou à des renseignements **COMSEC / INFOSEC ou CLASSIFIÉS DE L'OTAN / ÉTRANGERS**. Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) déterminera si le statut « *Sans PCIE* » ou « *Avec PCIE* » doit être attribué à l'entreprise de l'entrepreneur. Si le statut « *Avec PCIE* » est attribué à l'entreprise, TPSGC déterminera si des mesures d'atténuation existent ou doivent être prises par l'entreprise afin qu'elle puisse obtenir le statut « *Sans PCIE par atténuation* ».
- i) En permanence pendant l'exécution du contrat, l'entrepreneur doit détenir une lettre de TPSGC indiquant les résultats de l'évaluation de la PCIE ainsi que le statut attribué à son entreprise, c'est-à-dire « *Sans PCIE* » ou « *Sans PCIE par atténuation* ».
- j) Tout changement au questionnaire et aux facteurs connexes d'évaluation de la PCIE doit être immédiatement signalé au Secteur de la sécurité industrielle (SSI) aux fins de détermination de l'incidence du changement sur le statut lié à la PCIE.
- k) L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
-

- (i) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe C;
- (ii) du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

7.6 Période du contrat

- (a) **Période du contrat :** La « **période du contrat** » représente toute la période au cours de laquelle l'entrepreneur est obligé d'exécuter les travaux et comprend :
 - (i) la « **période initiale du contrat** » qui commence à la date d'attribution du contrat et qui prend fin deux **ans** plus tard;
 - (ii) la période de prolongation de ce contrat, si le Canada décide de se prévaloir des options énoncées dans le contrat.
- (b) **Option de prolongation du contrat :**
 - (i) L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus trois période(s) supplémentaire(s) d'un **an** chacune, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte, au cours de la période prolongée du contrat, d'être payé conformément aux dispositions applicables définies dans la base de paiement.
 - (ii) Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en faisant parvenir un avis écrit à l'entrepreneur avant la date d'échéance du contrat. Cette option ne peut être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

7.7 Responsables

(a) Autorité contractante

L'autorité contractante dans le cadre du contrat est :

Nom : James Kelly

Titre : Supply Team Leader

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Direction générale des approvisionnements

Direction : Direction de l'acquisition des services professionnels

Adresse : 2, Constellation Cr., Ottawa, Ontario

Téléphone : 613-944-4482

Adresse électronique : james.kelly@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification du contrat doit être autorisée, par écrit, par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus à la suite de la réception de demandes ou d'instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

(b) Responsable technique

Le responsable technique pour le contrat est :

Nom : _____

Titre : _____

Organisation : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____
Télécopieur : _____
Adresse électronique : _____

Le responsable technique [représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat, et il] est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements touchant la portée des travaux. De telles modifications ne peuvent être effectuées que par l'entremise d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

(c) **Représentant de l'entrepreneur**

[Remplir ou supprimer, selon le cas.]

7.8 Divulgence proactive des contrats conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant des renseignements sur son statut d'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la Loi sur la gestion de la fonction publique, l'entrepreneur a convenu que ces renseignements seront affichés sur les sites Web ministériels, dans le cadre des rapports de divulgation proactive, conformément à l'Avis sur la politique des marchés 2012-2 du Secrétariat du Conseil du Trésor.

7.9 Paiement

(a) **Base de paiement**

- (i) **Services professionnels fournis dans le cadre d'une autorisation de tâches avec un prix maximum:** Pour les services professionnels exigés par le Canada, en conformité avec une autorisation de tâches émise de façon officielle, le Canada paiera à l'entrepreneur, rétroactivement, jusqu'à concurrence du prix maximum pour l'autorisation de tâches, pour les heures réellement travaillées ainsi que pour tout produit issu de ce travail conformément aux tarifs journaliers fermes tout compris établis à l'annexe B, Base de paiement, taxes applicables en sus. Les périodes de travail de moins d'une journée seront calculées proportionnellement aux heures travaillées en fonction d'une journée de travail de 7,5 heures.
- (ii) **Frais de déplacement et de subsistance – Directive sur les voyages du Conseil national mixte:** L'entrepreneur sera remboursé pour les frais de déplacement et de subsistance autorisés qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour les frais administratifs généraux ou le profit, conformément aux indemnités relatives aux repas et à l'utilisation d'un véhicule privé qui sont précisées aux appendices B, C et D de la Directive sur les voyages du Conseil national mixte, et selon les autres dispositions de la Directive qui font référence aux « voyageurs » plutôt qu'aux « employés ». Tout déplacement doit être approuvé au préalable par le responsable technique. Les demandes de voyage seront prises en compte uniquement pour un lieu de travail situé à plus de 100 kilomètres de la région de la capitale nationale. L'entrepreneur sera payé pour les heures consacrées au déplacement en fonction de la moitié du taux horaire. Le taux horaire sera déterminé en divisant le taux quotidien ferme établi à l'annexe B par 7,5 heures. Tout paiement peut faire l'objet d'une vérification par le gouvernement.
- (iii) **Attribution concurrentielle :** L'entrepreneur reconnaît que le contrat a été attribué à l'issue d'un processus concurrentiel. Aucun montant supplémentaire ne sera versé à

l'entrepreneur en compensation d'erreurs, d'oublis ou de mauvaises interprétations ou estimations dans sa soumission.

- (iv) **Taux quotidiens fermes de l'entrepreneur** : L'entrepreneur accepte que les taux énoncés dans l'annexe B demeurent fermes pendant toute la période du contrat, sauf pour ce qui est prévu dans les conditions expresses du contrat. En vertu de l'article 18(1) des Conditions générales 2035 du Guide des CCUA, l'entrepreneur reconnaît que son obligation de fournir les services conformément aux taux fermes énoncés à l'annexe B n'est pas visée par l'application d'une loi existante ou de toute nouvelle loi qui pourrait entrer en vigueur pendant la période du contrat.

- (v) **Taux des services professionnels** : D'après l'expérience du Canada, les soumissionnaires proposeront parfois des taux pour une ou plusieurs catégories de ressources au moment de la soumission qu'ils refuseront plus tard de respecter, en affirmant que ces taux ne leur permettent pas de recouvrer les frais ou de rentabiliser leurs activités. Cela annule les avantages que le Canada aurait pu retirer de ce contrat. Si l'entrepreneur ne répond pas ou refuse de présenter une personne possédant les compétences décrites dans le contrat dans le délai prévu au contrat (ou qu'il propose plutôt de présenter quelqu'un d'une autre catégorie, à un taux différent), même si le Canada résilie le contrat en totalité ou en partie ou choisit de se prévaloir de ses droits en vertu des conditions générales, le Canada peut imposer des sanctions ou prendre des mesures conformément à la Politique sur les mesures correctives du rendement des fournisseurs (ou l'équivalent) de TPSGC en vigueur. Ces mesures peuvent comprendre une évaluation de laquelle peut découler l'imposition à l'entrepreneur de conditions qu'il devra respecter pour continuer à faire affaire avec le Canada ou une radiation complète de l'entrepreneur l'empêchant de soumissionner à l'avenir.

(b) **Limitation des dépenses – Total cumulatif de toutes les autorisations de tâche**

- (i) La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur dans le cadre du contrat pour toutes les autorisations de tâches émises de façon officielle, y compris toute modification, ne doit pas dépasser le montant énoncé à la page 1 du contrat, moins les taxes applicables. En ce qui concerne le montant inscrit à la première page du contrat, les droits de douane sont exclus et les taxes applicables sont incluses.
- (ii) Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins qu'une augmentation n'ait été approuvée, par écrit, par l'autorité contractante.
- (iii) L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :
- (A) lorsque 75 % de la somme est engagée; ou
- (B) quatre mois avant la date d'expiration du contrat; ou
- (C) dès que l'entrepreneur juge que la somme est insuffisante pour l'achèvement des travaux requis dans le cadre des autorisations de tâches autorisées, y compris toutes révisions,
- selon la première éventualité.
- (i) Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds supplémentaires requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

- (c) **Modalités de paiement pour les autorisations de tâches avec un prix maximum** : Pour chaque autorisation de tâches valide émise conformément au contrat et qui comprend un prix maximum :

- (i) Le Canada paiera l'entrepreneur une fois par mois uniquement, conformément à la base de paiement. L'entrepreneur doit présenter des feuilles de présence pour chaque ressource, indiquant le nombre de jours et d'heures de travail effectués, pour justifier les montants réclamés sur la facture.
- (ii) Une fois que le Canada aura payé le prix maximum pour l'autorisation de tâches, il n'aura plus à verser d'autres montants, mais l'entrepreneur devra achever les travaux décrits dans l'autorisation de tâches et correspondant au prix maximum de l'autorisation de tâches. Si les travaux décrits dans l'autorisation de tâches sont terminés plus tôt que prévu, et que leur coût (en fonction de la durée des travaux confirmée par les feuilles de présence), selon les tarifs établis dans le contrat, est inférieur au prix maximum de l'autorisation de tâches, le Canada ne sera tenu de payer que le temps consacré à la réalisation des travaux liés à l'autorisation de tâches.

Remarque à l'intention des soumissionnaires : Si applicable, le ou les instrument(s) de paiement électronique de factures indiqué(s) par le soumissionnaire à la pièce jointe « 3.2 » fera ou feront partie de tout contrat subséquent.

- (d) **Paiement électronique de factures – contrat** *Les agents de négociation des contrats doivent reproduire ci-dessous, l'information tirée de la pièce jointe «3.2» Instruments de paiement électronique, dans laquelle ont été identifiés par l'entrepreneur, les instruments de paiement électronique acceptés, et renuméroter en conséquence.]*

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- (i) Carte d'achat Visa ;
- (ii) Carte d'achat MasterCard ;
- (iii) Dépôt direct (national et international) ;
- (iv) Échange de données informatisées (EDI) ;
- (v) Virement télégraphique (international seulement) ;
- (vi) Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

- (e) **Vérification du temps**

Le temps facturé et l'exactitude du système d'enregistrement du temps de l'entrepreneur peuvent faire l'objet d'une vérification par le Canada, avant ou après que l'entrepreneur a été payé. Si la vérification est effectuée après le paiement, l'entrepreneur s'engage à rembourser tout montant versé en trop, à la demande du Canada.

- (f) **Crédits de paiement**

- (i) **Incapacité de fournir une ressource** :
 - (A) Si l'entrepreneur ne peut fournir, dans le délai prescrit par le contrat, une ressource en services professionnels qui possède toutes les qualifications demandées, l'entrepreneur doit verser au Canada un montant égal au tarif journalier (pour une journée de travail de 7,5 heures) de la ressource demandée pour chaque journée (ou portion de journée) de retard à fournir la ressource, jusqu'à un maximum de dix (10) jours.

(B) **Mesures correctives** : Si, conformément à cet article, les crédits sont applicables durant deux mois consécutifs ou durant trois mois sur une période de douze mois, l'entrepreneur doit présenter un plan d'action écrit décrivant les mesures qui seront prises pour éviter que le problème ne se produise de nouveau. L'entrepreneur aura cinq jours ouvrables pour présenter le plan d'action au client et à l'autorité contractante, et 20 jours ouvrables pour corriger le problème sous-jacent.

(C) **Résiliation pour non-respect du niveau de disponibilité** : Outre les autres droits qui lui sont conférés dans le cadre du contrat, le Canada peut résilier le contrat pour manquement, conformément aux conditions générales, en donnant à l'entrepreneur un avis écrit de trois (3) mois lui faisant part de son intention, si :

- (1) le montant total de crédits pour un cycle de facturation mensuelle donné a atteint 10 % de la facture mensuelle; ou
- (2) les mesures correctives présentées par l'entrepreneur, décrites ci-dessus, n'ont pas été prises.

La résiliation du contrat entrera en vigueur à la fin de la période de trois (3) mois, sauf si le Canada détermine que l'entrepreneur a mis en œuvre les mesures correctives de façon satisfaisante pendant cette période.

- (ii) **Les crédits s'appliquent pendant toute la durée du contrat** : Les parties conviennent que les crédits s'appliquent pendant toute la durée du contrat.
- (iii) **Crédits représentant des dommages-intérêts** : Les parties conviennent que les crédits sont des dommages-intérêts et qu'ils représentent la meilleure estimation préalable de la perte pour le Canada dans l'éventualité du manquement applicable. Les crédits ne sont pas une pénalité et ne doivent pas être considérés comme tels.
- (iv) **Droit du Canada d'obtenir le paiement** : Les parties conviennent que ces crédits représentent une dette déterminée. Afin d'obtenir le paiement des crédits, le Canada est autorisé en tout temps à retenir, à recouvrer ou à déduire tout montant dû et impayé de toute somme due à l'entrepreneur par le Canada de temps à autre.
- (v) **Droits et recours du Canada non limités** : Les parties conviennent que rien dans le présent article ne limite les droits ou les recours dont le Canada peut se prévaloir conformément au présent contrat (y compris le droit de résilier le contrat pour manquement) ou en vertu de la loi en général.
- (vi) **Droits de vérification** : Le calcul de l'entrepreneur relatif aux crédits dans le cadre du contrat peut être vérifié par le service de vérification du gouvernement, à la discrétion de l'autorité contractante, avant ou après le versement du paiement à l'entrepreneur. L'entrepreneur doit coopérer entièrement avec le Canada au cours de la réalisation de toute vérification en permettant au Canada d'accéder à tous les documents et systèmes que le Canada juge nécessaires pour veiller à ce que tous les crédits aient été correctement imputés au Canada dans les factures de l'entrepreneur. Si une vérification démontre que des factures passées contiennent des erreurs de calcul des crédits, l'entrepreneur doit payer au Canada le montant, tel qu'il a été déterminé par la vérification, qui aurait dû être crédité au Canada, en plus des intérêts, à compter de la date à laquelle le Canada a versé le paiement excédentaire jusqu'à la date du remboursement (le taux d'intérêt est le taux officiel d'escompte par année de la Banque du Canada en vigueur à la date à laquelle le crédit était dû au Canada, plus 1,25 % par année). Si, à la suite d'une vérification, le Canada détermine que les documents ou les systèmes de l'entrepreneur servant à déterminer, à calculer ou à enregistrer les crédits

ne sont pas adéquats, l'entrepreneur devra mettre en œuvre toutes les mesures supplémentaires exigées par l'autorité contractante pour remédier au problème.

(g) **Aucune obligation de payer pour des travaux non effectués en raison de la fermeture des bureaux du gouvernement**

- (i) Si l'entrepreneur, ses employés, ses sous-traitants ou ses représentants fournissent des services dans les locaux du gouvernement dans le cadre du contrat et que ces locaux ne sont pas accessibles en raison de l'évacuation ou de la fermeture des bureaux du gouvernement, et que le travail n'est pas effectué en raison de cette fermeture, le Canada n'a pas la responsabilité de payer l'entrepreneur pour le travail qu'il aurait exécuté s'il n'y avait pas eu de fermeture des bureaux.
- (ii) Si l'entrepreneur, ses employés, ses sous-traitants ou ses agents ne peuvent accéder aux locaux du gouvernement où ils assurent des services en vertu du contrat en raison d'une grève ou d'un lock-out, et que cette situation les empêche de faire leur travail, le Canada n'est pas tenu de payer l'entrepreneur pour les travaux qui auraient pu être effectués s'il avait eu accès aux locaux.

7.10 Instructions relatives à la facturation

- (a) L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'information exigée dans les conditions générales.
- (b) La facture de l'entrepreneur doit comporter un poste pour chaque sous-alinéa de la base de paiement, et elle doit porter les numéros d'autorisations de tâches applicables.
- (c) En soumettant des factures, l'entrepreneur atteste que les biens et services ont été livrés et que tous les frais sont conformes aux dispositions de la base de paiement du contrat, y compris les frais résultant de l'exécution des travaux par des sous-traitants.
- (d) L'entrepreneur doit remettre au responsable technique l'original de chaque facture. L'entrepreneur doit également fournir une copie des factures à l'autorité contractante, à la demande de celle-ci.

7.11 Attestations

- (a) Sauf indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur dans sa soumission ou avant l'attribution du contrat, toute proposition de prix relative aux autorisations de tâches et la coopération constante quant à la fourniture de renseignements supplémentaires sont des conditions du contrat, et le fait de ne pas les respecter constitue un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

7.12 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Manquement de la part de l'entrepreneur

L'entrepreneur comprend et convient que, lorsqu'il conclut un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi avec le Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada, cet accord doit demeurer valide pendant toute la durée du contrat. Si cet accord devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la [« Liste d'admissibilité limitée à soumissionner au Programme de contrats fédéraux »](#). L'imposition d'une telle sanction par EDSC sera considéré non conforme aux modalités du contrat.

7.13 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur _____ (*insérer le nom de la province ou du territoire précisé par le soumissionnaire dans sa soumission, s'il y a lieu.*), et les relations entre les parties doivent être déterminées par ces lois.

7.14 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste :

- (a) les articles de la convention, ainsi que les différentes clauses du Guide des CCUA qui sont incorporées par renvoi dans les articles de la convention;
- (b) les conditions générales supplémentaires, selon l'ordre suivant :
 - (i) 4002 (2010-08-16), Conditions générales supplémentaires – Services d'élaboration ou de modification de logiciels,
 - (ii) 4007 (2010-08-16), Conditions générales supplémentaires – Le Canada détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux
- (c) les conditions générales 2035 (*2018-06-21insérer la date*) – besoins plus complexes de services;
- (d) l'annexe A, Énoncé des travaux, y compris ses appendices, comme suit :
 - (i) Appendice A de l'annexe A – Procédures d'attribution de tâches,
 - (ii) Appendice B de l'annexe A – Formulaire d'autorisation de tâches,
 - (iii) Appendice C de l'annexe A – Critères d'évaluation des ressources et tableau de réponses,
 - (iv) Appendice D de l'annexe A – Attestations à l'étape de l'autorisation de tâches;
 - (v) Appendice E de l'annexe A – Entente de Non-Divulgation
- (e) l'annexe B – Base de paiement;
- (f) l'annexe C, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;
- (g) les autorisations de tâches émises de façon officielle et toute attestation requise (*y compris toutes les annexes, s'il y a lieu*);
- (h) la soumission de l'entrepreneur datée du _____ (*inscrire la date de la soumission*) [*si la soumission a été clarifiée ou modifiée, insérer au moment de l'attribution du contrat*], « clarifiée le _____ » ou « modifiée le _____ » (*inscrire la ou les dates des clarifications ou modifications, le cas échéant*).

7.15 Contrat de défense

- (a) Clause du guide des CCUA A9006C (2012-07-16) Contrat de défense

7.16 Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

- (a) Clause du guide des CCUA A2000C (2006-06-16) Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

Remarque à l'intention des soumissionnaires : Cette clause ou la suivante (selon que le soumissionnaire retenu est un entrepreneur canadien ou un entrepreneur étranger) fera partie de tout contrat subséquent.

7.17 Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)

- (a) Clause du guide des CCUA A2001C (2006-06-16) Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)

7.18 Exigences en matière d'assurance

(a) **Conformité aux exigences en matière d'assurance**

- (i) L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance énoncées dans le présent article. Il doit conserver la couverture exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat ni ne la diminue.
- (ii) L'entrepreneur doit décider si une couverture supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et se conformer aux lois applicables. Toute couverture supplémentaire est à la charge de l'entrepreneur et souscrite pour son bénéfice et sa protection.
- (iii) L'entrepreneur devrait faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada, et le certificat d'attestation d'assurance doit confirmer que la police d'assurance satisfaisant aux exigences est en vigueur. Si le certificat d'attestation d'assurance n'est pas rempli et fourni comme il est demandé, l'autorité contractante en informera l'entrepreneur et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer aux exigences dans les délais prévus sera considéré comme un manquement aux conditions générales. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée conforme de toutes les polices d'assurance applicables.

(b) **Assurance responsabilité civile commerciale**

- (i) L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile des entreprises d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
- (ii) La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
 - (A) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - (B) Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - (C) Produits et activités réalisées : Couverture pour les blessures corporelles ou les dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités réalisées par l'entrepreneur.

- (D) Préjudices personnels : La couverture devrait inclure notamment la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
- (E) Responsabilité réciproque/séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans les limites prévues par la couverture. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été établie pour chacun d'eux.
- (F) Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au présent contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions d'assurance contractuelle.
- (G) Les employés et, le cas échéant, les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
- (H) Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail ou par un programme semblable).
- (I) Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités accomplies : La police doit prévoir la couverture des dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance standard.
- (J) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
- (K) S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- (L) Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
- (M) Préjudices découlant de la publicité : L'avenant doit notamment inclure le piratage ou l'appropriation illicite d'idées, ou la violation de droits d'auteur, de marques de commerce, de titres ou de slogans.

(c) **Assurance responsabilité contre les erreurs et les omissions**

- (i) L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une assurance responsabilité contre les erreurs et les omissions (également appelée assurance responsabilité civile professionnelle) d'un montant équivalent à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 1 000 000 \$ par perte et suivant le total annuel, y compris les frais de défense.
- (ii) S'il s'agit d'une assurance responsabilité professionnelle sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- (iii) L'avenant suivant doit être compris :

Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

7.19 Programme de marchandises contrôlées

- (a) Clause du guide des CCUA A9131C (2014-11-27) Programme des marchandises contrôlées
- (b) Clause du guide des CCUA B4060C (2011-05-16) Marchandises contrôlées

7.20 Limitation de la responsabilité – Gestion de l'information/technologie de l'information

- (a) Le présent article s'applique malgré toute autre disposition du contrat et remplace l'article des conditions générales intitulé « Responsabilité ». Toute mention dans le présent article de dommages causés par l'entrepreneur comprend les dommages causés par ses employés, ainsi que ses sous-traitants, ses mandataires et ses représentants, ainsi que leurs employés. Le présent article s'applique, que la réclamation soit fondée contractuellement sur un délit civil ou un autre motif de poursuite. L'entrepreneur n'est pas responsable envers le Canada de l'exécution ou de la non-exécution du contrat, sauf dans les cas précisés dans le présent article et dans tout autre article du contrat préétablissant des dommages-intérêts. L'entrepreneur est uniquement responsable des dommages indirects, particuliers ou consécutifs, dans la mesure décrite dans le présent article, même si l'entrepreneur a été avisé de la possibilité de ces dommages.
- (b) **Responsabilité de première partie :**
 - (i) L'entrepreneur est entièrement responsable envers le Canada de tous les dommages, y compris les dommages indirects, particuliers ou consécutifs, causés par l'exécution ou la non-exécution du contrat par l'entrepreneur et qui se rapportent à :
 - (A) toute violation des droits de propriété intellectuelle, dans la mesure où l'entrepreneur viole l'article des conditions générales intitulé « Atteinte aux droits de propriété intellectuelle et redevances »;
 - (B) toute blessure physique, y compris la mort.
 - (ii) L'entrepreneur est responsable de tous les dommages directs causés par l'exécution ou la non-exécution du contrat et touchant des biens personnels ou des biens immobiliers qui appartiennent au Canada ou qui sont occupés par celui-ci.
 - (iii) Chaque partie est responsable de tous les dommages directs causés par son manquement à l'obligation de confidentialité dans le cadre du contrat. Chaque partie est également responsable de tous les dommages indirects, particuliers ou consécutifs relatifs à sa divulgation non autorisée de secrets de fabrication de l'autre partie (ou des secrets de fabrication d'un tiers fournis par une partie à une autre aux termes du contrat) ayant trait à la technologie de l'information.
 - (iv) L'entrepreneur est responsable de tous les dommages directs qui se rapportent à une charge ou à une réclamation liée à toute portion des travaux pour lesquels le Canada a effectué un paiement. Cette disposition ne s'applique pas aux charges ou réclamations relatives aux droits de propriété intellectuelle, lesquelles sont traitées au sous-alinéa (i)(A) susmentionné.
 - (v) L'entrepreneur est également responsable de tout autre dommage direct causé au Canada par l'exécution ou la non-exécution du contrat par l'entrepreneur et qui se rapporte à :
 - (A) tout manquement aux obligations en matière de garantie en vertu du contrat, jusqu'à concurrence du coût total payé par le Canada (y compris toute taxe applicable) pour les biens et les services touchés par le manquement;

- (B) tout autre dommage direct, y compris tous les frais directs identifiables afférents au Canada pour faire appel à une autre partie dans le cadre des travaux si le contrat est résilié en totalité ou en partie pour non-exécution, jusqu'à concurrence d'un maximum global correspondant à la plus élevée des deux valeurs suivantes pour l'application de ce sous-alinéa (B) : 75 % du coût total estimatif (le montant indiqué à la première page du contrat dans la case intitulée « Coût total estimatif » ou le montant indiqué sur chaque commande subséquente, bon de commande ou tout autre document utilisé pour commander des biens ou des services dans le cadre du présent instrument), ou 1 000 000 \$.
- En aucun cas, la responsabilité totale de l'entrepreneur aux termes de l'alinéa (v) ne dépassera le montant le plus élevé entre le coût total estimatif (comme défini plus haut) du contrat ou 1 000 000 \$.
- (vi) Si les dossiers ou les données du Canada sont endommagés à la suite d'une négligence ou d'un acte délibéré de l'entrepreneur, la seule responsabilité de l'entrepreneur consiste à rétablir, à ses frais, les dossiers et les données du Canada en utilisant la copie de sauvegarde la plus récente conservée par le Canada. Ce dernier doit s'assurer de sauvegarder adéquatement ses documents et ses données.
- (c) **Réclamations de tiers :**
- (i) Que la réclamation soit faite au Canada ou à l'entrepreneur, chaque partie convient qu'elle est responsable des dommages qu'elle cause à tout tiers relativement au contrat, tel que stipulé dans un accord de règlement ou ultimement déterminé par une cour compétente, si la cour détermine que les parties sont conjointement et solidairement responsables ou qu'une seule partie est uniquement et directement responsable envers le tiers. Le montant de la responsabilité sera celui précisé dans l'accord de règlement ou déterminé par le tribunal comme ayant été la portion des dommages que la partie a causés au tiers. Aucun accord de règlement ne lie une partie, sauf si ses représentants autorisés l'ont approuvé par écrit.
- (ii) Si le Canada doit, en raison d'une responsabilité conjointe et individuelle ou d'une responsabilité conjointe et solidaire, payer un tiers pour des dommages causés par l'entrepreneur, l'entrepreneur doit rembourser au Canada le montant ultimement déterminé par un tribunal compétent comme étant la portion de l'entrepreneur des dommages qu'il a lui-même causés au tiers. Toutefois, malgré l'alinéa (i), lequel concerne les dommages-intérêts spéciaux, indirects ou consécutifs subis par des tiers et couverts par le présent article, l'entrepreneur est uniquement responsable de rembourser au Canada la portion des dommages qu'il a causés sur le montant total que doit verser le Canada à un tiers sur ordre d'un tribunal, en raison d'une responsabilité conjointe et individuelle relativement à la violation des droits de propriétés intellectuelles; de blessures physiques, y compris la mort; des dommages touchant les biens personnels matériels ou immobiliers d'un tiers; toute charge ou tout privilège sur toute portion des travaux; ou du non-respect de la confidentialité.
- (iii) Les parties sont uniquement responsables l'une envers l'autre des dommages causés à des tiers dans la mesure décrite dans le paragraphe (c).

7.21 Entrepreneur en coentreprise

- (a) L'entrepreneur confirme que le nom de la coentreprise est _____ et qu'elle est formée des membres suivants : *[énumérer les membres de la coentreprise nommés dans la soumission originale de l'entrepreneur]*.

- (b) Pour ce qui est des rapports entre les membres de cette coentreprise, chacun d'eux adopte les conventions, fait les déclarations et offre les garanties suivantes (le cas échéant) :
- (i) _____ a été nommé en tant que « membre représentant » de la coentreprise et est pleinement habilité à intervenir à titre de mandataire de chacun des membres de cette coentreprise pour ce qui est de toutes les questions se rapportant au présent contrat;
 - (ii) en informant le membre représentant, le Canada sera réputé avoir informé tous les membres de cette coentreprise;
 - (iii) toutes les sommes versées par le Canada au membre représentant seront réputées avoir été versées à tous les membres.
- (c) Tous les membres conviennent que le Canada peut, à sa discrétion, résilier le contrat en cas de conflit entre les membres lorsque, de l'avis du Canada, ce conflit nuit d'une manière ou d'une autre à l'exécution des travaux.
- (d) Tous les membres de la coentreprise sont conjointement et individuellement ou solidairement responsables de l'exécution du contrat en entier.
- (e) L'entrepreneur reconnaît que toute modification apportée à la composition de la coentreprise (soit un changement dans le nombre de ses membres ou la substitution d'une autre personne morale à un membre existant) constitue une cession et est soumise aux dispositions des conditions générales du contrat.
- (f) L'entrepreneur reconnaît que, le cas échéant, toutes les exigences contractuelles relatives aux biens contrôlés et à la sécurité s'appliquent à chaque membre de la coentreprise.

Remarque à l'intention des soumissionnaires : *Le présent article sera supprimé si le soumissionnaire auquel on attribue le contrat n'est pas une coentreprise. Si l'entrepreneur est une coentreprise, cette clause sera complétée par l'information de sa soumission.*

7.22 Services professionnels – Généralités

- (a) L'entrepreneur doit fournir des services professionnels sur demande, tels qu'ils sont précisés dans le présent contrat. Toutes les ressources fournies par l'entrepreneur doivent posséder les compétences décrites dans le contrat (notamment celles relatives à l'expérience, aux titres professionnels, aux études, aux aptitudes linguistiques et à la cote de sécurité) et être capables de fournir les services exigés selon les échéances précisées dans le contrat.
- (b) Si l'entrepreneur ne livre pas les produits livrables (à l'exception d'une personne précise) ou n'effectue pas les tâches décrites dans le contrat dans les délais prescrits, en plus de ne pas se conformer à tout autre droit ou recours dont le Canada peut se prévaloir en vertu du contrat ou de la loi, le Canada peut informer l'entrepreneur du manquement et peut exiger que ce dernier fournisse au responsable technique, dans les dix (10) jours ouvrables, un plan écrit décrivant les mesures que l'entrepreneur entend prendre pour remédier au problème. L'entrepreneur doit préparer le plan et le mettre en œuvre à ses frais.
- (c) L'article intitulé « Remplacement d'individus spécifiques » des conditions générales 2035 a été supprimé et remplacé par ce qui suit :

Remplacement d'individus spécifiques

- (i) Si l'entrepreneur n'est pas en mesure de fournir les services d'une personne en particulier désignée dans le contrat pour exécuter les travaux, il doit, dans les cinq jours ouvrables suivant la réception de l'avis concernant le départ de la personne en question ou son incapacité à entamer les travaux (ou si le Canada en a demandé le

remplacement, dans les dix jours ouvrables suivant la remise d'un avis à cet effet), fournir à l'autorité contractante ce qui suit :

- (A) le nom, les qualifications et l'expérience d'un remplaçant proposé disponible immédiatement;
- (B) les renseignements de sécurité sur le remplaçant proposé exigés par le Canada, s'il y a lieu.

Les qualifications et l'expérience du remplaçant doivent être équivalentes ou supérieures à celles de la ressource initiale.

- (ii) Sous réserve d'un retard justifiable, lorsque le Canada constate qu'une personne désignée dans le contrat pour fournir les services n'a pas été mise à disposition ou ne réalise pas les travaux, l'autorité contractante peut choisir :
 - (A) de revendiquer les droits du Canada ou d'exercer un recours en vertu du contrat ou de la loi, y compris de résilier le contrat en totalité ou en partie, pour manquement, en vertu de l'article intitulé « Manquement de la part de l'entrepreneur »;
 - (B) d'évaluer les renseignements fournis en vertu du sous-alinéa c)(i) ci-dessus ou, s'ils n'ont pas encore été fournis, d'exiger que l'entrepreneur propose un remplaçant que le responsable technique devra évaluer. Les compétences et l'expérience du remplaçant doivent être équivalentes ou supérieures à celles de la ressource initiale et être jugées satisfaisantes par le Canada. Une fois le remplaçant évalué, le Canada pourra l'accepter, exercer les droits décrits à la division (ii)(A) ci-dessus ou encore exiger qu'on lui propose un autre remplaçant en vertu de l'alinéa c).

En cas de retard justifiable, le Canada pourra exercer les options décrites à la division c)(ii)(B) ci-dessus au lieu de résilier le contrat en vertu de l'article « Retard justifiable ». La non-disponibilité d'une ressource en raison d'une affectation à un autre contrat ou projet (y compris ceux de l'État) exécuté par l'entrepreneur ou l'une de ses sociétés affiliées ne constitue pas un retard justifiable.

- (iii) L'entrepreneur ne doit en aucun cas permettre que les travaux soient exécutés par des remplaçants non autorisés. L'autorité contractante peut ordonner qu'une ressource originale ou qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux. L'entrepreneur doit alors se conformer sans délai à cet ordre. Le fait que l'autorité contractante n'ordonne pas qu'une ressource cesse d'exécuter les travaux n'a pas pour effet de relever l'entrepreneur de son obligation de satisfaire aux exigences du contrat.
- (iv) Les obligations énoncées dans le présent article s'appliquent en dépit des changements que le Canada pourrait avoir apportés au contexte opérationnel du client.

7.23 Préservation des supports électroniques

- (a) Avant de les utiliser sur l'équipement du Canada ou de les envoyer au Canada, l'entrepreneur doit utiliser un produit régulièrement mis à jour pour balayer les supports électroniques utilisés pour exécuter les travaux afin de s'assurer qu'ils ne contiennent aucun virus informatique ou code malveillant. L'entrepreneur doit informer aussitôt le Canada si un support électronique utilisé pour les travaux renferme des virus informatiques ou autres codes malveillants.
- (b) Si des renseignements ou des documents électroniques sont endommagés ou perdus pendant que l'entrepreneur en a la garde ou en tout temps avant qu'ils ne soient remis au Canada

conformément au contrat, y compris en cas d'effacement accidentel, l'entrepreneur doit les remplacer immédiatement à ses frais.

7.24 Déclarations et garanties

Dans sa soumission, l'entrepreneur a fait des déclarations à propos de sa propre expérience et expertise et de celles des ressources qu'il propose qui ont donné lieu à l'attribution du contrat et à l'émission d'autorisations de tâches. L'entrepreneur déclare et certifie que toutes ces déclarations sont véridiques et reconnaît que le Canada s'est fondé sur ces déclarations pour lui attribuer le contrat et lui assigner des travaux par l'intermédiaire des autorisations de tâches. De plus, l'entrepreneur déclare et certifie qu'il a et qu'il aura et maintiendra pendant la durée du contrat, ainsi que tout le personnel et les sous-traitants qui effectueront les travaux, les compétences, l'expérience et l'expertise nécessaires pour mener à bien les travaux conformément au contrat et qu'il a (ainsi que le personnel et les sous-traitants) déjà rendu de pareils services à d'autres clients.

7.25 Accès aux biens et aux installations du Canada

Les biens, les installations, le matériel, la documentation et le personnel du Canada ne sont pas forcément mis automatiquement à la disposition de l'entrepreneur. S'il veut y avoir accès, il doit en faire la demande au responsable technique. Sauf indication contraire à cet effet dans le contrat, le Canada n'est pas tenu de fournir à l'entrepreneur l'une ou l'autre des ressources précitées. Si le Canada choisit, à sa discrétion, de mettre ses installations, son matériel, sa documentation et son personnel à la disposition de l'entrepreneur pour effectuer les travaux, il peut exiger une modification de la base de paiement, et des exigences supplémentaires en matière de sécurité peuvent s'appliquer.

7.26 Mise en œuvre

- (a) **Mise en œuvre des services professionnels** : Si des services professionnels similaires sont actuellement fournis par un autre fournisseur ou par le personnel du Canada, l'entrepreneur est tenu de s'assurer que la transition vers les services qu'il offre en vertu du contrat n'aura pas de répercussions sur les opérations du Canada et de ses utilisateurs, et qu'elle n'entraîne pas une dégradation dans la rapidité ou la qualité du service. L'entrepreneur est tenu d'offrir à ses employés la formation supplémentaire nécessaire pour la réalisation des travaux; le temps passé en formation ou pour se familiariser avec l'environnement du client ne peut être facturé au Canada. On estimera la transition terminée lorsque l'entrepreneur aura démontré, à la satisfaction du responsable technique, qu'il est en mesure de réaliser les travaux. La transition doit se terminer au plus tard dix jours ouvrables après l'attribution du contrat. Les coûts associés au fait de démontrer que l'entrepreneur est en mesure de fournir les services professionnels sont à la charge de ce dernier.

7.27 Responsabilités relatives au protocole d'identification

L'entrepreneur doit s'assurer que chacun de ses agents, représentants ou sous-traitants (appelés ci-après représentants de l'entrepreneur) respecte les exigences d'auto-identification suivantes :

- (a) Les représentants de l'entrepreneur qui assistent à une réunion du gouvernement du Canada (à l'intérieur ou à l'extérieur de bureaux du Canada) doivent s'identifier en tant que représentants de l'entrepreneur avant le début de la réunion afin de garantir que chaque participant à la réunion est au courant du fait que ces personnes ne sont pas des employés du gouvernement du Canada.
- (b) Pendant l'exécution de tout travail sur un site du gouvernement du Canada, chaque représentant de l'entrepreneur doit être clairement identifié comme tel, et ce, en tout temps.

- (c) Si un représentant de l'entrepreneur doit utiliser le système de courriel du gouvernement du Canada dans le cadre de l'exécution des travaux, il doit clairement s'identifier comme étant un agent ou un sous-traitant de l'entrepreneur dans le bloc de signature de tous les messages électroniques qu'il enverra ainsi que dans la section « Propriété ». De plus, ce protocole d'identification doit être utilisé pour toute autre correspondance, communication et documentation.
- (d) Si le Canada détermine que l'entrepreneur a contrevenu à n'importe laquelle de ses obligations en vertu du présent article, l'entrepreneur doit, à la suite d'un avis écrit du Canada, présenter un plan d'action écrit décrivant les mesures qui seront prises pour éviter que le problème ne se produise de nouveau. L'entrepreneur aura cinq (5) jours ouvrables pour présenter le plan d'action au client et à l'autorité contractante, et vingt (20) jours ouvrables pour corriger la source du problème.
- (e) En plus de tous ses autres droits dans le cadre du contrat, le Canada peut résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur ne respecte pas les mesures correctives décrites ci-dessus.

ANNEXE A

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

1. Contexte

Le Directeur général – Réalisation de projets (Gestion de l'information) (DGRPGI) est responsable de contribuer à la gestion et à la surveillance des projets de gestion de l'information pour assurer le succès des projets de commandement, contrôle, communications, informatique, renseignement, surveillance et reconnaissance qui s'inscrivent dans les missions et objectifs du ministère de la Défense nationale et des Forces armées canadiennes. Les projets de gestion de l'information et technologie de l'information (GI-TI) en question peuvent toucher les domaines suivants :

- commandement et contrôle;
- informatique;
- communications;
- systèmes de satellites;
- renseignement;
- surveillance;
- réseaux informatiques;
- applications logicielles;
- environnements d'hébergement de données;
- gestion de l'information;
- processus opérationnels;
- transformation opérationnelle.

Les projets du Directeur général – Réalisation de projets (Gestion de l'information) sont regroupés en un certain nombre de portefeuilles gérés par des gestionnaires de la division responsables de fournir de l'aide et des conseils aux directeurs de projet, aux gestionnaires de projet et aux chefs d'équipe dans le cadre de leur portefeuille pour que les solutions soient offertes aux utilisateurs finaux d'une manière conforme à leurs objectifs, comme le décrit l'énoncé des besoins.

Les équipes des bureaux de gestion de projet du portefeuille de réalisation de projets de renseignement et de surveillance de la Direction sont composées de civils du ministère de la Défense nationale et de militaires des Forces armées canadiennes ayant la responsabilité de circonscrire et de mettre en œuvre des projets de gestion d'information classifiée. Chaque bureau n'est responsable que d'un seul projet pendant sa durée de vie. Les travaux concernent majoritairement de l'information classifiée qui doit être traitée dans un environnement approprié. En effet, les projets qui tombent dans cette catégorie pourraient concerner des systèmes qui traitent de l'information secrète ou très secrète ou des informations du renseignement spécial.

Il faut mandater des professionnels qui collaboreront avec les bureaux de gestion de projets de renseignement et de surveillance de la Direction en vue de déterminer, de définir et de mettre en œuvre les phases des projets d'immobilisations du ministère de la Défense nationale.

2. Portée

Fournir de l'aide en GI-TI dans l'étude, la conception, l'élaboration et le déploiement de solutions de GI-TI. S'entend d'une solution, d'un processus, d'un produit ou d'une gamme de produits (commerciaux, gouvernementaux ou sur mesure) à concevoir, à élaborer, à mettre à l'essai et à intégrer dans les environnements existants du ministère de la Défense nationale. Le Directeur général – Réalisation de projets (Gestion de l'information) a besoin de services de soutien pour divers projets de nature opérationnelle et technologique au fur et

à mesure des besoins, conformément au présent énoncé des travaux. Les catégories de services nécessaires sont indiquées ci-dessous.

A.6 Programmeur ou développeur de logiciels
A.8 Analyste de systèmes
A.10 Coordonnateur des essais
A.12 Architecte Web
I.5 Architecte en GI
I.6 Analyste de réseaux
I.10 Architecte technique
B.1 Analyste des activités
B.9 Développeur de didacticiels
B.12 Spécialiste en soutien des réseaux
B.14 Rédacteur technique
P.1 Conseiller en gestion du changement
P.9 Gestionnaire de projet
P.10 Agent d'ordonnancement de projet
P.12 Spécialiste en gestion du risque
C.3 Analyste en évaluation de la menace et des risques à la sécurité des TI et en évaluation et autorisation de sécurité
C.6 – Ingénieur en sécurité des TI

3. Rapports d'étape

L'entrepreneur doit déposer chaque mois un rapport d'étape avec les factures couvrant le mois en question pour faire le point sur l'avancement des travaux. La présentation des rapports d'étape est au choix de l'entrepreneur, mais ceux-ci doivent présenter les renseignements suivants :

- a. le numéro du contrat;
- b. le mois du rapport;
- c. l'information concernant les tâches pour lesquelles l'entrepreneur doit trouver des ressources;
- d. les problèmes qui touchent le contrat ou les autorisations de tâches (AT);
- e. les solutions ou mesures proposées;
- f. l'état d'avancement des tâches et des AT.

4. Réunions de gestion du contrat

Trois types de réunions auront lieu conformément au présent énoncé des travaux.

- 4.1. **Réunion de lancement :** Une réunion de lancement aura lieu au moment de l'attribution du contrat pour permettre à l'entrepreneur et au personnel concerné du ministère de la Défense nationale de se rencontrer. L'entrepreneur doit fournir un résumé de son plan de réalisation des travaux et de prestation des services. Cette réunion permettra également à l'entrepreneur et au ministère de la Défense nationale d'obtenir des éclaircissements sur des éléments du contrat, au besoin. La réunion sera présidée par l'autorité contractante. La date sera convenue par les deux parties.
- 4.2. **Réunions de suivi de l'avancement des travaux :** L'entrepreneur doit tenir des réunions périodiques de suivi de l'avancement des travaux afin de mettre le doigt sur les problèmes, de discuter des progrès réalisés et d'établir des points de référence pour les futures tâches de planification et mesures à prendre. L'entrepreneur doit convoquer de telles réunions de suivi au moins une fois par année, à moins que le

ministère de la Défense nationale et l'entrepreneur conviennent mutuellement de se réunir à une fréquence supérieure ou inférieure, au besoin.

- 4.3. **Réunions ponctuelles :** Des réunions ponctuelles seront convoquées au besoin pour traiter de problèmes ou de risques, le cas échéant. La personne qui en fait la demande présidera la réunion.
- 4.4. **Lieu des rencontres :** Les réunions se tiennent normalement dans les locaux du ministère de la Défense nationale dans la région de la capitale nationale. Un autre endroit peut être convenu entre le ministère de la Défense nationale et l'entrepreneur. Les réunions ou suivis peuvent se faire exceptionnellement par téléconférence ou vidéoconférence si le ministère de la Défense nationale et l'entrepreneur en conviennent au préalable.
- 4.5. **Soutien administratif général :** L'entrepreneur doit fournir des services administratifs aux réunions entre lui et le ministère de la Défense nationale. Ces services administratifs, offerts sur demande du responsable technique, concernent les suivis, les séances d'information et les visites liés aux projets et comprennent la rédaction et l'impression des procès-verbaux.

5. Formation

L'entrepreneur prendra les mesures nécessaires pour que ses ressources possèdent les connaissances et les compétences à jour nécessaires à l'exécution des autorisations de tâches et assumera tous les coûts engagés pour la formation. Dans certaines circonstances, les ressources de l'entrepreneur pourraient devoir suivre une formation que seul le ministère de la Défense nationale peut donner pour exécuter une tâche donnée. Si le ministère de la Défense nationale a besoin qu'une ressource assiste à une telle formation, c'est lui qui assumera les coûts qui y sont liés, y compris l'inscription. Cependant, les heures passées par les ressources dans cette formation ne doivent pas être facturées au ministère de la Défense nationale.

6. Demande d'habilitation de sécurité/de permis de visite

Il incombe à l'entrepreneur de faire approuver une demande de permis de visite avant le début des travaux.

7. Ressources nécessaires

7.1. Généralités

L'entrepreneur doit fournir les services de soutien de projet décrits ci-dessous à l'article 11, Tâches, sur demande du Canada, comme ils sont décrits dans les autorisations de tâches proposées par ce dernier (formulaire DND 626). Chaque autorisation de tâches respectera les conditions du contrat, appendices A à D de l'annexe A et article 2, Autorisations de tâches, compris.

8. Produits livrables

- 8.1. Les produits livrables seront précisés dans l'autorisation de tâches. La portée des travaux de chaque autorisation de tâches comprendra les produits à livrer et les tâches à exécuter par l'entrepreneur dans le cadre du contrat.
- 8.2. L'entrepreneur doit faire régulièrement le point sur l'avancement du projet ainsi que des produits livrables découlant des tâches réalisées, comme il est décrit dans l'autorisation de tâches.

- 8.3. Tous les produits livrables doivent être fournis en anglais.

9. Déplacement et hébergement

- 9.1. L'entrepreneur doit fournir des ressources disposées et aptes à se déplacer sur demande du ministère de la Défense nationale aux endroits indiqués à la section correspondante de chaque autorisation de tâches. Toutes les demandes de déplacement doivent être approuvées par écrit par le responsable technique ou le représentant autorisé du Ministère au moins deux semaines avant le départ.
- 9.2. Le personnel de l'entrepreneur doit préparer et soumettre un rapport de déplacement, en utilisant le format prescrit par l'entrepreneur, à l'approbation du responsable technique au plus tard cinq (5) jours ouvrables suivant son retour conformément à l'autorisation de tâches concernée.
- 9.3. **Les déplacements dans la région de la capitale nationale ou à moins de 100 kilomètres de cette dernière ne seront pas remboursés.**

10. Lieu des travaux

- 10.1. Tous les travaux seront exécutés dans des locaux du ministère de la Défense nationale dans la région de la capitale nationale. L'emplacement des travaux sera indiqué sur chaque autorisation de tâches.
- 10.2. Le Ministère fournira l'équipement et les services sur place (ordinateur, clavier, écran, ligne téléphonique et accès au réseau local de la division, sous réserve des exigences de sécurité habituelles).
- 10.3. De plus, le ministère de la Défense nationale fournira, encore une fois sous réserve des exigences de sécurité habituelles et seulement au personnel de l'entrepreneur désigné, un accès aux bases de données ou aux applications indiquées qui se trouvent sur ses ordinateurs ou réseaux dans le seul but de fournir les services associés au contrat.
- 10.4. Certaines tâches peuvent exiger que le personnel de l'entrepreneur utilise l'Infrastructure de réseau secret consolidé (IRSC) du ministère de la Défense nationale afin d'aller chercher de l'information, d'effectuer des analyses ou de produire de la documentation. L'accès à l'IRSC se limite aux citoyens du Canada et des États-Unis.
- 10.5. Certaines tâches peuvent exiger que le personnel de l'entrepreneur utilise le réseau d'information très secrète du ministère de la Défense nationale afin d'aller chercher de l'information, d'effectuer des analyses ou de produire de la documentation. L'accès au domaine très secret se limite aux citoyens du Canada.
- 10.6. Dans tous les cas, les éléments ci-dessus sont accessibles à la discrétion du Canada au besoin, tout dépendant si des bureaux convenables sont libres dans les locaux du ministère de la Défense nationale de la région de la capitale nationale.

11. Tâches

N°	Catégorie de ressource	Niveau
A.6	Programmeur ou développeur de logiciels	N2 et N3
A.8	Analyste de systèmes	N2 et N3
A.10	Coordonnateur des essais	N2 et N3
A.12	Architecte Web	N2 et N3
I.5	Architecte en GI	N2 et N3
I.6	Analyste de réseaux	N2 et N3
I.10	Architecte technique	N2 et N3
B.1	Analyste des activités	N2 et N3
B.9	Développeur de didacticiels	N2 et N3
B.12	Spécialiste en soutien des réseaux	N2 et N3
B.14	Rédacteur technique	N2 et N3
P.1	Conseiller en gestion du changement	N2 et N3
P.9	Gestionnaire de projet	N2 et N3
P.10	Agent d'ordonnancement de projet	N2 et N3
P.12	Spécialiste en gestion du risque	N2 et N3
C.3	Analyste en évaluation de la menace et des risques à la sécurité des TI et en évaluation et autorisation de sécurité	N2 et N3
C.6	Ingénieur en sécurité des TI	N2 et N3

1 A.6 – Programmeur ou développeur de logiciels

1.1 A.6 – Programmeur ou développeur de logiciels – niveau 2

1.1.1 Tâches du programmeur ou développeur de logiciels de niveau 2

L'entrepreneur doit :

- a. élaborer et préparer des plans schématiques pour résoudre des problèmes opérationnels, scientifiques et techniques au moyen de systèmes informatiques vastes et complexes;
- b. analyser les problèmes décrits par les analystes et les concepteurs de systèmes en ce qui concerne des facteurs tels que le style et la quantité d'information à faire transiter par les unités de stockage, la diversité des éléments à traiter, l'étendue de tri et la présentation des résultats finaux imprimés;
- c. choisir et intégrer les logiciels disponibles;
- d. concevoir des programmes, des organigrammes et des schémas détaillés indiquant les calculs mathématiques et l'ordre des opérations machine nécessaires pour copier et traiter les données et en imprimer les résultats;
- e. traduire les organigrammes détaillés en instructions machine codées et discuter avec le personnel technique de la planification des programmes;
- f. vérifier l'exactitude et l'intégralité des programmes en préparant des échantillons de données et en les soumettant à des essais d'acceptation de systèmes réalisés par le personnel chargé de l'exploitation;
- g. corriger les erreurs de programme en révisant des instructions ou en modifiant l'ordre des opérations;
- h. mettre à l'essai des instructions et rassembler les spécifications, les organigrammes, les diagrammes, les plans ainsi que les instructions de programmation et d'exploitation, afin de documenter les applications à des fins de modifications ou de consultations ultérieures;
- i. faire de la programmation en traduisant les exigences du projet en langage informatique et entrer l'information codée dans l'ordinateur;
- j. confirmer le fonctionnement du programme en effectuant des essais et modifier l'ordre des opérations ou les codes au besoin;
- k. rédiger et tenir à jour des manuels de référence pour les ordinateurs principaux et personnels;
- l. après évaluation et analyse des besoins, développer des applications et des bases de données et en faire la maintenance;
- m. tenir à jour les systèmes informatiques et les directives de programmation en rédigeant et en proposant des règles et des procédures actualisées à cet effet;
- n. fournir des conseils en matière de conception des solutions proposées par les analystes de systèmes;
- o. mettre au point et implanter les solutions proposées par les analystes de systèmes;
- p. effectuer des services connexes selon les exigences du responsable technique.

1.1.2 Liste non exhaustive de spécialités possibles

Certifications, normes, protocoles, langages et produits					
<input type="checkbox"/>	Active X	<input type="checkbox"/>	J2EE	<input type="checkbox"/>	PL/SQL Developer
<input type="checkbox"/>	ADS	<input type="checkbox"/>	Java	<input type="checkbox"/>	PowerBuilder
<input type="checkbox"/>	ASP	<input type="checkbox"/>	JavaScript	<input type="checkbox"/>	Rational Rose
<input type="checkbox"/>	BPWin	<input type="checkbox"/>	JDBC	<input type="checkbox"/>	RPG
<input type="checkbox"/>	C++	<input type="checkbox"/>	JDeveloper	<input type="checkbox"/>	RUP
<input type="checkbox"/>	C#	<input type="checkbox"/>	JSON	<input type="checkbox"/>	SAP
<input type="checkbox"/>	CICS	<input type="checkbox"/>	JSP	<input type="checkbox"/>	SQL Server
<input type="checkbox"/>	Cognos BI	<input type="checkbox"/>	MIL-STD-498	<input type="checkbox"/>	SQL*DBA
<input type="checkbox"/>	Cold Fusion	<input type="checkbox"/>	MS Access	<input type="checkbox"/>	SQL*Forms
<input type="checkbox"/>	CORBA	<input type="checkbox"/>	MS SQL	<input type="checkbox"/>	SQL*Menu
<input type="checkbox"/>	Crystal Reports	<input type="checkbox"/>	MySQL	<input type="checkbox"/>	SQL*Net
<input type="checkbox"/>	Delphi	<input type="checkbox"/>	.Net	<input type="checkbox"/>	SQL*Plus
<input type="checkbox"/>	ebXML	<input type="checkbox"/>	SharePoint	<input type="checkbox"/>	SQL*Report
<input type="checkbox"/>	ERwin	<input type="checkbox"/>	Netron/CAP	<input type="checkbox"/>	Sybase
<input type="checkbox"/>	Golden	<input type="checkbox"/>	ODBC	<input type="checkbox"/>	TCP/IP
<input type="checkbox"/>	HML	<input type="checkbox"/>	OLAP	<input type="checkbox"/>	Toad
<input type="checkbox"/>	HTML	<input type="checkbox"/>	Oracle APEX	<input type="checkbox"/>	Unisys DBII
<input type="checkbox"/>	Db2 d'IBM	<input type="checkbox"/>	Oracle Form and Reports 6i et versions ultérieures	<input type="checkbox"/>	Linux
<input type="checkbox"/>	IDMS	<input type="checkbox"/>	Oracle CASE	<input type="checkbox"/>	Visual Basic
<input type="checkbox"/>	Impromptu	<input type="checkbox"/>	Oracle Database Express	<input type="checkbox"/>	Visual C++
<input type="checkbox"/>	IMS	<input type="checkbox"/>	Oracle Discover	<input type="checkbox"/>	XML
<input type="checkbox"/>	Informix	<input type="checkbox"/>	Perl	<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	Ingres	<input type="checkbox"/>	PHP	<input type="checkbox"/>	

1.2 A.6 – Programmeur ou développeur de logiciels – niveau 3**1.2.1 Tâches du programmeur ou développeur de logiciels de niveau 3**

L'entrepreneur doit :

- a. effectuer toutes les tâches de niveau 2 en plus de ce qui suit;

- b. fournir des conseils et des services de coordination dans l'encadrement, le mentorat et la formation des ressources techniques en matière de programmation et d'implantation des solutions;
- c. assurer une liaison avec la haute direction pour que les solutions soient produites conformément aux stratégies et aux normes de l'organisation;
- d. informer la haute direction de la mise au point et de l'implantation de solutions;
- e. effectuer des services connexes selon les exigences du responsable technique.

1.2.2 Liste non exhaustive de spécialités possibles

Certifications, normes, protocoles, langages et produits					
<input type="checkbox"/>	Active X	<input type="checkbox"/>	J2EE	<input type="checkbox"/>	PL/SQL Developer
<input type="checkbox"/>	ADS	<input type="checkbox"/>	Java	<input type="checkbox"/>	PowerBuilder
<input type="checkbox"/>	ASP	<input type="checkbox"/>	JavaScript	<input type="checkbox"/>	Rational Rose
<input type="checkbox"/>	BPWin	<input type="checkbox"/>	JDBC	<input type="checkbox"/>	RPG
<input type="checkbox"/>	C++	<input type="checkbox"/>	JDeveloper	<input type="checkbox"/>	RUP
<input type="checkbox"/>	C#	<input type="checkbox"/>	JSON	<input type="checkbox"/>	SAP
<input type="checkbox"/>	CICS	<input type="checkbox"/>	JSP	<input type="checkbox"/>	SQL Server
<input type="checkbox"/>	Cognos BI	<input type="checkbox"/>	MIL-STD-498	<input type="checkbox"/>	SQL*DBA
<input type="checkbox"/>	Cold Fusion	<input type="checkbox"/>	MS Access	<input type="checkbox"/>	SQL*Forms
<input type="checkbox"/>	CORBA	<input type="checkbox"/>	MS SQL	<input type="checkbox"/>	SQL*Menu
<input type="checkbox"/>	Crystal Reports	<input type="checkbox"/>	MySQL	<input type="checkbox"/>	SQL*Net
<input type="checkbox"/>	Delphi	<input type="checkbox"/>	.Net	<input type="checkbox"/>	SQL*Plus
<input type="checkbox"/>	ebXML	<input type="checkbox"/>	SharePoint	<input type="checkbox"/>	SQL*Report
<input type="checkbox"/>	ERwin	<input type="checkbox"/>	Netron/CAP	<input type="checkbox"/>	Sybase
<input type="checkbox"/>	Golden	<input type="checkbox"/>	ODBC	<input type="checkbox"/>	TCP/IP
<input type="checkbox"/>	HML	<input type="checkbox"/>	OLAP	<input type="checkbox"/>	Toad
<input type="checkbox"/>	HTML	<input type="checkbox"/>	Oracle APEX	<input type="checkbox"/>	Unisys DBII
<input type="checkbox"/>	Db2 d'IBM	<input type="checkbox"/>	Oracle Form and Reports 6i et versions ultérieures	<input type="checkbox"/>	Linux
<input type="checkbox"/>	IDMS	<input type="checkbox"/>	Oracle CASE	<input type="checkbox"/>	Visual Basic
<input type="checkbox"/>	Impromptu	<input type="checkbox"/>	Oracle Database Express	<input type="checkbox"/>	Visual C++
<input type="checkbox"/>	IMS	<input type="checkbox"/>	Oracle Discover	<input type="checkbox"/>	XML
<input type="checkbox"/>	Informix	<input type="checkbox"/>	Perl	<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	Ingres	<input type="checkbox"/>	PHP	<input type="checkbox"/>	

2 A.8 – Analyste de systèmes

2.1 A.8 – Analyste de systèmes – niveau 2

2.1.1 Tâches de l'analyste de systèmes de niveau 2

L'entrepreneur doit :

- a. rédiger et analyser des documents relatifs aux exigences, à la faisabilité, au coût, à la conception et aux données techniques des systèmes;
- b. mettre en œuvre des systèmes pour appuyer des projets, des ministères, des organisations ou des entreprises;
- c. analyser les exigences opérationnelles en vue de concevoir des systèmes et des spécifications;
- d. analyser les solutions possibles;
- e. élaborer et analyser des spécifications techniques applicables à l'élaboration, à la conception et à la mise en œuvre de systèmes;
- f. planifier l'ordonnancement des tâches d'un système en partant de zéro;
- g. s'entretenir avec les utilisateurs internes et les clients pour cerner et consigner les besoins et s'en inspirer pour rédiger les documents sur les besoins opérationnels;
- h. rédiger des exigences techniques d'une phase critique;
- i. s'entretenir avec les concepteurs pour comprendre les limites du logiciel;
- j. effectuer des analyses et conseiller les programmeurs pendant le développement du système (cas d'utilisation, organigrammes, conception de bases de données);
- k. mettre le système à l'essai;
- l. consigner les besoins et contribuer à la rédaction des modes d'emploi;
- m. cerner, comprendre et planifier les effets sur l'organisation des systèmes planifiés et s'assurer que les nouvelles exigences techniques sont correctement intégrées aux processus existants;
- n. effectuer des services connexes.

2.1.2 Liste non exhaustive de spécialités possibles

Certifications, normes, protocoles, langages et produits					
<input type="checkbox"/>	Active X	<input type="checkbox"/>	JavaScript	<input type="checkbox"/>	RUP
<input type="checkbox"/>	ADS	<input type="checkbox"/>	JDBC	<input type="checkbox"/>	SAP
<input type="checkbox"/>	ASP	<input type="checkbox"/>	JSP	<input type="checkbox"/>	SQL Server
<input type="checkbox"/>	BPWin	<input type="checkbox"/>	MIL-STD-498	<input type="checkbox"/>	SQL*DBA
<input type="checkbox"/>	C++	<input type="checkbox"/>	MS Access	<input type="checkbox"/>	SQL*Forms
<input type="checkbox"/>	C#	<input type="checkbox"/>	MS SQL	<input type="checkbox"/>	SQL*Menu
<input type="checkbox"/>	CICS	<input type="checkbox"/>	MySQL	<input type="checkbox"/>	SQL*Net
<input type="checkbox"/>	Cold Fusion	<input type="checkbox"/>	.Net	<input type="checkbox"/>	SQL*Plus
<input type="checkbox"/>	CORBA	<input type="checkbox"/>	SharePoint	<input type="checkbox"/>	SQL*Report
<input type="checkbox"/>	Crystal Reports	<input type="checkbox"/>	Netron/CAP	<input type="checkbox"/>	Sybase

<input type="checkbox"/>	Delphi	<input type="checkbox"/>	ODBC	<input type="checkbox"/>	TCP/IP
<input type="checkbox"/>	ebXML	<input type="checkbox"/>	OLAP	<input type="checkbox"/>	Unisys DBII
<input type="checkbox"/>	ERwin	<input type="checkbox"/>	Oracle APEX	<input type="checkbox"/>	Linux
<input type="checkbox"/>	Golden	<input type="checkbox"/>	Oracle Form and Reports 6i et versions ultérieures	<input type="checkbox"/>	Visual Basic
<input type="checkbox"/>	HML	<input type="checkbox"/>	Oracle CASE	<input type="checkbox"/>	Visual C++
<input type="checkbox"/>	HTML	<input type="checkbox"/>	Oracle Database Express	<input type="checkbox"/>	XML
<input type="checkbox"/>	IDMS	<input type="checkbox"/>	Oracle Discover	<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	Impromptu	<input type="checkbox"/>	Perl	<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	IMS	<input type="checkbox"/>	PHP	<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	Informix	<input type="checkbox"/>	PL/SQL Developer	<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	Ingres	<input type="checkbox"/>	PowerBuilder	<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	J2EE	<input type="checkbox"/>	Rational Rose	<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	Java	<input type="checkbox"/>	RPG	<input type="checkbox"/>	

2.2 A.8 – Analyste de systèmes – niveau 3

2.2.1 Tâches de l'analyste de systèmes de niveau 3

L'entrepreneur doit :

- effectuer toutes les tâches de niveau 2 en plus de ce qui suit;
- recommander des documents relatifs aux exigences, à la faisabilité, au coût, à la conception et aux données techniques des systèmes;
- recommander des exigences opérationnelles pour concevoir des systèmes et en établir les spécifications;
- recommander des spécifications techniques applicables à l'élaboration, à la conception et à la mise en œuvre de systèmes;
- renseigner la haute direction sur les aspects techniques;
- effectuer des services connexes.

2.2.2 Liste non exhaustive de spécialités possibles

Certifications, normes, protocoles, langages et produits					
<input type="checkbox"/>	Active X	<input type="checkbox"/>	JavaScript	<input type="checkbox"/>	RUP
<input type="checkbox"/>	ADS	<input type="checkbox"/>	JDBC	<input type="checkbox"/>	SAP
<input type="checkbox"/>	ASP	<input type="checkbox"/>	JSP	<input type="checkbox"/>	SQL Server
<input type="checkbox"/>	BPWin	<input type="checkbox"/>	MIL-STD-498	<input type="checkbox"/>	SQL*DBA

<input type="checkbox"/>	C++	<input type="checkbox"/>	MS Access	<input type="checkbox"/>	SQL*Forms
<input type="checkbox"/>	C#	<input type="checkbox"/>	MS SQL	<input type="checkbox"/>	SQL*Menu
<input type="checkbox"/>	CICS	<input type="checkbox"/>	MySQL	<input type="checkbox"/>	SQL*Net
<input type="checkbox"/>	Cold Fusion	<input type="checkbox"/>	.Net	<input type="checkbox"/>	SQL*Plus
<input type="checkbox"/>	CORBA	<input type="checkbox"/>	Netron/CAP	<input type="checkbox"/>	SQL*Report
<input type="checkbox"/>	Crystal Reports	<input type="checkbox"/>	ODBC	<input type="checkbox"/>	Sybase
<input type="checkbox"/>	Delphi	<input type="checkbox"/>	OLAP	<input type="checkbox"/>	TCP/IP
<input type="checkbox"/>	ebXML	<input type="checkbox"/>	Oracle APEX	<input type="checkbox"/>	Unisys DBII
<input type="checkbox"/>	ERwin	<input type="checkbox"/>	Oracle Form and Reports 6i et versions ultérieures	<input type="checkbox"/>	Linux
<input type="checkbox"/>	HML	<input type="checkbox"/>	Oracle CASE	<input type="checkbox"/>	Visual Basic
<input type="checkbox"/>	HTML	<input type="checkbox"/>	Oracle Database Express	<input type="checkbox"/>	Visual C++
<input type="checkbox"/>	IDMS	<input type="checkbox"/>	Oracle Discover	<input type="checkbox"/>	XML
<input type="checkbox"/>	Impromptu	<input type="checkbox"/>	Perl	<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	IMS	<input type="checkbox"/>	PHP	<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	Informix	<input type="checkbox"/>	PL/SQL Developer	<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	Ingres	<input type="checkbox"/>	PowerBuilder	<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	J2EE	<input type="checkbox"/>	Rational Rose	<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	Java	<input type="checkbox"/>	RPG	<input type="checkbox"/>	

3 A.10 – Coordonnateur des essais

3.1 A.10 – Coordonnateur des essais – niveau 2

3.1.1 Tâches du coordonnateur des essais de niveau 2

L'entrepreneur doit :

- fournir des conseils et de l'orientation et coordonner les efforts relatifs aux plans et stratégies d'essais, à la sélection des outils d'essais automatisés et à la détermination des ressources requises pour les essais;
- planifier, organiser et inscrire au calendrier des activités d'essai pour des systèmes d'envergure, notamment l'exécution d'essais d'intégration des systèmes, d'essais spécialisés et d'essais d'acceptation par les utilisateurs (comme les essais marginaux);
- analyser, mettre à l'essai et certifier ses logiciels propres à des applications et vérifier s'il y a des ambiguïtés dans les documents des besoins opérationnels et des spécifications fonctionnelles;
- fournir une assistance technique pour cerner, évaluer et résoudre des problèmes d'essais très complexes;
- planifier et diriger le calendrier des tâches d'assurance de la qualité et surveiller l'état d'avancement du projet par rapport aux prévisions de coûts et de délais;

- f. enregistrer, suivre et vérifier la résolution des défauts touchant les logiciels et les spécifications;
- g. documenter toutes les phases du processus d'assurance qualité;
- h. travailler avec le client pour établir et maintenir une méthode d'essai cohérente et pour répondre aux questions pendant le processus d'essai;
- i. rechercher de nouveaux produits et de nouvelles façons de faire et faciliter la mise au point de nouveaux concepts et de nouvelles techniques et normes en planification et en coordination des essais;
- j. gérer les révisions structurées et les examens relatifs aux essais et à la préparation à l'implantation;
- k. planifier et coordonner les essais;
- l. fournir des révisions structurées et faire des examens relatifs aux essais et à la préparation à l'implantation;
- m. remettre des rapports d'étape;
- n. créer des scénarios et des scripts d'essai;
- o. rencontrer les utilisateurs du système pour comprendre la portée des projets;
- p. rédiger et exécuter des scénarios d'essai, des essais marginaux, des essais en service, des essais fonctionnels et des essais d'extensibilité;
- q. réaliser des essais manuels et automatisés dans divers environnements, évaluer les résultats et consigner les problèmes trouvés;
- r. rédiger des rapports sur les bogues;
- s. s'assurer que les essais sont effectués conformément au plan;
- t. gérer les plans de mise à l'essai et en faire le suivi à toutes les étapes des essais;
- u. établir des procédures pour les essais unitaires, les essais d'intégration et les essais de régression du logiciel, en se concentrant sur l'automatisation des procédures d'essai;
- v. effectuer des essais d'intégration de divers éléments de logiciels (qui doivent être distribués dans l'infrastructure commune) pour qu'ils soient conformes aux normes ministérielles pertinentes (en matière de rendement, de compatibilité et autres) et n'aient aucune répercussion nuisible imprévue sur l'infrastructure commune;
- w. établir une capacité de validation et de vérification qui permet d'évaluer la conformité en matière de fonctionnement et de performance;
- x. effectuer des services connexes selon les exigences du responsable technique.

3.1.2 Liste non exhaustive de spécialités possibles

Certifications, normes, protocoles, langages et produits			
<input type="checkbox"/>	ASP	<input type="checkbox"/>	MS SQL
<input type="checkbox"/>	C++	<input type="checkbox"/>	Netron/CAP
<input type="checkbox"/>	COBOL	<input type="checkbox"/>	Oracle PeopleSoft
<input type="checkbox"/>	CORBA	<input type="checkbox"/>	PHP
<input type="checkbox"/>	Delphi	<input type="checkbox"/>	PowerBuilder
<input type="checkbox"/>	ebXML	<input type="checkbox"/>	SAP
<input type="checkbox"/>	HML	<input type="checkbox"/>	Sybase

<input type="checkbox"/>	DB2DMS d'IBM	<input type="checkbox"/>	Unisys DBII
<input type="checkbox"/>	IMS	<input type="checkbox"/>	Linux
<input type="checkbox"/>	Informix	<input type="checkbox"/>	Visual Basic
<input type="checkbox"/>	Ingres	<input type="checkbox"/>	XML
<input type="checkbox"/>	Java	<input type="checkbox"/>	

3.2 A.10 – Coordonnateur des essais – niveau 3

3.2.1 Tâches du coordonnateur des essais de niveau 3

L'entrepreneur doit :

- effectuer toutes les tâches de niveau 2 en plus de ce qui suit;
- préparer et présenter des stratégies d'essai à des techniciens et à des gestionnaires;
- recommander des pratiques exemplaires en matière d'assurance de la qualité pour les systèmes nouveaux et existants;
- agir à titre de responsable de la création, de la préparation et de la réalisation d'examens d'assurance de la qualité et de l'élaboration et de l'exécution de plans et scénarios d'essais;
- effectuer des services connexes selon les exigences du responsable technique.

3.2.2 Liste non exhaustive de spécialités possibles

Certifications, normes, protocoles, langages et produits			
<input type="checkbox"/>	ASP	<input type="checkbox"/>	MS SQL
<input type="checkbox"/>	C++	<input type="checkbox"/>	Netron/CAP
<input type="checkbox"/>	COBOL	<input type="checkbox"/>	Oracle PeopleSoft
<input type="checkbox"/>	CORBA	<input type="checkbox"/>	PHP
<input type="checkbox"/>	Delphi	<input type="checkbox"/>	PowerBuilder
<input type="checkbox"/>	ebXML	<input type="checkbox"/>	SAP
<input type="checkbox"/>	HML	<input type="checkbox"/>	Sybase
<input type="checkbox"/>	DB2DMS d'IBM	<input type="checkbox"/>	Unisys DBII
<input type="checkbox"/>	IMS	<input type="checkbox"/>	Linux
<input type="checkbox"/>	Informix	<input type="checkbox"/>	Visual Basic
<input type="checkbox"/>	Ingres	<input type="checkbox"/>	XML
<input type="checkbox"/>	Java	<input type="checkbox"/>	

4 A.12 – Architecte Web

4.1 A.12 – Architecte Web – niveau 2

4.1.1 Tâches de l'architecte Web de niveau 2

L'entrepreneur doit :

- a. définir l'architecture à utiliser dans les projets Web;
- b. effectuer la modélisation architecturale en vue d'une conception conforme aux travaux déjà accomplis;
- c. créer et appliquer une conception qui facilite l'utilisation des objets existants;
- d. sélectionner le langage de développement à utiliser pour le projet;
- e. évaluer les effets des nouveaux besoins sur les applications Web existantes;
- f. élaborer le code en se fondant sur les documents de conception et les spécifications;
- g. élaborer le code permettant d'effectuer les opérations d'écriture et de lecture dans la base de données;
- h. effectuer des tests unitaires du code avant de le soumettre aux essais d'intégration;
- i. surveiller s'il faut apporter des changements à l'architecture et à la conception au fur et à mesure que le projet progresse;
- j. rédiger des plans d'essai du système;
- k. s'assurer que les fonctions sont mises en œuvre conformément aux spécifications;
- l. définir les hypothèses et les contraintes de l'architecture en ce qui concerne la structure physique et la collecte de données;
- m. rédiger un plan de suivi de l'architecture et de la stabilité de la conception après l'implantation;
- n. concevoir des pages Web conviviales qui satisfont aux exigences;
- o. vérifier l'exactitude et l'intégralité des programmes en préparant des échantillons de données et en les soumettant à des essais d'acceptation de systèmes;
- p. trouver la source des erreurs dans les programmes et systèmes en effectuant une analyse des causes profondes et recommander des correctifs;
- q. rédiger des instructions de test, des spécifications, des organigrammes, des diagrammes, des schémas de montage et des instructions de programmation et de fonctionnement;
- r. mettre au point, pour les essais de convivialité et les présentations, des prototypes interactifs montrant la forme et la fonctionnalité à utiliser;
- s. créer des pages Web, y compris la conception générale et les graphiques;
- t. créer des bases de données et d'autres logiciels pour gérer le contenu de sites Web;
- u. effectuer des services connexes.

4.1.2 Liste non exhaustive de spécialités possibles

Certifications, normes, protocoles, langages et produits	
<input type="checkbox"/>	ActiveX
<input type="checkbox"/>	ebXML
<input type="checkbox"/>	HML

<input type="checkbox"/>	HTML
<input type="checkbox"/>	Java
<input type="checkbox"/>	JavaScript
<input type="checkbox"/>	.Net
<input type="checkbox"/>	Perl
<input type="checkbox"/>	XML

4.2 A.12 – Architecte Web – niveau 3

4.2.1 Tâches de l'architecte Web de niveau 3

L'entrepreneur doit :

- a. effectuer toutes les tâches de niveau 2, en plus de ce qui suit;
- b. établir les besoins, objectifs, valeurs, attentes et habitudes des utilisateurs et former des groupes bien définis;
- c. effectuer des analyses du public cible;
- d. établir des scénarios en fonction des profils d'utilisateurs et des personnes et y inclure des descriptions de tâches communes aux utilisateurs;
- e. rédiger du contenu Web, y compris du contenu multimédia, et concevoir la navigation;
- f. mettre au point, pour les essais de convivialité et les présentations, des prototypes interactifs montrant la forme et la fonctionnalité à utiliser;
- g. présenter des solutions à la haute direction pour que les fonctions correspondent aux stratégies et normes de l'organisation;
- h. effectuer des services connexes.

4.2.2 Liste non exhaustive de spécialités possibles

Certifications, normes, protocoles, langages et produits	
<input type="checkbox"/>	ActiveX
<input type="checkbox"/>	ebXML
<input type="checkbox"/>	HML
<input type="checkbox"/>	HTML
<input type="checkbox"/>	Java
<input type="checkbox"/>	JavaScript
<input type="checkbox"/>	.Net
<input type="checkbox"/>	Perl
<input type="checkbox"/>	XML

5 I.5 – Architecte en GI

5.1 I.5 – Architecte en GI – niveau 2

5.1.1 Tâches de l'architecte en GI de niveau 2

L'entrepreneur doit :

- a. analyser les capacités et les besoins existants, restructurer les cadres et recommander les secteurs dans lesquels on doit améliorer la capacité et l'intégration;
- b. analyser les architectures de GI-TI et définir les métadonnées partagées (réutilisables);
- c. créer des modèles de données (conceptuels, logiques et physiques) à l'aide d'outils pertinents;
- d. élaborer et rédiger des énoncés détaillés des besoins;
- e. évaluer les procédures et méthodes en vigueur; définir et consigner le contenu des systèmes, la structure et les sous-systèmes d'applications et produire un dictionnaire de données;
- f. définir et consigner les interfaces entre les opérations manuelles et automatisées dans les sous-systèmes d'application, avec les systèmes externes et entre les nouveaux systèmes et les systèmes en place;
- g. élaborer des prototypes de solutions potentielles, fournir des renseignements de remplacement et proposer une ligne de conduite recommandée;
- h. modéliser l'information en vue de la refonte des processus;
- i. faire une analyse coûts-avantages de la mise en œuvre de nouveaux processus et de nouvelles solutions;
- j. donner des conseils relatifs à la préparation des processus opérationnels et des modèles informationnels et à leur intégration en vue d'éliminer les redondances;
- k. fournir des conseils pour définir les nouveaux besoins et les possibilités d'accroître l'efficacité technologique au sein de l'organisation;
- l. effectuer des services connexes selon les exigences du responsable technique.

5.1.2 Liste non exhaustive de spécialités possibles

Certifications, normes, protocoles, langages et produits			
<input type="checkbox"/>	BPWin	<input type="checkbox"/>	Silverrun
<input type="checkbox"/>	ERwin	<input type="checkbox"/>	NoSQL
<input type="checkbox"/>	Db2 d'IBM	<input type="checkbox"/>	SQL Server
<input type="checkbox"/>	IDMS	<input type="checkbox"/>	SQL*DBA
<input type="checkbox"/>	Informix	<input type="checkbox"/>	SQL*Forms
<input type="checkbox"/>	Ingres	<input type="checkbox"/>	SQL*Menu
<input type="checkbox"/>	MS Access	<input type="checkbox"/>	SQL*Net
<input type="checkbox"/>	MS SQL	<input type="checkbox"/>	SQL*Plus

<input type="checkbox"/>	Oracle	<input type="checkbox"/>	SQL*Report
<input type="checkbox"/>	Oracle CASE	<input type="checkbox"/>	Données volumineuses
<input type="checkbox"/>	Oracle Financials	<input type="checkbox"/>	

5.2 I.5 – Architecte en GI – niveau 3

5.2.1 Tâches de l'architecte en GI de niveau 3

L'entrepreneur doit :

- effectuer toutes les tâches de niveau 2, en plus de ce qui suit;
- effectuer un processus d'assurance de la qualité officiel pour les travaux entrepris;
- formuler des recommandations sur l'architecture de GI à la haute direction;
- créer des modèles de données (conceptuels, logiques et physiques);
- effectuer des services connexes selon les exigences du responsable technique.

5.2.2 Liste non exhaustive de spécialités possibles

Certifications, normes, protocoles, langages et produits			
<input type="checkbox"/>	BPWin	<input type="checkbox"/>	Silverrun
<input type="checkbox"/>	ERwin	<input type="checkbox"/>	NoSQL
<input type="checkbox"/>	Db2 d'IBM	<input type="checkbox"/>	SQL Server
<input type="checkbox"/>	IDMS	<input type="checkbox"/>	SQL*DBA
<input type="checkbox"/>	Informix	<input type="checkbox"/>	SQL*Forms
<input type="checkbox"/>	Ingres	<input type="checkbox"/>	SQL*Menu
<input type="checkbox"/>	MS Access	<input type="checkbox"/>	SQL*Net
<input type="checkbox"/>	MS SQL	<input type="checkbox"/>	SQL*Plus
<input type="checkbox"/>	Oracle	<input type="checkbox"/>	SQL*Report
<input type="checkbox"/>	Oracle CASE	<input type="checkbox"/>	Données volumineuses
<input type="checkbox"/>	Oracle Financials	<input type="checkbox"/>	

6 I.6 – Analyste de réseau

6.1 I.6 – Analyste de réseaux – niveau 2

6.1.1 Tâches de l'analyste de réseaux de niveau 2

L'entrepreneur doit :

- a. concevoir, implanter et configurer des réseaux et en faire la maintenance;
- b. planifier l'intégration des réseaux, fournir des analyses de réseau et maintenir les réseaux en bon état de fonctionnement;
- c. implanter, surveiller et gérer des aspects particuliers de technologies de réseau;
- d. assurer le soutien technique pour les réseaux et les activités qui y sont liées. Collaborer avec des représentants de fournisseurs et d'autres ressources en informatique pour résoudre les problèmes matériels et logiciels;
- e. conserver et transmettre les connaissances sur des technologies et les produits à l'appui de ces technologies;
- f. évaluer les nouvelles technologies et faire des recommandations;
- g. maintenir la sécurité du réseau et mettre en œuvre des procédures de reprise après sinistre;
- h. informer les nouveaux utilisateurs des spécifications matérielles et logicielles appropriées pour accéder au réseau;
- i. installer, ou coordonner l'installation, du matériel et des logiciels réseau pour les ordinateurs personnels et l'interaction entre ces ordinateurs et l'ordinateur principal ainsi que les mises à niveau de réseau conformément aux instructions du fournisseur;
- j. configurer l'équipement avec l'aide du fournisseur ou d'autres ressources en informatique;
- k. rédiger et tenir à jour les manuels de procédures et la documentation pour usage interne;
- l. tenir à jour une bibliothèque de référence comprenant des manuels de référence et des modes d'emploi;
- m. tenir des registres et des journaux précis des utilisateurs, des numéros de série de l'équipement, des services offerts, des ententes de maintenance, des garanties, des schémas de câblage et des problèmes de réseau (avec les solutions);
- n. former les utilisateurs pour qu'ils sachent comment utiliser le réseau et les logiciels connexes;
- o. rédiger des plans d'implantation de réseaux pour des technologies données;
- p. analyser la capacité et le rendement de systèmes et de réseaux pour recommander les modifications à apporter pour améliorer l'efficacité et la rentabilité;
- q. expliquer des détails techniques à l'équipe de projet;
- r. effectuer des services connexes selon les exigences du responsable technique.

6.1.2 Liste non exhaustive de spécialités possibles

Certifications, normes, protocoles, langages et produits	
<input type="checkbox"/>	Cisco
<input type="checkbox"/>	Cisco Application Centric Architecture (ACI)
<input type="checkbox"/>	Juniper
<input type="checkbox"/>	Arista
<input type="checkbox"/>	Avaya
<input type="checkbox"/>	Brocade
<input type="checkbox"/>	VMware NSX

<input type="checkbox"/>	HP
--------------------------	----

6.2 I.6 – Analyste de réseaux – niveau 3

6.2.1 Tâches de l'analyste de réseaux de niveau 3

L'entrepreneur doit :

- effectuer toutes les tâches de niveau 2, en plus de ce qui suit;
- agir à titre de responsable technique des projets d'intégration de réseaux;
- coordonner la planification et l'exploitation de réseaux;
- effectuer un processus d'assurance de la qualité officiel sur les travaux entrepris;
- formuler des recommandations sur la conception de réseau à la haute direction;
- effectuer des services connexes selon les exigences du responsable technique.

6.2.2 Liste non exhaustive de spécialités possibles

Certifications, normes, protocoles, langages et produits	
<input type="checkbox"/>	Cisco
<input type="checkbox"/>	Cisco Application Centric Architecture (ACI)
<input type="checkbox"/>	Juniper
<input type="checkbox"/>	Arista
<input type="checkbox"/>	Avaya
<input type="checkbox"/>	Brocade
<input type="checkbox"/>	VMware NSX
<input type="checkbox"/>	HP

7 I.10 – Architecte technique

7.1 I.10 – Architecte technique – niveau 2

7.1.1 Tâches de l'architecte technique de niveau 2

L'entrepreneur doit :

- définir la structure globale d'une technologie d'implantation donnée et veiller à l'intégrité et à la cohérence techniques de la solution;
- élaborer des architectures, des cadres et des stratégies techniques, soit pour une organisation ou pour un secteur d'application important, afin de répondre aux besoins opérationnels et aux

- besoins en matière d'applications;
- c. reconnaître les règles et les exigences applicables à une solution donnée;
 - d. analyser et évaluer d'autres solutions techniques possibles pour répondre aux besoins opérationnels;
 - e. veiller à l'intégration de tous les aspects des solutions techniques;
 - f. évaluer le matériel et les logiciels susceptibles de répondre à des exigences particulières et, en déterminant les goulots d'étranglement potentiels et réels, recommander des modifications de la configuration du matériel et du logiciel en vue d'améliorer la performance du système;
 - g. examiner les exigences relatives aux systèmes logiciels et aux données ainsi que les besoins en matière de communication et d'intervention, et déterminer les langages et les systèmes d'exploitation nécessaires pour les prendre en charge;
 - h. suivre les tendances de l'industrie pour veiller à ce que les solutions concordent avec les orientations technologiques du gouvernement et de l'industrie;
 - i. fournir de l'information, de l'orientation et du soutien relativement aux technologies émergentes;
 - j. effectuer des analyses d'incidence des changements techniques;
 - k. offrir un soutien aux équipes chargées des applications ou du soutien technique en ce qui concerne la bonne utilisation de l'infrastructure en place;
 - l. examiner la conception des applications et des programmes ou la conception de l'infrastructure technique en vue de s'assurer de sa conformité aux normes et de recommander des améliorations du rendement;
 - m. expliquer des détails techniques à la direction;
 - n. effectuer des services connexes selon les exigences du responsable technique.

7.1.2 Liste non exhaustive de spécialités possibles

Certifications, normes, protocoles, langages et produits			
<input type="checkbox"/>	Matériel de serveur	<input type="checkbox"/>	Architecture de réseau
<input type="checkbox"/>	Systèmes sur serveur lame	<input type="checkbox"/>	Cisco Networking
<input type="checkbox"/>	Windows Server	<input type="checkbox"/>	Pare-feu
<input type="checkbox"/>	Serveur Linux	<input type="checkbox"/>	Routeurs
<input type="checkbox"/>	Logiciels de systèmes hôtes	<input type="checkbox"/>	Équilibreurs de charge
<input type="checkbox"/>	Technologies de virtualisation	<input type="checkbox"/>	Dispositifs de sécurité des entreprises
<input type="checkbox"/>	Applications serveur Microsoft		Architectures de solutions interdomaines
<input type="checkbox"/>	Réseaux de stockage	<input type="checkbox"/>	Cadres d'architecture d'entreprise du secteur de la défense (CAMDN, DoDAF, etc.)
<input type="checkbox"/>	Stockage en réseau	<input type="checkbox"/>	

7.2 I.10 – Architecte technique – niveau 3

7.2.1 Tâches de l'architecte technique de niveau 3

L'entrepreneur doit :

- a. contribuer au développement d'une solution ainsi qu'à son exécution et à sa mise en production;
- b. être responsable de la conception du système afin que les applications cibles de l'architecture technique répondent aux exigences non fonctionnelles;
- c. effectuer des services connexes selon les exigences du responsable technique.

7.2.2 Liste non exhaustive de spécialités possibles

Certifications, normes, protocoles, langages et produits			
<input type="checkbox"/>	Matériel de serveur	<input type="checkbox"/>	Architecture de réseau
<input type="checkbox"/>	Systèmes sur serveur lame	<input type="checkbox"/>	Cisco Networking
<input type="checkbox"/>	Windows Server	<input type="checkbox"/>	Pare-feu
<input type="checkbox"/>	Serveur Linux	<input type="checkbox"/>	Routeurs
<input type="checkbox"/>	Logiciels de systèmes hôtes	<input type="checkbox"/>	Équilibreurs de charge
<input type="checkbox"/>	Technologies de virtualisation	<input type="checkbox"/>	Dispositifs de sécurité des entreprises
<input type="checkbox"/>	Applications serveur Microsoft		Architectures de solutions interdomaines
<input type="checkbox"/>	Réseaux de stockage	<input type="checkbox"/>	Cadres d'architecture d'entreprise du secteur de la défense (CAMDN, DoDAF, etc.)
<input type="checkbox"/>	Stockage en réseau	<input type="checkbox"/>	

8 B.1 – Analyste des activités

8.1 B.1 – Analyste des activités – niveau 2

8.1.1 Tâches de l'analyste des activités de niveau 2

L'entrepreneur doit :

- a. rédiger et documenter des énoncés des besoins (de l'organisation, des utilisateurs, fonctionnels, en services) pour les solutions de rechange envisagées (les solutions de rechange peuvent être envisagées seulement si elles ont une incidence sur les processus et les besoins opérationnels) afin que les solutions de TI appuient l'entreprise tout au long du processus de mise en œuvre;
- b. analyser les besoins fonctionnels en vue de cerner les changements aux besoins fonctionnels ainsi que les renseignements, les procédures et les flux décisionnels nécessaires à l'évaluation des effets de ces changements;

- c. évaluer les méthodes et les procédures établies, définir et consigner des éléments comme la structure et le contenu de base de données et les sous-systèmes d'application;
- d. définir et consigner les interfaces entre les opérations manuelles et automatisées dans les sous-systèmes d'application, avec les systèmes externes et entre les nouveaux systèmes et les systèmes en place;
- e. établir les critères des tests d'acceptation par le client;
- f. préconiser et utiliser les méthodes retenues par le Ministère;
- g. effectuer des services connexes selon les exigences du responsable technique.

8.2 B.1 – Analyste des activités – niveau 3

8.2.1 Tâches de l'analyste des activités de niveau 3

L'entrepreneur doit :

- a. effectuer toutes les tâches de niveau 2;
- b. renseigner la haute direction.

9 B.9 – Développeur de didacticiels

9.1 B.9 – Développeur de didacticiels – niveau 2

9.1.1 Tâches du développeur de didacticiels de niveau 2

L'entrepreneur doit :

- a. évaluer ou analyser les besoins aux fins de formation;
- b. planifier les projets de formation et en faire le suivi;
- c. réaliser une analyse des emplois, des tâches ou du contenu;
- d. rédiger des objectifs fondés sur des critères et axés sur le rendement;
- e. recommander des moyens et des stratégies pédagogiques;
- f. créer des normes de mesure du rendement;
- g. préparer le matériel de formation;
- h. préparer les utilisateurs finaux à la mise en œuvre des didacticiels;
- i. communiquer efficacement de façon visuelle, orale et écrite avec des participants, des petits groupes et de vastes auditoires;
- j. effectuer des services connexes selon les exigences du responsable technique.

9.2 B.9 – Développeur de didacticiels – niveau 3

9.2.1 Tâches du développeur de didacticiels de niveau 3

L'entrepreneur doit :

- a. effectuer toutes les tâches de niveau 2, en plus de ce qui suit;
- b. coordonner le travail des ressources subalternes d'élaboration de didacticiels;
- c. effectuer un processus d'assurance de la qualité officiel sur les travaux entrepris;
- d. présenter la documentation sur le didacticiel à la haute direction;
- e. effectuer des services connexes selon les exigences du responsable technique.

10 B.12 – Spécialiste en soutien des réseaux

10.1 B.12 – Spécialiste en soutien des réseaux – niveau 2

10.1.1 Tâches du spécialiste en soutien des réseaux de niveau 2

L'entrepreneur doit :

- a. coordonner l'installation, l'exploitation, la maintenance, la résolution de problèmes matériels et logiciels, le suivi du trafic, la planification de la capacité, la sauvegarde des systèmes et la formation des utilisateurs d'un réseau local;
- b. évaluer, mettre à l'essai et recommander de nouveaux matériels et logiciels de communication de données;
- c. maintenir une relation avec les représentants de fournisseurs et d'autres ressources en informatique pour résoudre les problèmes matériels et logiciels;
- d. informer les nouveaux utilisateurs des spécifications matérielles et logicielles appropriées pour accéder au réseau;
- e. installer, ou en coordonner l'installation, du matériel et des logiciels réseau pour les ordinateurs personnels et l'interaction entre ces ordinateurs et l'ordinateur principal ainsi que les mises à niveau de réseau conformément aux instructions du fournisseur;
- f. configurer l'équipement avec l'aide du fournisseur ou d'autres ressources en informatique;
- g. rédiger et tenir à jour les manuels de procédures et la documentation pour usage interne;
- h. tenir à jour une bibliothèque de référence comprenant des manuels de référence et des modes d'emploi;
- i. tenir des registres et des journaux précis des utilisateurs, des numéros de série de l'équipement, des services offerts, des ententes de maintenance, des garanties, des schémas de câblage et des problèmes de réseau (avec les solutions);
- j. rédiger, mettre en œuvre et mettre à l'essai un plan de rétablissement du réseau après sinistre et y participer;
- k. résoudre les problèmes de connectivité et les ennuis techniques internes;
- l. contribuer à former les utilisateurs sur l'utilisation du réseau et des logiciels connexes;
- m. effectuer des services connexes selon les exigences du responsable technique.

10.2 B.12 – Spécialiste en soutien des réseaux – niveau 3

10.2.1 Tâches du spécialiste en soutien des réseaux de niveau 3

L'entrepreneur doit :

- a. effectuer toutes les tâches de niveau 2;

- b. recommander des documents relatifs aux exigences, à la faisabilité, au coût, à la conception et aux données techniques des systèmes;
- c. recommander des exigences opérationnelles pour concevoir des systèmes et en établir les spécifications;
- d. recommander des spécifications techniques applicables à l'élaboration, à la conception et à la mise en œuvre de systèmes;
- e. expliquer des détails techniques à la haute direction;
- a. effectuer des services connexes selon les exigences du responsable technique.

11 B.14 – Rédacteur technique

11.1 B.14 – Rédacteur technique – niveau 2

11.1.1 Tâches du rédacteur technique de niveau 2

L'entrepreneur doit :

- a. documenter le texte d'aide, les guides d'utilisation, la documentation technique, le contenu des pages Web, etc.;
- b. examiner les normes de documentation et la documentation relative au projet;
- c. déterminer les exigences en matière de documentation et rédiger des plans pour y répondre;
- d. réunir des données sur les caractéristiques et les fonctions fournies par les concepteurs;
- e. évaluer à qui sont destinés les documents et manuels requis et consigner par écrit le but de ces documents ainsi que leur portée;
- f. créer une table des matières pour chaque document ou manuel, et rédiger ou réviser le contenu requis;
- g. vérifier l'exactitude des renseignements recueillis en utilisant directement le matériel pour lequel le document est rédigé;
- h. produire les illustrations et les diagrammes requis ou en coordonner la production;
- i. élaborer la présentation des documents et des manuels;
- j. utiliser des progiciels de traitement de texte, d'édition et de graphisme pour mettre au point les textes finis;
- k. effectuer des services connexes selon les exigences du responsable technique.

11.2 B.14 – Rédacteur technique – niveau 3

11.2.1 Tâches du rédacteur technique de niveau 3

L'entrepreneur doit :

- a. effectuer toutes les tâches de niveau 2, en plus de ce qui suit;
- b. coordonner le travail des ressources subalternes de rédaction technique;
- c. effectuer un processus d'assurance de la qualité officiel sur les travaux entrepris;
- d. présenter des rapports techniques à la haute direction;
- e. effectuer des services connexes selon les exigences du responsable technique.

12 P.1 – Conseiller en gestion du changement

12.1 P.1 – Conseiller en gestion du changement – niveau 2

12.1.1 Tâches du conseiller en gestion du changement de niveau 2

L'entrepreneur doit :

- a. analyser et définir les facteurs critiques de succès;
- b. analyser et élaborer la conception des exigences architecturales, et élaborer les processus, la schématisation de ces derniers ainsi que la formation connexe;
- c. diriger d'autres membres d'un effectif fonctionnel pour définir la stratégie et les processus opérationnels en soutien aux activités de transformation et de gestion du changement;
- d. participer à l'analyse des répercussions du changement et des activités de gestion du changement;
- e. participer à la transformation des structures (restructuration de l'organisation et révision des postes);
- f. coordonner l'élaboration de la formation et assurer la coordination avec d'autres intervenants;
- g. créer des présentations et en faire à divers intervenants et faciliter les réunions et les discussions;
- h. effectuer des services connexes selon les exigences du responsable technique.

12.2 P.1 – Conseiller en gestion du changement – niveau 3

12.2.1 Tâches du conseiller en gestion du changement de niveau 3

L'entrepreneur doit :

- a. effectuer toutes les tâches de niveau 2, en plus de ce qui suit;
- b. planifier, coordonner et mettre en œuvre des plans de communication stratégique;
- c. coordonner les projets de rédaction, y compris la définition de la portée du projet et l'élaboration de plans et de stratégies;
- d. expliquer des détails techniques du projet au personnel du projet et à la haute direction;
- e. diriger et coordonner les activités de gestion du changement, tenir la haute direction au courant de ces dernières et assurer une liaison avec la haute direction;
- f. effectuer des services connexes selon les exigences du responsable technique.

13 P.9 – Gestionnaire de projet

13.1 P.9 – Gestionnaire de projet – niveau 2

13.1.1 Tâches du gestionnaire de projet de niveau 2

L'entrepreneur doit :

- a. gérer plusieurs gestionnaires de projet qui ont chacun la responsabilité d'un élément du projet et de l'équipe de projet connexe;
- b. gérer le projet pendant son élaboration, sa mise en œuvre et le lancement des opérations, en s'assurant que les ressources sont disponibles et que le système est élaboré et entièrement fonctionnel à l'intérieur des paramètres de temps, de coût et de rendement acceptés au préalable;
- c. élaborer des énoncés de problèmes; établir des procédures pour l'élaboration et la mise en œuvre d'éléments de projet importants, nouveaux ou modifiés, en vue de résoudre ces problèmes, et en obtenir l'approbation;
- d. définir et documenter les objectifs des projets en plus d'établir les exigences financières, la composition, les attributions ainsi que le mandat de l'équipe du projet;
- e. rendre compte de l'avancement des travaux sur une base continue et à des moments prédéterminés dans leur cycle de vie;
- f. rencontrer les intervenants et d'autres gestionnaires de projet et exposer les problèmes sous une forme propre à susciter des solutions;
- g. préparer des plans, des graphiques, des tableaux et des diagrammes pour aider à analyser ou à afficher les problèmes et travailler avec un ensemble d'outils de gestion de projet;
- h. définir et gérer la portée du projet par la rédaction de l'étendue des travaux, de la structure de répartition du travail et du dictionnaire de la structure de répartition du travail;
- i. définir et gérer la durée du projet par la création et la gestion d'activités, l'établissement de la séquence des activités et la production du calendrier du projet;
- j. définir et gérer les coûts du projet par la création et la gestion d'estimations des ressources nécessaires aux activités, d'estimations des coûts globaux du projet et du budget du projet;
- k. planifier et gérer la qualité des projets par la rédaction et l'exécution de plans de qualité, l'assurance de la qualité et le contrôle de la qualité;
- l. planifier et gérer les ressources humaines des projets par la rédaction et l'exécution de plans de ressources humaines, les estimations de personnel et l'évaluation du rendement des membres de l'équipe, de même que la composition, les attributions et le mandat de l'équipe de projet;
- m. planifier et gérer les communications des projets par la rédaction et l'exécution de plans de communication, des documents de projet et des communications propres aux projets;
- n. planifier et gérer les risques des projets par la rédaction et l'exécution du plan à cet effet, du registre des risques et de l'analyse des risques;
- o. planifier et gérer les achats pour les projets par la rédaction et la gestion de la stratégie et du plan à cet effet;
- p. prévoir et gérer les acteurs prenant part à des projets par la rédaction et l'exécution du plan de gestion à cet effet et du registre des intervenants;
- q. superviser la conception, la mise en œuvre et le lancement du système proposé par rapport aux buts, aux objectifs et aux jalons établis;
- r. effectuer des services connexes selon les exigences du responsable technique.

13.2 P.9 – Gestionnaire de projet – niveau 3

13.2.1 Tâches du gestionnaire de projet de niveau 3

L'entrepreneur doit :

- a. effectuer toutes les tâches de niveau 2, en plus de ce qui suit;
- b. gérer plusieurs projets, chacun ayant ses caractéristiques et son équipe;
- c. rendre compte à la haute direction de la progression des projets, sur une base continue et à des moments prédéterminés dans son cycle de vie;
- d. expliquer des détails techniques du projet au personnel du projet et à la haute direction;
- e. diriger et coordonner les activités de gestion de projet, tenir la haute direction au courant de ces dernières et assurer une liaison avec la haute direction;
- f. effectuer des services connexes selon les exigences du responsable technique.

14 P.10 – Agent d'ordonnancement de projet

14.1 P.10 – Agent d'ordonnancement de projet – niveau 2

14.1.1 Tâches de l'agent d'ordonnancement de projet de niveau 2

L'entrepreneur doit :

- a. établir et gérer les échéanciers de projet;
- b. élaborer et tenir à jour des structures de répartition du travail;
- c. produire les rapports appropriés et cerner les questions portant sur les échéanciers ou les dépendances;
- d. créer, mener et fournir une analyse du chemin critique;
- e. aider les intervenants internes et externes du projet en ce qui concerne la coordination des échéanciers;
- f. effectuer des services connexes selon les exigences du responsable technique.

14.2 P.10 – Agent d'ordonnancement de projet – niveau 3

14.2.1 Tâches de l'agent d'ordonnancement de projet de niveau 3

L'entrepreneur doit :

- a. effectuer toutes les tâches de niveau 2, en plus de ce qui suit;
- b. diriger et coordonner le calendrier de projet, tenir la haute direction au courant de ce dernier et assurer une liaison avec la haute direction;
- c. effectuer des services connexes selon les exigences du responsable technique.

15 P.12 – Spécialiste en gestion du risque

15.1 P.12 – Spécialiste en gestion du risque – niveau 2

15.1.1 Tâches du spécialiste de gestion des risques de niveau 2

L'entrepreneur doit :

- a. procéder à des évaluations des risques;
- b. déterminer les risques associés au projet;
- c. recommander d'autres solutions, méthodes et stratégies pour l'atténuation et la gestion des risques;
- d. produire des plans de gestion des risques;
- e. réaliser des évaluations de risques pour les projets en difficulté afin d'évaluer rapidement les risques associés et de recommander des plans d'action visant à réduire le plus possible les risques inhérents;
- f. collaborer à l'établissement de l'ordre des priorités et à l'attribution des risques;
- g. contribuer à l'élaboration ou à la mise en œuvre des plans de gestion des risques;
- h. gérer la mise en œuvre de plans de gestion des risques pour déterminer, analyser, planifier, suivre et contrôler les risques de projet en permanence tout au long de la durée de ce dernier;
- i. gérer les éléments dont dépendent les besoins (autres projets, interdépendances avec un autre système) qui contribuent à l'établissement des risques inhérents à la stratégie de mise en œuvre du projet et en rendre compte;
- j. offrir du mentorat, de l'encadrement et de la formation aux équipes de projet concernant les techniques d'atténuation des risques;
- k. effectuer des services connexes selon les exigences du responsable technique.

15.2 P.12 – Spécialiste en gestion du risque – niveau 3

15.2.1 Tâches du spécialiste de gestion des risques de niveau 3

L'entrepreneur doit :

- a. effectuer toutes les tâches de niveau 2, en plus de ce qui suit;
- b. informer le personnel du projet et la haute direction des risques techniques et inhérents au programme;
- c. diriger et coordonner les activités de gestion des risques, tenir la haute direction au courant de ces dernières et assurer une liaison avec la haute direction;
- d. effectuer des services connexes selon les exigences du responsable technique.

16 C.3 – Analyste en évaluation de la menace et des risques à la sécurité des TI et en évaluation et autorisation de sécurité

16.1 C.3 – Analyste en évaluation de la menace et des risques à la sécurité des TI et en évaluation et autorisation de sécurité – niveau 2

16.1.1 Tâches de l'analyste en évaluation de la menace et des risques à la sécurité des TI et en évaluation et autorisation de sécurité de niveau 2

L'entrepreneur doit :

- a. examiner, analyser ou appliquer les politiques fédérales, provinciales ou territoriales en matière de sécurité des TI; les processus d'évaluation et d'accréditation de sécurité des systèmes de TI; les produits, mesures de protection et pratiques exemplaires concernant la sécurité des TI ainsi que les stratégies d'atténuation des risques en matière de sécurité des TI;
- b. cerner les menaces et les vulnérabilités relatives aux les systèmes d'exploitation (MS, Unix, Linux, Novell) et aux architectures sans fil;
- c. cerner les menaces et les vulnérabilités de nature humaine, technique, physique et procédurale relatives aux systèmes de TI fédéraux, provinciaux et territoriaux;
- d. rédiger des rapports, par exemple pour l'analyse de sécurité des données, les concepts d'opération, les énoncés de sensibilité, les évaluations de la menace, les évaluations des facteurs relatifs à la vie privée, les évaluations des vulnérabilités non techniques, les évaluations des risques et la présentation des menaces, vulnérabilités et risques à la sécurité des TI;
- e. réaliser des activités d'évaluation, par exemple rédiger des plans d'évaluation de la sécurité; vérifier si les mesures de sécurité respectent les politiques et les normes applicables; valider les exigences de sécurité en établissant une correspondance entre les règles de sécurité propres au système et les exigences de sécurité fonctionnelle et entre les exigences de sécurité à toutes les étapes des documents de conception; vérifier si les mesures de sécurité ont été mises en œuvre correctement et si l'obligation d'assurance a été respectée (ce qui comprend la confirmation que le système a été correctement configuré et que les mesures de sécurité satisfont aux normes applicables); faire l'évaluation et les essais de sécurité pour déterminer si les mesures de protection techniques fonctionnent bien et évaluer le risque résiduel mis au jour par l'évaluation des risques afin de déterminer s'il correspond à un niveau de risque acceptable;
- f. effectuer des activités d'évaluation, par exemple examiner les résultats de la certification dans la documentation d'examen de conception par le responsable d'accréditation pour que le niveau de risque inhérent à un système soit acceptable et que le système respecte les règles et normes de sécurité qui lui sont propres et celles qui concernent le ministère et déterminer les conditions de fonctionnement du système (aux fins d'approbation). Voici des exemples d'approbations en question :
 - i. l'approbation des responsables des opérations et de l'accréditation pour parvenir à l'étape suivante du cycle de vie du système de TI si de l'information sensible doit être traitée par ce dernier pendant son développement;

- ii. l'approbation écrite nécessaire pour que le système implanté puisse traiter l'information sensible si le risque inhérent à l'exploitation du système est jugé acceptable et si le système est conforme aux règles et normes de sécurité applicables;
- iii. l'approbation provisoire, c'est-à-dire une approbation écrite temporaire pour traiter de l'information sensible dans des circonstances atténuantes si le risque n'est pas encore acceptable, mais que le système en développement est nécessaire pour le bon fonctionnement de l'organisation;
- g. effectuer des services connexes selon les exigences du responsable technique.

16.2 C.3 – Analyste en évaluation de la menace et des risques à la sécurité des TI et en évaluation et autorisation de sécurité – niveau 3

16.2.1 Tâches de l'analyste en évaluation de la menace et des risques à la sécurité des TI et en évaluation et autorisation de sécurité de niveau 3

L'entrepreneur doit :

- a. effectuer toutes les tâches de niveau 2, en plus de ce qui suit;
- b. rédiger et distribuer des documents de formation sur l'évaluation de la menace et des risques à la sécurité des TI et le processus d'évaluation et d'autorisation de sécurité;
- c. informer la haute direction;
- d. examiner et commenter l'évaluation de la menace et des risques à la sécurité des TI ainsi que le processus d'évaluation et d'autorisation de sécurité;
- e. effectuer des services connexes selon les exigences du responsable technique.

17 C.6 – Ingénieur en sécurité des TI

17.1 C.6 – Ingénieur en sécurité des TI – niveau 2

17.1.1 Tâches de l'ingénieur en sécurité des TI de niveau 2

L'entrepreneur doit :

- a. examiner, analyser ou utiliser :
 - i. les normes d'annuaire telles que X.400, X.500 et SMTP;
 - ii. des systèmes d'exploitation comme MS, Unix, Linux et Novell;
 - iii. les protocoles réseau tels que HTTP, FTP et Telnet;
 - iv. les protocoles de sécurité, les communications, les normes et les fondements des architectures de TI sécuritaires, par exemple IPSec, Ipv6, SSL et SSH;
 - v. les protocoles de sécurité des TI à toutes les couches des protocoles d'interconnexion de systèmes ouverts et de contrôle de transfert;
 - vi. la suite des protocoles Internet (TCP/IP);
 - vii. le système de noms de domaine et le protocole NTP;

- viii. les routeurs, multiplexeurs et commutateurs de réseau;
- ix. les pratiques exemplaires en matière de sécurité et de renforcement des applications, des hôtes et des réseaux, telles que les séquences de commandes en langage naturel, l'identification des services et le contrôle de l'accès;
- x. les systèmes de détection et de prévention des intrusions; les dispositifs de défense contre les codes malveillants, d'intégrité des fichiers et de gestion de sécurité d'entreprise et les pare-feu;
- xi. la technologie sans fil;
- xii. les algorithmes cryptographiques;
- b. cerner les menaces et les vulnérabilités techniques qui pèsent sur les réseaux;
- c. gérer les configurations de sécurité des TI;
- d. analyser les outils et techniques de sécurité des TI;
- e. analyser les données de sécurité et fournir des avis et des rapports;
- f. analyser les statistiques de sécurité des TI;
- g. rédiger des rapports techniques tels que l'analyse des options de solutions de sécurité des TI et les plans d'implantation;
- h. fournir un service de vérification et validation par un tiers pour les projets liés à la sécurité des TI, par exemple :
 - i. effectuer des audits de sécurité des TI, y compris les documents tels que les rapports et présentations applicables;
 - ii. examiner les plans d'urgence, les plans de continuité des activités et les plans d'intervention en cas de catastrophe;
 - iii. concevoir/mettre au point et mener des essais et des exercices sur les protocoles de sécurité des TI;
 - iv. faire la surveillance des projets;
- i. rédiger et distribuer des documents de formation liés à l'ingénierie de sécurité des TI;
- j. effectuer des services connexes selon les exigences du responsable technique.

Liste non exhaustive de spécialités possibles

Certifications, normes, protocoles, langages et produits			
<input type="checkbox"/>	SSL	<input type="checkbox"/>	Normes X.400 et X.500 sur les services d'annuaire
<input type="checkbox"/>	HTTP	<input type="checkbox"/>	TCP/IP
<input type="checkbox"/>	FTP	<input type="checkbox"/>	OSI
<input type="checkbox"/>	Telnet	<input type="checkbox"/>	Système de nom de domaine
<input type="checkbox"/>	S/MIME	<input type="checkbox"/>	SMTP
<input type="checkbox"/>	IPsec	<input type="checkbox"/>	Protocole NTP d'IBM
<input type="checkbox"/>	SSH	<input type="checkbox"/>	Protocole de certification X.509
<input type="checkbox"/>	CISSP	<input type="checkbox"/>	

17.2 C.6 – Ingénieur en sécurité des TI – niveau 3

17.2.1 Tâches de l'ingénieur en sécurité des TI de niveau 3

L'entrepreneur doit :

- a. effectuer toutes les tâches de niveau 2, en plus de ce qui suit;
- b. renseigner la haute direction;
- c. examiner et commenter les documents de nature technique sur la sécurité des TI;
- d. effectuer des services connexes selon les exigences du responsable technique.

17.2.2 Liste non exhaustive de spécialités possibles

Certifications, normes, protocoles, langages et produits			
<input type="checkbox"/>	SSL	<input type="checkbox"/>	Normes X.400 et X.500 sur les services d'annuaire
<input type="checkbox"/>	HTTP	<input type="checkbox"/>	TCP/IP
<input type="checkbox"/>	FTP	<input type="checkbox"/>	OSI
<input type="checkbox"/>	Telnet	<input type="checkbox"/>	Système de nom de domaine
<input type="checkbox"/>	S/MIME	<input type="checkbox"/>	SMTP
<input type="checkbox"/>	IPsec	<input type="checkbox"/>	Protocole NTP d'IBM
<input type="checkbox"/>	SSH	<input type="checkbox"/>	Protocole de certification X.509
<input type="checkbox"/>	CISSP	<input type="checkbox"/>	

APPENDICE A DE L'ANNEXE A

PROCÉDURE D'ATTRIBUTION DE TÂCHES

1. Lorsqu'un besoin relatif à une tâche précise sera identifié, une version préliminaire du formulaire d'autorisation de tâches joint à l'appendice B de l'annexe A sera remise à l'entrepreneur conformément à la méthode d'attribution indiquée dans l'article du contrat intitulé « Attribution des autorisations de tâches ». Lorsqu'il reçoit un formulaire d'autorisation de tâches, l'entrepreneur doit soumettre au responsable technique son offre de prix pour les catégories de ressources demandées d'après les renseignements contenus dans le formulaire d'autorisation de tâches, ainsi que la ou les ressources proposées connexes. L'offre de prix doit être signée et envoyée au Canada dans le délai de réponse précisé dans le formulaire d'autorisation de tâches. L'entrepreneur disposera d'un délai d'au moins deux jours ouvrables (ou tout autre délai plus long précisé dans le projet d'autorisation de tâches) pour présenter son offre de prix.
2. Avec chaque proposition de prix, l'entrepreneur doit proposer le nombre requis de ressources, et pour chaque ressource proposée, l'entrepreneur doit fournir un curriculum vitæ ainsi que les renseignements relatifs à l'attestation de sécurité demandée, et doit remplir les tableaux de réponse à l'appendice C de l'annexe A qui portent sur les catégories de ressources indiquées dans le projet d'autorisation de tâches. La même personne ne peut être proposée pour plus d'une catégorie de ressources. Les curriculum vitæ devraient montrer que chaque personne proposée répond aux exigences décrites en matière de qualification (y compris les exigences en matière d'études, d'expérience de travail et d'accréditation professionnelle). En ce qui a trait aux ressources proposées :
 - (i) Les ressources proposées peuvent être des employés de l'entrepreneur ou des employés d'un sous-traitant, ou des entrepreneurs indépendants auxquels l'entrepreneur confierait une partie du travail en sous-traitance. (Se reporter à l'appendice D de l'annexe A, Attestations.)
 - (ii) En ce qui concerne les exigences en matière d'études touchant un grade, un titre ou un certificat en particulier, le Canada ne tiendra compte que des programmes d'études ayant été réussis par la ressource avant la date d'émission du projet d'autorisation de tâches à l'entrepreneur.
 - (iii) Pour les exigences relatives aux titres professionnels, la ressource doit détenir le titre ou l'accréditation exigé à la publication du projet d'autorisation de tâches et doit demeurer, le cas échéant, un membre en règle de l'organisme professionnel en question pendant la période d'évaluation et la durée du contrat. Lorsque l'affiliation ou le titre professionnel doit être démontré au moyen d'une certification, d'un diplôme ou d'un grade, ce document doit être à jour, valide et émis par l'entité précisée dans le présent contrat ou, si l'entité n'est pas précisée, par une entité, une institution ou un organisme reconnu ou accrédité au moment où le document a été émis.
 - (iv) En ce qui concerne l'expérience de travail, le Canada ne tiendra pas compte de l'expérience acquise dans le cadre d'un programme de formation, sauf s'il s'agit d'expérience acquise dans le cadre d'un programme coopératif officiel dans un établissement postsecondaire.
 - (v) Pour les exigences qui demandent un nombre précis d'années d'expérience (p. ex. deux ans), le Canada ne tiendra pas compte de cette expérience si le curriculum vitæ ne donne pas les dates précises (le mois et l'année) de l'expérience alléguée (c.-à-d. la date de début et la date de fin). Le Canada n'évaluera que la période au cours de laquelle la ressource a réellement travaillé au projet ou aux projets (de la date de début indiquée par

la ressource jusqu'à la date de fin, plutôt qu'à partir de la date de début et de fin générale d'un projet ou d'un groupe de projets auxquels la ressource a participé).

- (vi) Le curriculum vitæ ne doit pas seulement indiquer le titre du poste occupé par la personne, mais doit également démontrer que cette personne a acquis l'expérience nécessaire en expliquant les responsabilités et les tâches effectuées à ce poste. Le fait d'énumérer simplement l'expérience en ne fournissant aucune donnée à l'appui pour décrire les responsabilités et les tâches ainsi que leur pertinence par rapport aux exigences, ou le fait de réutiliser les mêmes expressions que le formulaire d'autorisation de tâches, ne sera pas considéré comme la « preuve » d'une expérience aux fins de cette évaluation. L'entrepreneur devrait fournir des détails complets concernant le lieu, les dates (le mois et l'année) et les activités ou responsabilités qui ont permis d'acquérir les qualifications et l'expérience citées. Advenant que la ressource proposée ait travaillé en même temps sur plus d'un projet, la durée de la période de chevauchement de ces projets ne sera prise en considération qu'une seule fois lors de l'évaluation de l'expérience.
3. On évaluera les qualifications et l'expérience des ressources proposées par rapport aux exigences établies à l'appendice C de l'annexe A, afin de déterminer si ces ressources satisfont aux critères obligatoires et cotés. Le Canada peut exiger une preuve selon laquelle la ressource proposée a suivi avec succès une formation officielle, ainsi que des références. Le Canada peut effectuer un contrôle des références pour vérifier l'exactitude des renseignements fournis. Le cas échéant, ce contrôle sera fait par courriel (sauf si la personne citée en référence n'est accessible que par téléphone). Le Canada n'attribuera aucun point à l'entrepreneur ou considérera qu'un critère obligatoire n'est pas satisfait s'il ne reçoit pas de réponse dans les cinq (5) jours ouvrables. Le troisième jour après l'envoi du courriel, si le Canada n'a pas reçu de réponse, il en informera le soumissionnaire par courriel pour que ce dernier puisse rappeler à la personne en question qu'il faut répondre au Canada dans le délai de cinq (5) jours ouvrables prescrit. Si les renseignements fournis par une personne citée en référence diffèrent des renseignements fournis par l'entrepreneur, les renseignements fournis par la personne citée en référence seront les renseignements évalués. On n'accordera aucun point à l'entrepreneur ou l'on considérera qu'un critère obligatoire n'est pas respecté si le client cité en référence n'est pas un client de l'entrepreneur lui-même (par exemple, le client ne peut pas être le client d'une filiale de l'entrepreneur). De même, on n'accordera aucun point à l'entrepreneur ou l'on considérera qu'un critère obligatoire n'est pas respecté si le client est lui-même une filiale ou une autre entité qui a un lien de dépendance avec l'entrepreneur. Des références de l'État seront acceptées.
4. Pendant l'évaluation des ressources proposées, si les références de deux ressources ou plus nécessaires dans le cadre de l'autorisation de tâches ne fournissent pas de réponse ou ne justifient pas les qualifications exigées pour la prestation des services requis, l'autorité contractante peut déclarer l'offre de prix irrecevable.
5. Seules les offres qui respectent tous les critères obligatoires seront évaluées dans le cadre des critères cotés. Chaque ressource proposée doit obtenir une note minimale requise pour les critères cotés pour la catégorie de ressource applicable. Si la note d'une ressource proposée est inférieure à la note requise, l'offre de prix de l'entrepreneur sera jugée irrecevable.
6. Dès que l'offre de prix aura été acceptée par le responsable technique, le formulaire d'autorisation de tâches sera signé par le Canada et envoyé à l'entrepreneur, qui devra le signer. Le formulaire d'autorisation de tâches doit être dûment signé par le Canada avant le début des travaux. L'entrepreneur ne doit commencer les travaux qu'après avoir reçu un formulaire d'autorisation de tâches (l'autorisation de tâches) approuvé. Tous les travaux réalisés par l'entrepreneur sans formulaire d'autorisation de tâches le seront à ses risques.

Solicitation No. – N° de l'invitation
W6369-18-DE41/A

Amd. No. – N° de la modif.
003ips

Buyer ID – Id de l'acheteur

Client Ref. No. – N° de réf. du client
W6369-18DE41

File No. – N° du dossier
003ips.W6369-18DE41

CCC No./N° CCC – FMS No/ N° VME

APPENDICE B DE L'ANNEXE A
FORMULAIRE D'AUTORISATION DE TÂCHES

All invoices/progress claims must show the referenced Contract and Task numbers. Toutes les factures doivent indiquer les numéros du contrat et de la tâche.		Contract no. - No du contrat	
		Task no. - No de la tâche	
Amendment no. - No de la modification		Increase/Decrease - Augmentation/Réduction	Previous value - Valeur précédente
To - À		TO THE CONTRACTOR You are requested to supply the following services in accordance with the terms of the above referenced Contract. Only services included in the Contract can be supplied against this task. Please advise the undersigned if the completion date cannot be met. Invoices/progress claims shall be prepared in accordance with the instructions set out in the contract. À L'ENTREPRENEUR Vous êtes prié de fournir les services suivants en conformité des termes du contrat mentionné ci-dessus. Seules les services mentionnés dans le contrat doivent être fournis à l'appui de cette demande. Prière d'aviser le signataire si la livraison ne peut se faire dans les délais prescrits. Les factures doivent être établies selon les instructions énoncées dans le contrat. _____ Date for the Department of National Defence pour le ministère de la Défense nationale	
Delivery location - Expédiez à			
Delivery/Completion date - Date de livraison/d'achèvement From - De : To - À :			
Contract item no. No d'article du contrat	Services		Cost Prix
	Applicable Taxes Taxes applicables		
	Total		
TECHNICAL AUTHORITY : _____ Name (type or print) _____ Signature _____ THE CONTRACTOR HEREBY ACCEPTS THE TASK AUTHORIZATION IDENTIFIED ABOVE : _____ Name (type or print) _____ Signature _____		_____ Title (type or print) _____ Date _____ _____ Title (type or print) _____ Date _____	
APPLICABLE ONLY TO PWGSC CONTRACTS: The Contracting Authority signature is required when the total value of the DND 626 exceeds the threshold specified in the Contract. NE S'APPLIQUE QU'AUX CONTRATS DE TPSGC : La signature de l'autorité contractante est requise lorsque la valeur totale du formulaire DND 626 est supérieure au seuil précisé dans le contrat. _____ for the Department of Public Works and Government Services pour le ministère des Travaux publics et services gouvernementaux			

APPENDICE C DE L'ANNEXE A**CRITÈRES D'ÉVALUATION DES RESSOURCES ET TABLEAU DE RÉPONSE**

Pour faciliter l'évaluation des ressources, les entrepreneurs doivent préparer et soumettre leur réponse à un projet d'autorisation de tâches en utilisant les tableaux fournis dans la présente annexe. Aux fins de l'établissement des grilles de ressources, les soumissionnaires devraient fournir des renseignements précis démontrant le respect des critères établis et un renvoi au numéro de page approprié du curriculum vitæ, de façon à ce que le Canada puisse vérifier ces renseignements. Les tableaux ne devraient pas renfermer toutes les données du projet provenant du curriculum vitæ. Seule la réponse demandée devrait être fournie.

Pour chaque critère où une copie d'un grade, d'un diplôme ou d'une certification est demandée et l'entrepreneur n'a pas fourni la documentation demandée, l'autorité contractante donnera l'occasion à l'entrepreneur de fournir celle-ci au cours de la période d'évaluation. Si l'entrepreneur ne fournit pas la documentation demandée dans les deux jours ouvrables suivant la demande de l'autorité contractante, la soumission de l'entrepreneur sera jugée non recevable.

A.6 – PROGRAMMEUR OU DÉVELOPPEUR DE LOGICIELS – NIVEAU 2		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
O1	Le soumissionnaire doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années un minimum de cinq (5) ans d'expérience à créer, modifier ou intégrer des logiciels dans un environnement informatique.		
O2	Le soumissionnaire doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années un minimum de cinq (5) ans d'expérience à concevoir, mettre au point, mettre à l'essai et implanter des applications sur des serveurs Linux, UNIX ou Windows.		

A.6 – PROGRAMMEUR OU DÉVELOPPEUR DE LOGICIELS – NIVEAU 2				RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES COTÉS	NOMBRE MAXIMAL DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
C1	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée possède l'un ou l'autre des éléments suivants :</p> <p>(i) un diplôme d'une université reconnue dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI;</p> <p>(ii) un diplôme (minimum de deux ans) d'un collège reconnu dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI.</p> <p>Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa soumission d'une copie du diplôme.</p>	2	<p>Diplôme de collège = 1 point</p> <p>Diplôme d'université = 2 points</p>		
C2	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des cinq (5) dernières années de l'expérience à concevoir, développer et implanter des systèmes orientés objet et des applications de niveau n orientées objet à l'aide d'outils tels que le processus unifié rationnel (RUP) et le langage de modélisation unifié (UML).</p>	3	<p>De plus d'un an à deux (2) ans = 1 point</p> <p>De plus de 2 ans à 3 ans = 2 points</p> <p>Plus de 3 ans = 3 points</p>		
C3	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource</p>	3	<p>De plus d'un an à</p>		

	proposée a acquis au cours des cinq (5) dernières années l'expérience à concevoir et développer des applications Web et à assurer le soutien connexe à l'aide d'au moins deux des éléments suivants :		deux (2) ans = 1 point De plus de 2 ans à 3 ans = 2 points Plus de 3 ans = 3 points		
C4	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des cinq (5) dernières années de l'expérience à utiliser des outils et processus de gestion du changement, à contrôler des codes sources, à établir des versions et des branches, à faire le suivi des bogues et à gérer la sortie de versions.	3	De plus d'un an à deux (2) ans = 1 point De plus de 2 ans à 3 ans = 2 points Plus de 3 ans = 3 points		
C5	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des cinq (5) dernières années de l'expérience à faire des essais unitaires automatisés et à employer des outils d'essais en charge pour mettre des logiciels à l'essai, par exemple JMeter, Unity Test,	3	De plus d'un an à deux (2) ans = 1 point De plus de 2 ans à 3 ans = 2 points Plus de		

	LoadRunner, LoadUI et Rational Performance Tester.		3 ans = 3 points		
Total	Maximum : 14 points Minimum : 10 points				

A.6 – PROGRAMMEUR OU DÉVELOPPEUR DE LOGICIELS – NIVEAU 3		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
O1	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années un minimum de dix (10) ans d'expérience à créer, modifier ou intégrer des logiciels dans un environnement informatique.		
O2	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années un minimum de dix (10) ans d'expérience à concevoir, mettre au point, mettre à l'essai et implanter des applications sur des serveurs Linux, UNIX ou Windows.		

A.6 – PROGRAMMEUR OU DÉVELOPPEUR DE LOGICIELS – NIVEAU 3				RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES COTÉS	NOMBRE MAXIMAL DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
C1	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée possède l'un ou l'autre des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) un diplôme d'une université reconnue dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI; (ii) un diplôme (minimum de deux ans) d'un collège reconnu dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI. <p>Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa soumission d'une copie du diplôme.</p>	2	<p>Diplôme de collège = 1 point</p> <p>Diplôme d'université = 2 points</p>		
C2	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années de l'expérience à concevoir, développer et implanter des systèmes orientés objet et des applications de niveau n orientées objet à l'aide d'outils tels que le processus unifié rationnel (RUP) et le langage de modélisation unifié (UML).</p>	3	<p>De plus de 3 ans à 5 ans = 1 point</p> <p>De plus de 5 ans à 7 ans = 2 points</p> <p>Plus de 7 ans = 3 points</p>		

C3	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années l'expérience à concevoir et développer des applications Web et à assurer le soutien connexe à l'aide d'au moins deux des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) cadres de script côté client; (ii) services Web; (iii) langage de balisage extensible (XML); (iv) JavaScript Object Notation (JSON); (v) langage de balisage hypertexte (HTML); (vi) feuilles de style en cascade. 	3	<p>De plus de 3 ans à 5 ans = 1 point</p> <p>De plus de 5 ans à 7 ans = 2 points</p> <p>Plus de 7 ans = 3 points</p>		
C4	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années de l'expérience à utiliser des outils et processus de gestion du changement, à contrôler des codes sources, à établir des versions et des branches, à faire le suivi des bogues et à gérer la sortie de versions.</p>	3	<p>De plus de 3 ans à 5 ans = 1 point</p> <p>De plus de 5 ans à 7 ans = 2 points</p> <p>Plus de 7 ans = 3 points</p>		
C5	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années de l'expérience à faire des essais unitaires automatisés et à employer des outils d'essais en charge pour mettre des logiciels</p>	3	<p>De plus de 3 ans à 5 ans = 1 point</p> <p>De plus de 5 ans à 7 ans = 2 points</p>		

	à l'essai, par exemple JMeter, Unity Test, LoadRunner, LoadUI et Rational Performance Tester.		Plus de 7 ans = 3 points		
Total	Maximum : 14 points Minimum : 10 points				

A.8 – ANALYSTE DE SYSTÈMES – NIVEAU 2		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
O1	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années au moins cinq (5) ans d'expérience à concevoir des systèmes de GI-TI et des spécifications de tels systèmes.		
O2	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des cinq (5) dernières années au moins trois (3) ans d'expérience à concevoir des systèmes et des spécifications de tels systèmes à l'aide d'un cadre de processus unifié rationnel (RUP) ou du langage de modélisation unifié (UML) comprenant une scénarisation par images et des cas d'utilisation de système.		

O3	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années au moins cinq (5) ans d'expérience à concevoir des systèmes et établir des spécifications d'applications de haute disponibilité ¹ et de haut volume ² dans un environnement informatique multiniveau où se côtoient plusieurs applications.		
-----------	--	--	--

¹ On dit d'un système qu'il a une haute disponibilité s'il est en mesure de fonctionner sans défaillance 24 heures sur 24, 365 jours par année et s'il est implanté de manière à assurer une continuité opérationnelle atteignant au moins 99 % du temps chaque année.

² On parle d'application de haut volume lorsqu'un système prend en charge plus de 100 utilisateurs répartis à divers endroits et traite au moins 10 000 transactions par jour.

A.8 – ANALYSTE DE SYSTÈMES – NIVEAU 2				RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES COTÉS	NOMBRE MAXIMAL DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
C1	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée possède l'un ou l'autre des éléments suivants : (i) un diplôme d'une université reconnue dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI; (ii) un diplôme (minimum de deux ans) d'un collège reconnu dans le domaine	2	Diplôme de collège = 1 point Diplôme d'université = 2 points		

	des sciences, du génie ou de la GI-TI. Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa soumission d'une copie du diplôme.				
C2	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années de l'expérience à concevoir des systèmes et des spécifications de tels systèmes à l'aide d'un cadre de processus unifié rationnel (RUP) et du langage de modélisation unifié (UML) comprenant une scénarisation par images et des cas d'utilisation de système.	3	De plus de 3 ans à 4 ans = 1 point De plus de 4 ans à 5 ans = 2 points Plus de 5 ans = 3 points		
C3	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a de l'expérience à analyser et à recommander des spécifications techniques en vue du développement, de la	3	De plus d'un an à deux (2) ans = 1 point De plus de 2 ans à 3 ans = 2 points		

	conception et de l'implantation de spécifications techniques.		Plus de 3 ans = 3 points		
C4	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a de l'expérience à veiller à la bonne intégration des nouvelles exigences techniques dans les processus existants.	3	De plus d'un an à deux (2) ans = 1 point De plus de 2 ans à 3 ans = 2 points Plus de 3 ans = 3 points		
C5	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a de l'expérience à cerner, comprendre et planifier les effets de systèmes planifiés sur une organisation.	3	De plus d'un an à deux (2) ans = 1 point De plus de 2 ans à 3 ans = 2 points Plus de 3 ans = 3 points		
Total	Maximum : 14 points Minimum : 10 points				

A.8 – ANALYSTE DE SYSTÈMES – NIVEAU 3		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
O1	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins dix (10) ans d'expérience à concevoir des systèmes de GI-TI et des spécifications de tels systèmes.		
O2	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années au moins cinq (5) ans d'expérience à concevoir des systèmes et des spécifications de tels systèmes à l'aide d'un cadre de processus unifié rationnel (RUP) et du langage de modélisation unifié (UML) comprenant une scénarisation par images et des cas d'utilisation de système.		
O3	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins dix (10) ans d'expérience à concevoir des systèmes et établir des spécifications d'applications de haute disponibilité ¹ et de haut volume ² dans un environnement informatique multiniveau où se côtoient plusieurs applications.		

¹ On dit d'un système qu'il a une haute disponibilité s'il est en mesure de fonctionner sans défaillance 24 heures sur 24, 365 jours par année et s'il est implanté de manière à assurer une continuité opérationnelle atteignant au moins 99 % du temps chaque année.

² On parle d'application de haut volume lorsqu'un système prend en charge plus de 100 utilisateurs répartis à divers endroits et traite au moins 10 000 transactions par jour.

A.8 – ANALYSTE DE SYSTÈMES – NIVEAU 3				RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES COTÉS	NOMBRE MAXIMAL DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
C1	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée possède l'un ou l'autre des éléments suivants :</p> <p>(i) un diplôme d'une université reconnue dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI;</p> <p>(ii) un diplôme (minimum de deux ans) d'un collège reconnu dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI.</p> <p>Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa soumission d'une copie du diplôme.</p>	2	<p>Diplôme de collège = 1 point</p> <p>Diplôme d'université = 2 points</p>		
C2	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à concevoir des systèmes et des</p>	3	<p>De plus de 5 ans à 7 ans = 1 point</p> <p>De plus de 7 ans à 9 ans = 2 points</p>		

	spécifications de tels systèmes à l'aide d'un cadre de processus unifié rationnel (RUP) et du langage de modélisation unifié (UML) comprenant une scénarisation par images et des cas d'utilisation de système.		Plus de 9 ans = 3 points		
C3	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a de l'expérience à analyser et à recommander des spécifications techniques en vue du développement, de la conception et de l'implantation de spécifications techniques.	3	De plus de 5 ans à 7 ans = 1 point De plus de 7 ans à 9 ans = 2 points Plus de 9 ans = 3 points		
C4	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a de l'expérience à veiller à la bonne intégration des nouvelles exigences techniques dans les processus existants.	3	De plus de 5 ans à 7 ans = 1 point De plus de 7 ans à 9 ans = 2 points Plus de 9 ans = 3 points		
C5	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a de l'expérience à cerner, comprendre et planifier	3	De plus de 5 ans à 7 ans = 1 point De plus de 7 ans à 9 ans =		

	les effets de systèmes planifiés sur une organisation.		2 points Plus de 9 ans = 3 points		
Total	Maximum : 14 points Minimum : 10 points				

A.10 – COORDONNATEUR DES ESSAIS – NIVEAU 2		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
O1	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des cinq (5) dernières années au moins trois (3) ans d'expérience à assurer la coordination des travaux d'élaboration de stratégies d'essai, de rédaction de plans d'essai pour des solutions de GI-TI et de sélection des outils d'essai automatisés.		
O2	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années au moins cinq (5) ans d'expérience à planifier, organiser et ordonnancer des essais de solutions de GI-TI.		

A.10 – COORDONNATEUR DES ESSAIS – NIVEAU 2				RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES COTÉS	NOMBRE MAXIMAL DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
C1	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée possède l'un ou l'autre des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) un diplôme d'une université reconnue dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI; (ii) un diplôme (minimum de deux ans) d'un collège reconnu dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI. <p>Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa soumission d'une copie du diplôme.</p>	2	<p>Diplôme de collège = 1 point</p> <p>Diplôme d'université = 2 points</p>		
C2	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années de l'expérience à fournir de l'aide technique pour cerner,</p>	3	<p>De plus d'un an à deux (2) ans = 1 point</p> <p>De plus de 2 ans à 3 ans = 2 points</p>		

	évaluer et résoudre des problèmes très complexes touchant les essais.		Plus de 3 ans = 3 points		
C3	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années de l'expérience à travailler auprès de clients pour établir et maintenir à jour une méthode d'essai cohérente et répondre aux questions pendant les essais, recommander des pratiques exemplaires en assurance de la qualité et présenter des stratégies d'essai qu'il a préparées à des techniques et à des questionnaires.	3	De plus d'un an à deux (2) ans = 1 point De plus de 2 ans à 3 ans = 2 points Plus de 3 ans = 3 points		
C4	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années de l'expérience à écrire et à exécuter des scripts d'essai, des essais marginaux, des essais fonctionnels et des essais d'extensibilité.	3	De plus d'un an à deux (2) ans = 1 point De plus de 2 ans à 3 ans = 2 points Plus de 3 ans = 3 points		

C5	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années de l'expérience à établir des procédures pour les essais unitaires, les essais d'intégration et les essais de régression du logiciel, en se concentrant sur l'automatisation des procédures d'essai.	3	<p>De plus d'un an à deux (2) ans = 1 point</p> <p>De plus de 2 ans à 3 ans = 2 points</p> <p>Plus de 3 ans = 3 points</p>		
Total	Maximum : 14 points Minimum : 10 points				

A.10 – COORDONNATEUR DES ESSAIS – NIVEAU 3		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
O1	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années au moins cinq (5) ans d'expérience à assurer la coordination des travaux d'élaboration de stratégies d'essai, de rédaction de plans d'essai pour des solutions de GI-TI et de sélection des outils d'essai automatisés.		
O2	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins sept (7) ans		

	d'expérience à planifier, organiser et ordonnancer des essais de solutions de GI-TI.		
--	--	--	--

A.10 – COORDONNATEUR DES ESSAIS – NIVEAU 3				RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES COTÉS	NOMBRE MAXIMAL DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
C1	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée possède l'un ou l'autre des éléments suivants :</p> <p>(i) un diplôme d'une université reconnue dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI;</p> <p>(ii) un diplôme (minimum de deux ans) d'un collège reconnu dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI.</p> <p>Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa soumission d'une copie du diplôme.</p>	2	<p>Diplôme de collège = 1 point</p> <p>Diplôme d'université = 2 points</p>		
C2	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à fournir de l'aide technique pour cerner, évaluer et</p>	3	<p>De plus de 5 ans à 7 ans = 1 point</p> <p>De plus de 7 ans à 9 ans = 2 points</p>		

	résoudre des problèmes très complexes touchant les essais.		Plus de 9 ans = 3 points		
C3	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à travailler auprès de clients pour établir et maintenir à jour une méthode d'essai cohérente et répondre aux questions pendant les essais, recommander des pratiques exemplaires en assurance de la qualité et présenter des stratégies d'essai qu'il a préparées à des techniques et à des questionnaires.	3	De plus de 5 ans à 7 ans = 1 point De plus de 7 ans à 9 ans = 2 points Plus de 9 ans = 3 points		
C4	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à écrire et à exécuter des scripts d'essai, des essais marginaux, des essais fonctionnels et des essais d'extensibilité.	3	De plus de 5 ans à 7 ans = 1 point De plus de 7 ans à 9 ans = 2 points Plus de 9 ans = 3 points		
C5	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à établir des procédures pour les essais unitaires, les essais d'intégration et les essais de régression du logiciel, en se concentrant sur	3	De plus de 5 ans à 7 ans = 1 point De plus de 7 ans à 9 ans = 2 points Plus de 9 ans = 3 points		

	l'automatisation des procédures d'essai.				
Total	Maximum : 14 points Minimum : 10 points				

A.12 – ARCHITECTE WEB – NIVEAU 2		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
O1	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années au moins cinq (5) ans d'expérience à concevoir et à créer des interfaces utilisateur pour des applications Web en fonction de l'utilisation faite par l'organisation ou d'une analyse des tâches.		
O2	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années au moins cinq (5) ans d'expérience à concevoir, diriger, coordonner et effectuer des essais de convivialité.		
O3	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années au moins cinq (5) ans d'expérience à concevoir des prototypes d'interfaces utilisateur basse fidélité ¹ et haute fidélité ² refaits régulièrement en fonction des essais de convivialité et des commentaires reçus.		

¹ Le prototypage basse fidélité correspond au transfert rudimentaire, en stade précoce, des concepts de produit en éléments testables et tangibles en vue de faciliter la collecte et l'analyse des demandes des utilisateurs.

² Le prototypage haute fidélité est un prototypage hautement fonctionnel et interactif plus proche du produit fini qui permet d'évaluer si le produit est utilisable et met au jour les problèmes dans la séquence des tâches et l'interactivité, le cas échéant.

A.12 – ARCHITECTE WEB – NIVEAU 2				RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES COTÉS	NOMBRE MAXIMAL DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
C1	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée possède l'un ou l'autre des éléments suivants :</p> <p>(i) un diplôme d'une université reconnue dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI;</p> <p>(ii) un diplôme (minimum de deux ans) d'un collège reconnu dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI.</p> <p>Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa</p>	2	<p>Diplôme de collège = 1 point</p> <p>Diplôme d'université = 2 points</p>		

	soumission d'une copie du diplôme.				
C2	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années de l'expérience à faire la conception d'interfaces utilisateur d'applications Web.	3	<p>De plus de 5 ans à 6 ans = 1 point</p> <p>De plus de 6 ans à 7 ans = 2 points</p> <p>Plus de 7 ans = 3 points</p>		
C3	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années de l'expérience à créer des rapports d'essais de convivialité qui comprennent les éléments suivants :</p> <p>(i) la détermination de problèmes et de leur nature;</p> <p>(ii) la hiérarchisation des problèmes selon leur gravité;</p> <p>(iii) la formulation de</p>	3	<p>De plus d'un an à deux (2) ans = 1 point</p> <p>De plus de 2 ans à 3 ans = 2 points</p> <p>Plus de 3 ans = 3 points</p>		

	recommandations de choses à régler; (iv) la présentation de rapports à un public diversifié composé de techniciens et de gestionnaires.				
C4	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années de l'expérience à concevoir, à diriger, à coordonner et à mener les tâches suivantes : (i) l'analyse des besoins de l'utilisateur; (ii) l'analyse des tâches; (iii) l'établissement de profils d'utilisateur; (iv) des groupes de discussion, des entrevues ou des sondages.	3	De plus d'un an à deux (2) ans = 1 point De plus de 2 ans à 3 ans = 2 points Plus de 3 ans = 3 points		
Total	Maximum : 11 points Minimum : 8 points				

A.12 – ARCHITECTE WEB – NIVEAU 3		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
O1	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins dix (10) ans d'expérience à concevoir et à créer des interfaces utilisateur pour des applications Web en fonction de l'utilisation faite par l'organisation ou d'une analyse des tâches.		
O2	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins dix (10) ans d'expérience à concevoir, diriger, coordonner et effectuer des essais de convivialité.		
O3	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins dix (10) ans d'expérience à concevoir des prototypes d'interfaces utilisateur basse fidélité ¹ et haute fidélité ² refaits régulièrement en fonction des essais de convivialité et des commentaires reçus.		

¹ Le prototypage basse fidélité correspond au transfert rudimentaire, en stade précoce, des concepts de produit en éléments testables et tangibles en vue de faciliter la collecte et l'analyse des demandes des utilisateurs.

² Le prototypage haute fidélité est un prototypage hautement fonctionnel et interactif plus proche du produit fini qui permet d'évaluer si le produit est utilisable et met au jour les problèmes dans la séquence des tâches et l'interactivité, le cas échéant.

A.12 – ARCHITECTE WEB – NIVEAU 3				RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES COTÉS	NOMBRE MAXIMAL DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
C1	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée possède l'un ou l'autre des éléments suivants :</p> <p>(iii) un diplôme d'une université reconnue dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI;</p> <p>(i) un diplôme (minimum de deux ans) d'un collège reconnu dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI.</p> <p>Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa soumission d'une copie du diplôme.</p>	2	<p>Diplôme de collège = 1 point</p> <p>Diplôme d'université = 2 points</p>		
C2	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à faire la conception</p>	3	<p>De plus de 10 ans à 12 ans = 1 point</p> <p>De plus de 12 ans à 14 ans = 2 points</p>		

	d'interfaces utilisateur d'applications Web.		Plus de 14 ans = 3 points		
C3	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à créer des rapports d'essais de convivialité qui comprennent les éléments suivants :</p> <p>(i) la détermination de problèmes et de leur nature;</p> <p>(ii) la hiérarchisation des problèmes selon leur gravité;</p> <p>(iii) la formulation de recommandations de choses à régler;</p> <p>(iv) la présentation de rapports à un public diversifié composé de techniciens et de gestionnaires.</p>	3	<p>De plus de 5 ans à 7 ans = 1 point</p> <p>De plus de 7 ans à 9 ans = 2 points</p> <p>Plus de 9 ans = 3 points</p>		
C4	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à concevoir, à diriger, à coordonner et à mener les tâches suivantes :</p>	3	<p>De plus de 5 ans à 7 ans = 1 point</p> <p>De plus de 7 ans à 9 ans = 2 points</p> <p>Plus de 9 ans = 3 points</p>		

	(i) l'analyse des besoins de l'utilisateur; (ii) l'analyse des tâches; (iii) l'établissement de profils d'utilisateur; (iv) des groupes de discussion, des entrevues ou des sondages.				
Total	Maximum : 11 points Minimum : 8 points				

I.5 – ARCHITECTE EN GI – NIVEAU 2		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
O1	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années au moins cinq (5) ans d'expérience à titre d'architecte en GI à réaliser les tâches suivantes : (i) analyser les architectures de GI-TI et définir les métadonnées partagées (réutilisables); (ii) créer des modèles de données (conceptuels, logiques et physiques) à l'aide d'outils tels que SAP PowerDesigner, ERwin ou ER/Studio.		
O2	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années au moins cinq (5) ans d'expérience à créer une architecture pour une application ou un système de taille moyenne ou grande comptant au moins 1 000 utilisateurs.		

I.5 – ARCHITECTE EN GI – NIVEAU 2				RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES COTÉS	NOMBRE MAXIMAL DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
C1	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée possède l'un ou l'autre des éléments suivants :</p> <p>(i) un diplôme d'une université reconnue dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI;</p> <p>(ii) un diplôme (minimum de deux ans) d'un collège reconnu dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI.</p> <p>Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa soumission d'une copie du diplôme.</p>	2	<p>Diplôme de collège = 1 point</p> <p>Diplôme d'université = 2 points</p>		
C2	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années de l'expérience à effectuer au moins cinq (5) des tâches suivantes dans le cadre de projets de GI-TI :</p> <p>(i) analyser les capacités et les besoins existants, restructurer les cadres et recommander les secteurs dans lesquels</p>	3	<p>De plus de 5 ans à 6 ans = 1 point</p> <p>De plus de 6 ans à 7 ans = 2 points</p> <p>Plus de 7 ans = 3 points</p>		

	<p>on doit améliorer la capacité et l'intégration;</p> <p>(ii) analyser les architectures de GI-TI et définir les métadonnées partagées (réutilisables);</p> <p>(iii) créer des modèles de données (conceptuels, logiques et physiques) à l'aide d'outils à cet effet;</p> <p>(iv) élaborer et rédiger des énoncés détaillés des besoins;</p> <p>(v) évaluer les procédures et méthodes en vigueur; définir puis consigner le contenu des systèmes, la structure et les sous-systèmes d'applications et produire un dictionnaire de données;</p> <p>(vi) définir et consigner les interfaces entre les opérations manuelles et automatisées dans les sous-systèmes d'application, avec les systèmes externes et entre les nouveaux systèmes et les systèmes en place;</p> <p>(vii) élaborer des prototypes de solutions potentielles, fournir des renseignements de remplacement et proposer une ligne de conduite recommandée;</p> <p>(viii) faire une analyse coûts-avantages de la mise en œuvre de nouveaux processus et de nouvelles</p>				
--	---	--	--	--	--

	<p>(ix) solutions; donner des conseils relatifs à la préparation des processus opérationnels et des modèles informationnels et à leur intégration en vue d'éliminer les redondances;</p> <p>(x) fournir des conseils pour définir les nouveaux besoins et les possibilités d'accroître l'efficacité technologique au sein de l'organisation.</p> <p>Un minimum de six (6) mois d'expérience à exécuter la tâche en question est nécessaire pour que l'expérience compte.</p>				
C3	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années de l'expérience à titre d'architecte en GI à réaliser les tâches suivantes :</p> <p>(i) analyser les architectures de GI-TI et définir les métadonnées partagées (réutilisables);</p> <p>(ii) créer des modèles de données (conceptuels, logiques et physiques) à l'aide d'outils tels que SAP PowerDesigner, ERwin ou ER/Studio.</p>	3	<p>De plus de 5 ans à 6 ans = 1 point</p> <p>De plus de 6 ans à 7 ans = 2 points</p> <p>Plus de 7 ans = 3 points</p>		
C4	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la personne proposée a acquis au cours des dix (10) dernières</p>	3	<p>De plus d'un an à deux (2) ans = 1 point</p>		

	<p>années de l'expérience à travailler sur des projets de GI-TI dans les domaines de la sécurité publique¹ et de la défense, plus précisément dans l'un ou l'autre des domaines suivants :</p> <p>(i) défense; (ii) renseignement; (iii) sécurité nationale; (iv) application de la loi.</p>		<p>De plus de 2 ans à 3 ans = 2 points</p> <p>Plus de 3 ans = 3 points</p>		
TOTAL	<p>Maximum : 11</p> <p>Minimum : 8</p>				

¹ Les domaines de la sécurité publique et de la défense englobent les entités gouvernementales qui s'occupent de la protection et de la sécurité de la population canadienne et du Canada.

I.5 – ARCHITECTE EN GI – NIVEAU 3		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
O1	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins dix (10) ans d'expérience à titre d'architecte en GI à réaliser les tâches suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) analyser les architectures de GI-TI et définir les métadonnées partagées (réutilisables); (ii) créer des modèles de données (conceptuels, logiques et physiques) à l'aide d'outils tels que SAP PowerDesigner, ERwin ou ER/Studio. 		
O2	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des 15 dernières années au moins dix (10) ans d'expérience à créer une architecture pour une application ou un système de taille moyenne ou grande comptant au moins 1 000 utilisateurs.</p>		

I.5 – ARCHITECTE EN GI – NIVEAU 3				RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES COTÉS	NOMBRE MAXIMAL DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
C1	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée possède l'un ou l'autre des éléments suivants :</p> <p>(i) un diplôme d'une université reconnue dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI;</p> <p>(ii) un diplôme (minimum de deux ans) d'un collège reconnu dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI.</p> <p>Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa soumission d'une copie du diplôme.</p>	2	<p>Diplôme de collège = 1 point</p> <p>Diplôme d'université = 2 points</p>		

C2	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à effectuer au moins cinq (5) des tâches suivantes dans le cadre de projets de GI-TI :</p> <p>(i) analyser les capacités et les besoins existants, restructurer les cadres et recommander les secteurs dans lesquels on doit améliorer la capacité et l'intégration;</p> <p>(ii) analyser les architectures de GI-TI et définir les métadonnées partagées (réutilisables);</p> <p>(iii) créer des modèles de données (conceptuels, logiques et physiques) à l'aide d'outils à cet effet;</p> <p>(iv) élaborer et rédiger des énoncés détaillés des besoins;</p> <p>(v) évaluer les procédures et méthodes en vigueur; définir puis consigner</p>	3	<p>De plus de 10 ans à 12 ans = 1 point</p> <p>De plus de 12 ans à 14 ans = 2 points</p> <p>Plus de 14 ans = 3 points</p>		
-----------	---	---	---	--	--

	<p>(vi) le contenu des systèmes, la structure et les sous-systèmes d'applications et produire un dictionnaire de données; définir et consigner les interfaces entre les opérations manuelles et automatisées dans les sous-systèmes d'application, avec les systèmes externes et entre les nouveaux systèmes et les systèmes en place;</p> <p>(vii) élaborer des prototypes de solutions potentielles, fournir des renseignements de remplacement et proposer une ligne de conduite recommandée;</p> <p>(viii) faire une analyse coûts-avantages de la mise en œuvre de nouveaux processus et de nouvelles solutions;</p> <p>(ix) donner des conseils relatifs à la préparation des processus opérationnels et des modèles informationnels</p>				
--	--	--	--	--	--

	<p>et à leur intégration en vue d'éliminer les redondances;</p> <p>(x) fournir des conseils pour définir les nouveaux besoins et les possibilités d'accroître l'efficacité technologique au sein de l'organisation.</p> <p>Un minimum de six (6) mois d'expérience à exécuter la tâche en question est nécessaire pour que l'expérience compte.</p>				
C3	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à titre d'architecte en GI à réaliser les tâches suivantes :</p> <p>(i) analyser les architectures de GI-TI et définir les métadonnées partagées (réutilisables);</p> <p>(ii) créer des modèles de données (conceptuels, logiques et physiques) à l'aide d'outils tels que SAP PowerDesigner,</p>	3	<p>De plus de 10 ans à 12 ans = 1 point</p> <p>De plus de 12 ans à 14 ans = 2 points</p> <p>Plus de 14 ans = 3 points</p>		

	ERwin ou ER/Studio.				
C4	L'entrepreneur doit démontrer que la personne proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à travailler sur des projets de GI-TI dans les domaines de la sécurité publique ¹ et de la défense, plus précisément dans l'un ou l'autre des domaines suivants : (i) défense; (ii) renseignement; (iii) sécurité nationale; (iv) application de la loi.	3	De plus de 6 ans à 8 ans = 1 point De plus de 8 ans à 10 ans = 2 points Plus de 10 ans = 3 points		
TOTAL	Maximum : 11 points Minimum : 8 points				

¹ Les domaines de la sécurité publique et de la défense englobent les entités gouvernementales qui s'occupent de la protection et de la sécurité de la population canadienne et du Canada.

I.6 – ANALYSTE DE RÉSEAUX – NIVEAU 2		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
O1	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années au moins cinq (5) ans d'expérience à titre d'analyste de réseau dans		

	un environnement de réseau de taille moyenne ¹ ou de grande taille ² .		
O2	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années au moins cinq (5) ans d'expérience à concevoir et exécuter des projets d'intégration de réseaux.		

¹ S'entend d'une taille moyenne un environnement comptant de 500 à 1 000 nœuds de réseau.

² S'entend d'une grande taille un environnement comptant plus de 1 000 nœuds de réseau.

I.6 – ANALYSTE DE RÉSEAUX – NIVEAU 2				RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES COTÉS	NOMBRE MAXIMAL DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
C1	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée possède l'un ou l'autre des éléments suivants :</p> <p>(i) un diplôme d'une université reconnue dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI;</p> <p>(ii) un diplôme (minimum de deux ans) d'un collège reconnu dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI.</p> <p>Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa soumission d'une copie du diplôme.</p>	2	<p>Diplôme de collège = 1 point</p> <p>Diplôme d'université = 2 points</p>		

C2	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années de l'expérience à gérer, installer, configurer et mettre à l'essai des produits et infrastructures de technologies de l'information et à en assurer le dépannage et la maintenance ainsi qu'à offrir le soutien nécessaire.	3	De plus d'un an à trois (3) ans = 1 point De plus de 3 ans à 5 ans = 2 points Plus de 5 ans = 3 points		
C3	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des cinq (5) dernières années de l'expérience dans au moins deux des spécialités suivantes : (i) produits de système d'exploitation de réseau Microsoft; (ii) systèmes d'exploitation VMware; (iii) produits de catégories entreprise et fournisseur de services Cisco; (iv) réseaux IP; (v) intégration des applications.	3	De plus d'un an à deux (2) ans = 1 point De plus de 2 ans à 3 ans = 2 points Plus de 3 ans = 3 points		
C4	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des cinq (5) dernières années de l'expérience à planifier, concevoir ou implanter un nouveau dispositif ou système de sécurité réseau.	3	De plus d'un an à deux (2) ans = 1 point De plus de 2 ans à 3 ans = 2 points Plus de 3 ans = 3 points		
C5	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des cinq (5) dernières années de l'expérience à offrir des services de dépannage et à mettre à l'essai des appareils réseau.	3	De plus d'un an à deux (2) ans = 1 point		

			De plus de 2 ans à 3 ans = 2 points Plus de 3 ans = 3 points		
C6	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a au moins l'une des certifications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) CCIE (Cisco Certified Internetwork Expert); (ii) CCNP (Cisco Certified Network Professional); (iii) JNCIE-ENT (Juniper Networks Certified Enterprise Routing and Switching Expert); (iv) CompTIA Network+; (v) WCNA (Wireshark Certified Network Analyst). <p>Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa soumission d'une copie de chaque certification valide.</p>	3	<p>1 certification = 1 point</p> <p>2 certifications = 2 points</p> <p>Plus de 2 certifications = 3 points</p>		
TOTAL	<p>Maximum : 17</p> <p>Minimum : 12</p>				

I.6 – ANALYSTE DE RÉSEAUX – NIVEAU 3		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
O1	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins dix (10) ans d'expérience à titre d'analyste de réseau dans un environnement de réseau de taille moyenne ¹ ou de grande taille ² .		
O2	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins dix (10) ans d'expérience à concevoir et exécuter des projets d'intégration de réseaux.		

¹ S'entend d'une taille moyenne un environnement comptant de 500 à 1 000 nœuds de réseau.

² S'entend d'une grande taille un environnement comptant plus de 1 000 nœuds de réseau.

I.6 – ANALYSTE DE RÉSEAUX – NIVEAU 3				RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES COTÉS	NOMBRE MAXIMAL DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
C1	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée possède l'un ou l'autre des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) un diplôme d'une université reconnue dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI; (ii) un diplôme (minimum de deux ans) d'un collège reconnu dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI. <p>Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa soumission d'une copie du diplôme.</p>	2	<p>Diplôme de collège = 1 point</p> <p>Diplôme d'université = 2 points</p>		
C2	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à gérer, installer, configurer et mettre à l'essai des produits et infrastructures de technologies de l'information et à en assurer le dépannage et la maintenance ainsi qu'à offrir le soutien nécessaire.</p>	3	<p>De plus de 10 ans à 11 ans = 1 point</p> <p>De plus de 11 ans à 12 ans = 2 points</p> <p>Plus de 12 ans = 3 points</p>		

C3	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années de l'expérience dans au moins deux des spécialités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) produits de système d'exploitation de réseau Microsoft; (ii) systèmes d'exploitation VMware; (iii) produits de catégories entreprise et fournisseur de services Cisco; (iv) réseaux IP; (v) intégration des applications. 	3	<p>De plus de 4 ans à 6 ans = 1 point</p> <p>De plus de 6 ans à 8 ans = 2 points</p> <p>Plus de 8 ans = 3 points</p>		
C4	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années de l'expérience à planifier, concevoir ou implanter un nouveau dispositif ou système de sécurité réseau.</p>	3	<p>De plus de 4 ans à 6 ans = 1 point</p> <p>De plus de 6 ans à 8 ans = 2 points</p> <p>Plus de 8 ans = 3 points</p>		
C5	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années de l'expérience à offrir des services de dépannage et à mettre à l'essai des appareils réseau.</p>	3	<p>De plus de 4 ans à 6 ans = 1 point</p> <p>De plus de 6 ans à 8 ans = 2 points</p> <p>Plus de 8 ans = 3 points</p>		
C6	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a au moins l'une des certifications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) CCIE (Cisco Certified Internetwork Expert); (ii) CCNP (Cisco Certified Network Professional); 	3	<p>1 certification = 1 point</p> <p>2 certifications = 2 points</p> <p>Plus de</p>		

	(iii) CCNA (Cisco Certified Network Associate); (iv) CCDA; (v) JNCIE-ENT (Juniper Networks Certified Enterprise Routing and Switching Expert); (vi) CompTIA Network+; (vii) WCNA (Wireshark Certified Network Analyst); (viii) CCSI; (ix) CSSP; (x) CCIP. Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa soumission d'une copie de chaque certification valide.		2 certifications = 3 points		
TOTAL	Maximum : 17 points Minimum : 12 points				

I.10 – ARCHITECTE TECHNIQUE – NIVEAU 2		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
O1	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années au moins cinq (5) ans d'expérience à élaborer des architectures techniques, des cadres et des stratégies.		
O2	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années au moins cinq (5) ans		

	d'expérience à analyser et évaluer les autres solutions technologiques possibles pour corriger des problèmes.		
O3	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années au moins cinq (5) ans d'expérience à intégrer tous les aspects de solutions technologiques et coordonner le déploiement de solutions de TI sur de multiples réseaux ou dans des environnements englobant plus d'un site.		

I.10 – ARCHITECTE TECHNIQUE – NIVEAU 2				RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES COTÉS	NOMBRE MAXIMAL DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
C1	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée possède l'un ou l'autre des éléments suivants :</p> <p>(i) un diplôme d'une université reconnue dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI;</p> <p>(ii) un diplôme (minimum de deux ans) d'un collège reconnu dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI.</p> <p>Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit</p>	2	<p>Diplôme de collège = 1 point</p> <p>Diplôme d'université = 2 points</p>		

	accompagner sa soumission d'une copie du diplôme.				
C2	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la personne proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années de l'expérience à travailler sur des projets de GI-TI dans les domaines de la sécurité publique¹ et de la défense, plus précisément dans l'un ou l'autre des domaines suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) défense; (ii) renseignement; (iii) sécurité nationale; (iv) application de la loi. 	3	<p>De plus d'un an à deux (2) ans = 1 point</p> <p>De plus de 2 ans à 3 ans = 2 points</p> <p>Plus de 3 ans = 3 points</p>		
C3	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années, de l'expérience dans les tâches suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) élaborer des architectures techniques, des cadres de travail et des stratégies; (ii) recueillir de la documentation sur les politiques, normes et règles applicables et les respecter; (iii) évaluer le matériel et les logiciels susceptibles de répondre à des exigences particulières et d'avoir la performance adéquate. 	3	<p>De plus de 5 ans à 6 ans = 1 point</p> <p>De plus de 6 ans à 7 ans = 2 points</p> <p>Plus de 7 ans = 3 points</p>		

C4	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années de l'expérience à créer et à intégrer des architectures d'entreprise en GI-TI avec au moins trois (3) des produits suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">(i) gamme de produits de virtualisation VMware;(ii) réseaux de stockage ou stockage en réseau (architecture centralisée);(iii) plateformes de stockage Isilon de Dell EMC;(iv) plateformes Hitachi Universal Storage;(v) produits de catégories entreprise et fournisseur de services Cisco;(vi) Red Hat Enterprise Linux;(vii) Microsoft Windows Server. <p>Un minimum d'un an d'expérience avec le produit en question est nécessaire pour que l'expérience compte.</p>	3	<p>De plus de 3 ans à 4 ans = 1 point</p> <p>De plus de 4 ans à 5 ans = 2 points</p> <p>Plus de 5 ans = 3 points</p>		
C5	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années de l'expérience à planifier, concevoir et implanter des architectures d'entreprise</p>	3	<p>1 architecture = 1 point</p> <p>2 architectures = 2 points</p> <p>Plus de 2 architectures = 3 points</p>		

	<p>dans des environnements complexes.</p> <p>S'entend d'un environnement organisationnel complexe un ensemble interconnecté de services qui peut couvrir diverses zones géographiques. On dit d'une architecture qu'elle est organisationnelle si elle peut prendre en charge plus de 1 000 utilisateurs.</p>				
C6	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années de l'expérience à prendre en charge des produits et services de technologies de l'information suivant une architecture de domaine sécurisé et en assurer la maintenance.</p> <p>Un domaine sécurisé correspond à un réseau de technologies de l'information comprenant des domaines classifiés au moins au niveau Secret. La personne doit aussi connaître les restrictions, lois, règles, politiques et meilleures pratiques qui s'appliquent lorsque ce type de réseau traite divers niveaux de classification de sécurité.</p>	3	<p>De plus de 5 ans à 6 ans = 1 point</p> <p>De plus de 6 ans à 7 ans = 2 points</p> <p>Plus de 7 ans = 3 points</p>		

<p>C7</p>	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a au moins l'une des certifications suivantes :</p> <p>(i) certifications Cisco :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. CCIE (Cisco Certified Internetwork Expert); b. CCNP (Cisco Certified Network Professional); c. CCNA (Cisco Certified Network Associate); <p>(ii) certifications Microsoft :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. MCITP (Microsoft Certified IT Professional); b. MCSA (Microsoft Certified Solutions Associated); c. MCSE (Microsoft Certified Solutions Expert); <p>(iii) certifications VMware Certified Professional ou supérieures.</p> <p>Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa soumission d'une copie de chaque certification valide.</p>	<p>3</p>	<p>1 certification = 1 point</p> <p>2 certifications = 2 points</p> <p>Plus de 2 certifications = 3 points</p>		
------------------	--	----------	--	--	--

Total	Maximum : 20 points	
	Minimum : 14 points	

¹ Les domaines de la sécurité publique et de la défense englobent les entités gouvernementales qui s'occupent de la protection et de la sécurité de la population canadienne et du Canada.

I.10 – ARCHITECTE TECHNIQUE – NIVEAU 3		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
O1	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins dix (10) ans d'expérience à concevoir des architectures techniques, cadres et stratégies.		

O2	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins dix (10) ans d'expérience à analyser et évaluer les autres solutions technologiques possibles pour corriger des problèmes.		
O3	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins dix (10) ans d'expérience à intégrer tous les aspects de solutions technologiques et coordonner le déploiement de solutions de TI sur de multiples réseaux ou dans des environnements englobant plus d'un site.		

I.10 – ARCHITECTE TECHNIQUE – NIVEAU 3				RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES COTÉS	NOMBRE MAXIMAL DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
C1	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource possède l'un ou l'autre des éléments suivants : (i) un diplôme d'une université reconnue dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI; (ii) un diplôme (minimum de deux ans) d'un collège reconnu dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI. Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa soumission d'une copie du diplôme.	2	Diplôme de collège = 1 point Diplôme d'université = 2 points		
C2	L'entrepreneur doit démontrer que la personne proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à travailler sur des projets de GI-TI dans les domaines de la	3	De plus de 6 ans à 8 ans = 1 point		

	sécurité publique ¹ et de la défense, plus précisément dans l'un ou l'autre des domaines suivants :		De plus de 8 ans à 10 ans = 2 points Plus de 10 ans = 3 points		
	(i) défense; (ii) renseignement; (iii) sécurité nationale; (iv) application de la loi.				
C3	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années, de l'expérience dans les tâches suivantes :		De plus de 10 ans à 12 ans = 1 point De plus de 12 ans à 14 ans = 2 points Plus de 14 ans = 3 points		
	(i) élaborer des architectures techniques, des cadres de travail et des stratégies; (ii) recueillir de la documentation sur les politiques, normes et règles applicables et les respecter; (iii) évaluer le matériel et les logiciels susceptibles de répondre à des exigences particulières et d'avoir la performance adéquate.	3			
C4	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à créer et à intégrer des architectures d'entreprise en GI-TI avec au moins cinq (5) des produits suivants :		De plus de 10 ans à 12 ans = 1 point De plus de 12 ans à 14 ans = 2 points Plus de 14 ans = 3 points		
	(i) gamme de produits de virtualisation VMware; (ii) réseaux de stockage ou stockage en réseau (architecture centralisée); (iii) plateformes de stockage Isilon de Dell EMC; (iv) plateformes Hitachi Universal Storage; (v) produits de catégories entreprise et fournisseur de services Cisco; (vi) Red Hat Enterprise Linux; (vii) Microsoft Windows Server. Un minimum de deux (2) ans d'expérience avec le produit en question	3			

	est nécessaire pour que l'expérience compte.				
C5	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à planifier, concevoir et implanter des architectures d'entreprise dans des environnements complexes.</p> <p>S'entend d'un environnement organisationnel complexe un ensemble interconnecté de services qui peut couvrir diverses zones géographiques. On dit d'une architecture qu'elle est organisationnelle si elle peut prendre en charge plus de 1 000 utilisateurs.</p>	3	<p>3 architectures = 1 point</p> <p>4 architectures = 2 points</p> <p>Plus de 5 architectures = 3 points</p>		
C6	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à prendre en charge des produits et services de technologies de l'information suivant une architecture de domaine sécurisé et en assurer la maintenance.</p> <p>Un domaine sécurisé correspond à un réseau de technologies de l'information comprenant des domaines classifiés au moins au niveau Secret. La personne doit aussi connaître les restrictions, lois, règles, politiques et meilleures pratiques qui s'appliquent lorsque ce type de réseau traite divers niveaux de classification de sécurité.</p>	3	<p>De plus de 10 ans à 12 ans = 1 point</p> <p>De plus de 12 ans à 14 ans = 2 points</p> <p>Plus de 14 ans = 3 points</p>		
C7	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a au moins l'une des certifications suivantes :</p>	3	<p>1 certification = 1 point</p> <p>2 certifications = 2 points</p>		

	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a au moins l'une des certifications suivantes :</p> <p>(i) certifications Cisco :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. CCIE (Cisco Certified Internetwork Expert); b. CCNP (Cisco Certified Network Professional); c. CCNA (Cisco Certified Network Associate); <p>(ii) certifications Microsoft :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. MCITP (Microsoft Certified IT Professional); b. MCSA (Microsoft Certified Solutions Associated); c. MCSE (Microsoft Certified Solutions Expert); <p>(iii) certifications VMware Certified Professional ou supérieures.</p> <p>Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa soumission d'une copie de chaque certification valide.</p>		<p>Plus de 2 certifications = 3 points</p>		
Total	<p>Maximum : 20 points</p> <p>Minimum : 14 points</p>				

¹ Les domaines de la sécurité publique et de la défense englobent les entités gouvernementales qui s'occupent de la protection et de la sécurité de la population canadienne et du Canada.

B.1 – ANALYSTE DES ACTIVITÉS – NIVEAU 2		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
O1	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années au moins cinq (5) ans d'expérience à effectuer des analyses des besoins fonctionnels pour déterminer les exigences, les procédures, les méthodes, les sous-systèmes, les interfaces, les prototypes et la séquence des décisions de projets de GI-TI.		
O2	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années au moins trois (3) ans d'expérience à déterminer les cas types d'utilisation aux fins de modélisation et définir les besoins opérationnels.		
O3	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années au moins cinq (5) ans d'expérience à contribuer à l'établissement des options de solutions viables et recommander la voie à suivre.		
O4	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années au moins cinq (5) ans d'expérience à concevoir des analyses de processus et des spécifications fonctionnelles en vue de la création de processus opérationnels automatisés dans le cadre de projets de GI-TI.		
O5	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années au moins trois (3) ans d'expérience à transmettre les résultats d'analyses ainsi que les options possibles à des dirigeants		

	techniques, à la direction et à d'autres équipes techniques (architecture, conception, développement).		
--	--	--	--

B.1 – ANALYSTE DES ACTIVITÉS – NIVEAU 2				RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES COTÉS	NOMBRE MAXIMAL DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
C1	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée possède l'un ou l'autre des éléments suivants :</p> <p>(i) un diplôme d'une université reconnue dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI;</p> <p>(ii) un diplôme (minimum de deux ans) d'un collège reconnu dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI.</p> <p>Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa soumission d'une copie du diplôme.</p>	2	<p>Diplôme de collège = 1 point</p> <p>Diplôme d'université = 2 points</p>		
C2	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années de l'expérience à effectuer</p>	3	<p>De plus de 5 ans à 6 ans = 1 point</p>		

	des analyses des besoins fonctionnels pour déterminer les exigences, les procédures, les méthodes, les sous-systèmes, les interfaces, les prototypes et la séquence des décisions de projets de GI-TI.		De plus de 6 ans à 7 ans = 2 points Plus de 7 ans = 3 points		
C3	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années de l'expérience à concevoir des analyses de processus et des spécifications fonctionnelles en vue de la création de processus opérationnels automatisés dans le cadre de projets de GI-TI.	3	De plus de 5 ans à 6 ans = 1 point De plus de 6 ans à 7 ans = 2 points Plus de 7 ans = 3 points		
C4	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années de l'expérience à mener des entrevues et à donner des ateliers auprès de gens d'affaires et de techniciens dans le but de recueillir et de consigner les besoins, processus et flux de travail de projets de GI-TI.	3	De plus de 5 ans à 6 ans = 1 point De plus de 6 ans à 7 ans = 2 points Plus de 7 ans = 3 points		

C5	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années de l'expérience à transmettre les résultats d'analyses ainsi que les options possibles à des dirigeants techniques, à la direction et à d'autres équipes du projet (architecture, conception, développement).	3	De plus de 3 ans à 4 ans = 1 point De plus de 4 ans à 5 ans = 2 points Plus de 5 ans = 3 points		
Total	Maximum : 14 points Minimum : 10 points				

B.1 – ANALYSTE DES ACTIVITÉS – NIVEAU 3		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
O1	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins huit (8) ans d'expérience à effectuer des analyses des besoins fonctionnels pour déterminer les exigences, les procédures, les méthodes, les sous-systèmes, les interfaces, les prototypes et la séquence des décisions de projets de GI-TI.		

O2	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins cinq (5) ans d'expérience à déterminer les cas types d'utilisation aux fins de modélisation et définir les besoins opérationnels.		
O3	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins huit (8) ans d'expérience à contribuer à l'établissement des options de solutions viables et recommander la voie à suivre.		
O4	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins huit (8) ans d'expérience à concevoir des analyses de processus et des spécifications fonctionnelles en vue de la création de processus opérationnels automatisés dans le cadre de projets de GI-TI.		
O5	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins cinq (5) ans d'expérience à transmettre les résultats d'analyses ainsi que les options possibles à des dirigeants techniques, à la direction et à d'autres équipes techniques (architecture, conception, développement).		

B.1 – ANALYSTE DES ACTIVITÉS – NIVEAU 3				RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES COTÉS	NOMBRE MAXIMAL DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
C1	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée possède l'un ou l'autre des éléments suivants :</p> <p>(i) un diplôme d'une université reconnue dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI;</p> <p>(ii) un diplôme (minimum de deux ans) d'un collège reconnu dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI.</p> <p>Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa soumission d'une copie du diplôme.</p>	2	<p>Diplôme de collège = 1 point</p> <p>Diplôme d'université = 2 points</p>		
C2	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à effectuer des analyses des besoins fonctionnels pour déterminer les exigences, les procédures, les méthodes, les sous-systèmes, les interfaces, les prototypes et la</p>	3	<p>De plus de 8 ans à 10 ans = 1 point</p> <p>De plus de 10 ans à 12 ans = 2 points</p> <p>Plus de 12 ans = 3 points</p>		

	séquence des décisions de projets de GI-TI.				
C3	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à concevoir des analyses de processus et des spécifications fonctionnelles en vue de la création de processus opérationnels automatisés dans le cadre de projets de GI-TI.	3	<p>De plus de 8 ans à 10 ans = 1 point</p> <p>De plus de 10 ans à 12 ans = 2 points</p> <p>Plus de 12 ans = 3 points</p>		
C4	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à mener des entrevues et à donner des ateliers auprès de gens d'affaires et de techniciens dans le but de recueillir et de consigner les besoins, processus et flux de travail de projets de GI-TI.	3	<p>De plus de 8 ans à 10 ans = 1 point</p> <p>De plus de 10 ans à 12 ans = 2 points</p> <p>Plus de 12 ans = 3 points</p>		
C5	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières	3	De plus de 5 ans à 7 ans = 1 point		

	années de l'expérience à transmettre les résultats d'analyses ainsi que les options possibles à des dirigeants techniques, à la direction et à d'autres équipes du projet (architecture, conception, développement).		De plus de 7 ans à 9 ans = 2 points Plus de 9 ans = 3 points		
Total	Maximum : 14 points Minimum : 10 points				

B.9 – DÉVELOPPEUR DE DIDACTIQUES – NIVEAU 2		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
O1	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années au moins cinq (5) ans d'expérience à effectuer l'évaluation des besoins et l'analyse des objectifs de formation pour des projets de GI-TI.		
O2	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années au moins trois (3) ans d'expérience à planifier et à contrôler les formations pour des projets de GI-TI.		
O3	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années au moins trois (3) ans		

	d'expérience à créer du matériel pédagogique et préparer les utilisateurs finaux à la formation d'après le contenu de didacticiels.		
--	---	--	--

B.9 – DÉVELOPPEUR DE DIDACTICIELS – NIVEAU 2				RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES COTÉS	NOMBRE MAXIMAL DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
C1	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée possède l'un ou l'autre des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) un diplôme d'une université reconnue dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI; (ii) un diplôme (minimum de deux ans) d'un collège reconnu dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI. <p>Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa soumission d'une copie du diplôme.</p>	2	<p>Diplôme de collège = 1 point</p> <p>Diplôme d'université = 2 points</p>		
C2	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années de l'expérience à planifier et à</p>	3	<p>De plus de 3 ans à 4 ans = 1 point</p>		

	surveiller les formations pour des projets de GI-TI.		De plus de 4 ans à 5 ans = 2 points Plus de 5 ans = 3 points		
C3	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années de l'expérience à créer du matériel pédagogique et préparer les utilisateurs finaux à la formation d'après le contenu de didacticiels.	3	De plus de 3 ans à 4 ans = 1 point De plus de 4 ans à 5 ans = 2 points Plus de 5 ans = 3 points		
C4	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a de l'expérience à travailler sur des technologies connexes telles qu'Adobe Captivate et RoboHelp.	3	De plus d'un an à deux (2) ans = 1 point De plus de 2 ans à 3 ans = 2 points Plus de 3 ans = 3 points		
C5	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée détient des certifications dans des technologies connexes telles qu'Adobe Captivate et RoboHelp. Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa soumission	3	1 certification = 1 point 2 certifications = 2 points Plus de 2 certifications = 3 points		

	d'une copie de chaque certification valide.				
Total	Maximum : 14 points Minimum : 10 points				

B.9 – DÉVELOPPEUR DE DIDACTICIELS – NIVEAU 3		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
O1	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins dix (10) ans d'expérience à effectuer l'évaluation des besoins et l'analyse des objectifs de formation pour des projets de GI-TI.		
O2	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins six (6) ans d'expérience à planifier et à contrôler les formations pour des projets de GI-TI.		
O3	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années au moins six (6) ans d'expérience à créer du matériel pédagogique et préparer les utilisateurs finaux à la formation d'après le contenu de didacticiels.		

B.9 – DÉVELOPPEUR DE DIDACTIQUES – NIVEAU 3				RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES COTÉS	NOMBRE MAXIMAL DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
C1	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée possède l'un ou l'autre des éléments suivants :</p> <p>(iii) un diplôme d'une université reconnue dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI;</p> <p>(iv) un diplôme (minimum de deux ans) d'un collège reconnu dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI.</p> <p>Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa soumission d'une copie du diplôme.</p>	2	<p>Diplôme de collège = 1 point</p> <p>Diplôme d'université = 2 points</p>		
C2	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à planifier et à surveiller les</p>	3	<p>De plus de 6 ans à 8 ans = 1 point</p> <p>De plus de 8 ans à 10 ans = 2 points</p>		

	formations pour des projets de GI-TI.		Plus de 10 ans = 3 points		
C3	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à créer du matériel pédagogique et préparer les utilisateurs finaux à la formation d'après le contenu de didacticiels.	3	De plus de 6 ans à 8 ans = 1 point De plus de 8 ans à 10 ans = 2 points Plus de 10 ans = 3 points		
C4	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a de l'expérience à travailler sur des technologies connexes telles qu'Adobe Captivate et RoboHelp.	3	De plus de 4 ans à 6 ans = 1 point De plus de 6 ans à 8 ans = 2 points Plus de 8 ans = 3 points		
C5	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée détient des certifications dans des technologies connexes telles qu'Adobe Captivate et RoboHelp. Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa soumission d'une copie de chaque certification valide.	3	1 certification = 1 point 2 certifications = 2 points Plus de 2 certifications = 3 points		

Total	Maximum : 14 points	
	Minimum : 10 points	

B.12 – SPÉCIALISTE EN SOUTIEN DES RÉSEAUX – NIVEAU 2		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
O1	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années au moins cinq (5) ans d'expérience à gérer, installer, configurer et mettre à l'essai des produits, services et infrastructures de technologies de l'information et à en assurer le dépannage et la maintenance ainsi qu'à offrir le soutien nécessaire.		
O2	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des cinq (5) dernières années au moins trois (3) ans d'expérience à assurer la maintenance de produits, services et infrastructures de technologies de l'information ainsi qu'à offrir le soutien nécessaire dans au moins deux (2) des spécialités suivantes : (i) système d'exploitation de réseau Microsoft; (ii) réseaux IP; (iii) intégration des applications.		
O3	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années au moins trois (3) ans d'expérience à prendre en charge des produits et		

	services de technologies de l'information suivant une architecture de domaine sécurisé ¹ et en assurer la maintenance.		
--	---	--	--

¹ Un domaine sécurisé correspond à un réseau de technologies de l'information comprenant des domaines classifiés au moins au niveau Secret. La personne doit aussi connaître les restrictions, lois, règles, politiques et meilleures pratiques qui s'appliquent lorsque ce type de réseau traite divers niveaux de classification de sécurité.

B.12 – SPÉCIALISTE EN SOUTIEN DES RÉSEAUX – NIVEAU 2				RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES COTÉS	NOMBRE MAXIMAL DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
C1	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée possède l'un ou l'autre des éléments suivants :</p> <p>(i) un diplôme d'une université reconnue dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI;</p> <p>(ii) un diplôme (minimum de deux ans) d'un collège reconnu dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI.</p> <p>Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa</p>	2	<p>Diplôme de collège = 1 point</p> <p>Diplôme d'université = 2 points</p>		

	soumission d'une copie du diplôme.				
C2	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années de l'expérience à gérer, installer, configurer et mettre à l'essai des produits, services et infrastructures de technologies de l'information et à en assurer le dépannage et la maintenance ainsi qu'à offrir le soutien nécessaire.	3	<p>De plus de 5 ans à 6 ans = 1 point</p> <p>De plus de 6 ans à 7 ans = 2 points</p> <p>Plus de 7 ans = 3 points</p>		
C3	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années de l'expérience dans au moins deux (2) des spécialités suivantes :</p> <p>(i) produits de système d'exploitation de réseau Microsoft;</p> <p>(ii) systèmes d'exploitation VMware;</p> <p>(iii) produits de catégories entreprise et fournisseur de services Cisco;</p> <p>(iv) réseaux IP;</p> <p>(v) intégration des applications.</p>	3	<p>De plus de 3 ans à 5 ans = 1 point</p> <p>De plus de 5 ans à 7 ans = 2 points</p> <p>Plus de 7 ans = 3 points</p>		
C4	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a	3	De plus de 3 ans à 5 ans = 1 point		

	acquis au cours des dix (10) dernières années de l'expérience à planifier, concevoir ou implanter un nouveau dispositif ou système de sécurité réseau.		De plus de 5 ans à 7 ans = 2 points Plus de 7 ans = 3 points		
Total	Maximum : 11 points Minimum : 8 points				

B.12 – SPÉCIALISTE EN SOUTIEN DES RÉSEAUX – NIVEAU 3		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
O1	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins dix (10) ans d'expérience à gérer, installer, configurer et mettre à l'essai des produits, services et infrastructures de technologies de l'information et à en assurer le dépannage et la maintenance ainsi qu'à offrir le soutien nécessaire.		
O2	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années au moins cinq (5) ans d'expérience à assurer la maintenance de produits, services et infrastructures de technologies de l'information ainsi qu'à offrir le soutien nécessaire dans au moins deux (2) des spécialités suivantes : (i) système d'exploitation de réseau Microsoft; (ii) réseaux IP; (iii) intégration des applications.		

O3	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins cinq (5) ans d'expérience à prendre en charge des produits et services de technologies de l'information suivant une architecture de domaine sécurisé ¹ et en assurer la maintenance.		

¹ Un domaine sécurisé correspond à un réseau de technologies de l'information comprenant des domaines classifiés au moins au niveau Secret. La personne doit aussi connaître les restrictions, lois, règles, politiques et meilleures pratiques qui s'appliquent lorsque ce type de réseau traite divers niveaux de classification de sécurité.

B.12 – SPÉCIALISTE EN SOUTIEN DES RÉSEAUX – NIVEAU 3				RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES COTÉS	NOMBRE MAXIMAL DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
C1	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée possède l'un ou l'autre des éléments suivants : (i) un diplôme d'une université reconnue dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI; (ii) un diplôme (minimum de deux ans) d'un collège reconnu dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI.	2	Diplôme de collège = 1 point Diplôme d'université = 2 points		

	Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa soumission d'une copie du diplôme.				
C2	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à gérer, installer, configurer et mettre à l'essai des produits, services et infrastructures de technologies de l'information et à en assurer le dépannage et la maintenance ainsi qu'à offrir le soutien nécessaire.	3	<p>De plus de 10 ans à 12 ans = 1 point</p> <p>De plus de 12 ans à 14 ans = 2 points</p> <p>Plus de 14 ans = 3 points</p>		
C3	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience dans au moins deux des spécialités suivantes :</p> <p>(i) produits de système d'exploitation de réseau Microsoft;</p> <p>(ii) systèmes d'exploitation VMware;</p> <p>(iii) produits de catégories entreprise et fournisseur de services Cisco;</p> <p>(iv) réseaux IP;</p> <p>(v) intégration des applications.</p>	3	<p>De plus de 8 ans à 10 ans = 1 point</p> <p>De plus de 10 ans à 12 ans = 2 points</p> <p>Plus de 12 ans = 3 points</p>		
C4	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des	3	De plus de 8 ans à 10 ans = 1 point		

	quinze (15) dernières années de l'expérience à planifier, concevoir ou implanter un nouveau dispositif ou système de sécurité réseau.		De plus de 10 ans à 12 ans = 2 points Plus de 12 ans = 3 points		
Total	Maximum : 11 points Minimum : 8 points				

B.14 – RÉDACTEUR TECHNIQUE – NIVEAU 2		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
O1	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années au moins cinq (5) ans d'expérience à titre de rédacteur technique (ou un équivalent) sur des projets de GI-TI.		
O2	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années au moins cinq (5) ans d'expérience à planifier, chercher et rédiger de la documentation technique, par exemple des		

	énoncés de besoins, des spécifications de systèmes, des modes d'emploi et des rubriques d'aide technique en ligne pour des projets de GI-TI.		
O3	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années au moins cinq (5) ans d'expérience à utiliser un outil de traitement de texte ou un logiciel d'édition, y compris pour le Web.		

B.14 – RÉDACTEUR TECHNIQUE – NIVEAU 2				RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES COTÉS	NOMBRE MAXIMAL DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
C1	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée possède l'un ou l'autre des éléments suivants :</p> <p>(iii) un diplôme d'une université reconnue dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI;</p> <p>(iv) un diplôme (minimum de deux ans) d'un collège reconnu dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI.</p> <p>Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit</p>	2	<p>Diplôme de collège = 1 point</p> <p>Diplôme d'université = 2 points</p>		

	accompagner sa soumission d'une copie du diplôme.				
C2	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années de l'expérience à titre de rédacteur technique (ou un équivalent) sur des projets de GI-TI.	3	<p>De plus de 5 ans à 6 ans = 1 point</p> <p>De plus de 6 ans à 7 ans = 2 points</p> <p>Plus de 7 ans = 3 points</p>		
C3	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années de l'expérience à planifier, chercher et rédiger de la documentation technique, par exemple des énoncés de besoins, des spécifications de systèmes, des modes d'emploi et des rubriques d'aide technique en ligne pour des projets de GI-TI.	3	<p>De plus de 5 ans à 6 ans = 1 point</p> <p>De plus de 6 ans à 7 ans = 2 points</p> <p>Plus de 7 ans = 3 points</p>		
C4	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années de l'expérience à utiliser des outils de traitement de texte ou des logiciels d'édition, y compris pour le Web.	3	<p>De plus de 5 ans à 6 ans = 1 point</p> <p>De plus de 6 ans à 7 ans = 2 points</p> <p>Plus de 7 ans = 3 points</p>		
Total	Maximum : 11 points Minimum : 8 points				

B.14 – RÉDACTEUR TECHNIQUE – NIVEAU 3		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
O1	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins huit (8) ans d'expérience à titre de rédacteur technique (ou un équivalent) sur des projets de GI-TI.		
O2	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins huit (8) ans d'expérience à planifier, chercher et rédiger de la documentation technique, par exemple des énoncés de besoins, des spécifications de systèmes, des modes d'emploi et des rubriques d'aide technique en ligne pour des projets de GI-TI.		
O3	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins huit (8) ans d'expérience à utiliser un outil de traitement de texte ou un logiciel d'édition, y compris pour le Web.		

B.14 – RÉDACTEUR TECHNIQUE – NIVEAU 3				RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES COTÉS	NOMBRE MAXIMAL DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
C1	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée possède l'un ou l'autre des éléments suivants :</p> <p>(v) un diplôme d'une université reconnue dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI;</p> <p>(vi) un diplôme (minimum de deux ans) d'un collège reconnu dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI.</p> <p>Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa soumission d'une copie du diplôme.</p>	2	<p>Diplôme de collège = 1 point</p> <p>Diplôme d'université = 2 points</p>		
C2	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à titre de rédacteur technique (ou un équivalent) sur des projets de GI-TI.</p>	3	<p>De plus de 8 ans à 10 ans = 1 point</p> <p>De plus de 10 ans à 12 ans = 2 points</p> <p>Plus de 12 ans = 3 points</p>		

C3	(vi) L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à planifier, chercher et rédiger de la documentation technique, par exemple des énoncés de besoins, des spécifications de systèmes, des modes d'emploi et des rubriques d'aide technique en ligne pour des projets de GI-TI.	3	<p>De plus de 8 ans à 10 ans = 1 point</p> <p>De plus de 10 ans à 12 ans = 2 points</p> <p>Plus de 12 ans = 3 points</p>		
C4	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à utiliser des outils de traitement de texte ou des logiciels d'édition, y compris pour le Web.	3	<p>De plus de 8 ans à 10 ans = 1 point</p> <p>De plus de 10 ans à 12 ans = 2 points</p> <p>Plus de 12 ans = 3 points</p>		
Total	<p>Maximum : 11 points</p> <p>Minimum : 8 points</p>				

P.1 – CONSEILLER EN GESTION DU CHANGEMENT – NIVEAU 2		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
O1	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années au moins cinq (5) ans d'expérience à rédiger des plans et à élaborer des stratégies de gestion du changement.		
O2	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années au moins cinq (5) ans d'expérience à évaluer les effets de changements apportés à des systèmes de GI-TI dans des organisations de grande taille qui emploient au moins 1 000 personnes.		
O3	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années au moins cinq (5) ans d'expérience à rédiger de nouvelles politiques ou procédures internes en fonction de changements apportés à l'organisation et aux systèmes de GI-TI.		
O4	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années au moins cinq (5) ans d'expérience à rédiger des documents tels que des communiqués, des notes d'information, des rapports annuels et des présentations au Conseil du Trésor en fonction des changements et des transformations qui surviennent à l'interne.		

P.1 – CONSEILLER EN GESTION DU CHANGEMENT – NIVEAU 2				RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES COTÉS	NOMBRE MAXIMAL DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
C1	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée possède l'un ou l'autre des éléments suivants :</p> <p>(i) un diplôme d'une université reconnue dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI;</p> <p>(ii) un diplôme (minimum de deux ans) d'un collège reconnu dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI.</p> <p>Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa soumission d'une copie du diplôme.</p>	2	<p>Diplôme de collège = 1 point</p> <p>Diplôme d'université = 2 points</p>		

C2	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a de l'expérience à recueillir de l'information et à mener des entrevues ainsi qu'à donner des ateliers auprès de gens d'affaires et de techniciens dans le cadre de projets.	3	<p>De plus de 5 ans à 6 ans = 1 point</p> <p>De plus de 6 ans à 7 ans = 2 points</p> <p>Plus de 7 ans = 3 points</p>		
C3	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée a de l'expérience à analyser et à concevoir la transformation de la prestation de services en GI-TI. Il est question ici de collaborer avec les intervenants pour élaborer et mettre en œuvre des stratégies et des approches pour la prestation de services de GI-TI.	3	<p>De plus de 5 ans à 6 ans = 1 point</p> <p>De plus de 6 ans à 7 ans = 2 points</p> <p>Plus de 7 ans = 3 points</p>		
Total	<p>Maximum : 8 points</p> <p>Minimum : 6 points</p>				

P.1 – CONSEILLER EN GESTION DU CHANGEMENT – NIVEAU 3		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
O1	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins dix (10) ans d'expérience à travailler sur un minimum de trois (3) projets de transformation des activités ou de GI-TI dont le budget atteignait au moins 1 M\$.		
O2	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins dix (10) ans d'expérience à rédiger des plans et à élaborer des stratégies de gestion du changement.		
O3	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins dix (10) ans d'expérience à évaluer les effets de changements apportés à des systèmes de GI-TI dans des organisations de grande taille qui emploient au moins 10 000 personnes.		
O4	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins dix (10) ans d'expérience à rédiger de nouvelles politiques ou procédures internes en fonction de changements apportés à l'organisation et aux systèmes de GI-TI.		
O5	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins dix (10) ans d'expérience à rédiger des documents tels que des communiqués, des notes d'information, des rapports		

	annuels et des présentations au Conseil du Trésor en fonction des changements et des transformations qui surviennent à l'interne.		
--	---	--	--

P.1 – CONSEILLER EN GESTION DU CHANGEMENT – NIVEAU 3				RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES COTÉS	NOMBRE MAXIMAL DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
C1	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée possède l'un ou l'autre des éléments suivants :</p> <p>(i) un diplôme d'une université reconnue dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI;</p> <p>(ii) un diplôme (minimum de deux ans) d'un collège reconnu dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI.</p> <p>Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire</p>	2	<p>Diplôme de collège = 1 point</p> <p>Diplôme d'université = 2 points</p>		

	doit accompagner sa soumission d'une copie du diplôme.				
C2	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a de l'expérience à recueillir de l'information et à mener des entrevues ainsi qu'à donner des ateliers auprès de gens d'affaires et de techniciens dans le cadre de projets.	3	<p>De plus de 10 ans à 12 ans = 1 point</p> <p>De plus de 12 ans à 14 ans = 2 points</p> <p>Plus de 14 ans = 3 points</p>		
C3	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée a de l'expérience à analyser et à concevoir la transformation de la prestation de services en GI-TI. Il est question ici de collaborer avec les	3	<p>De plus de 10 ans à 12 ans = 1 point</p> <p>De plus de 12 ans à 14 ans = 2 points</p>		

	intervenants pour élaborer et mettre en œuvre des stratégies et des approches pour la prestation de services de GI-TI.		Plus de 14 ans = 3 points		
Total	Maximum : 8 points Minimum : 6 points				

P.9 – GESTIONNAIRE DE PROJET – NIVEAU 2		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
O1	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années au moins cinq (5) ans d'expérience à effectuer des tâches de gestion de projet pendant les phases de mise en route et de planification dans un environnement de GI-TI qui compte au moins 5 000 utilisateurs et dont le budget atteint au moins 10 M\$.		
O2	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années au moins cinq (5) ans d'expérience à gérer l'implantation de systèmes de GI-TI.		
O3	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années au moins cinq (5) ans d'expérience à implanter des processus de gestion		

	des versions pour des projets touchant des systèmes de GI-TI.		
O4	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années au moins cinq (5) ans d'expérience à implanter des processus de gestion des risques et problèmes pour des projets touchant des systèmes de GI-TI.		

P.9 – GESTIONNAIRE DE PROJET – NIVEAU 2				RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES COTÉS	NOMBRE MAXIMAL DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
C1	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée possède l'un ou l'autre des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) un diplôme d'une université reconnue dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI; (ii) un diplôme (minimum de deux ans) d'un collège reconnu dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI. <p>Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa soumission d'une copie du diplôme.</p>	2	<p>Diplôme de collège = 1 point</p> <p>Diplôme d'université = 2 points</p>		

C2	L'entrepreneur doit démontrer que la personne proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années de l'expérience à gérer au moins deux (2) projets de GI-TI. Chaque projet doit avoir duré au moins un an.	3	<p>De plus de 5 ans à 6 ans = 1 point</p> <p>De plus de 6 ans à 7 ans = 2 points</p> <p>Plus de 7 ans = 3 points</p>		
C3	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée a une version valide des certifications suivantes :</p> <p>(i) PMP (Project Management Professional);</p> <p>(ii) PRINCE2 (Projects in Controlled Environments);</p> <p>(iii) PMI-SP (Project Scheduling Professional).</p> <p>Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa soumission d'une copie de chaque certification valide.</p>	3	Chaque certification = 1 point		
Total	<p>Maximum : 8 points</p> <p>Minimum : 6 points</p>				

P.9 – GESTIONNAIRE DE PROJET – NIVEAU 3		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
O1	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins dix (10) ans d'expérience à effectuer des tâches de gestion de projet pendant les phases de mise en route et de planification dans un vaste environnement de GI-TI qui compte au moins 10 000 utilisateurs et dont le budget atteint au moins 30 M\$.		
O2	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins dix (10) ans d'expérience à gérer le développement et l'implantation de systèmes de GI-TI.		
O3	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins dix (10) ans d'expérience à créer ou implanter des processus de gestion des versions pour des projets touchant des systèmes de GI-TI.		
O4	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins dix (10) ans d'expérience à créer ou implanter des processus de gestion des risques et problèmes pour des projets touchant des systèmes de GI-TI.		

P.9 – GESTIONNAIRE DE PROJET – NIVEAU 3				RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES COTÉS	NOMBRE MAXIMAL DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
C1	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée possède l'un ou l'autre des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) un diplôme d'une université reconnue dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI; (ii) un diplôme (minimum de deux ans) d'un collège reconnu dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI. <p>Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa soumission d'une copie du diplôme.</p>	2	<p>Diplôme de collège = 1 point</p> <p>Diplôme d'université = 2 points</p>		
C2	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la personne proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à gérer au moins trois (3) projets de GI-TI. Chaque projet doit avoir duré au moins deux (2) ans.</p>	3	<p>De plus de 10 ans à 12 ans = 1 point</p> <p>De plus de 12 ans à 14 ans = 2 points</p> <p>Plus de 14 ans = 3 points</p>		

C3	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède l'une des certifications professionnelles suivantes en gestion de projet :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) PMP (Project Management Professional); (ii) PRINCE2 (Projects in Controlled Environments); (iii) PMI-SP (Project Scheduling Professional). <p>Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa soumission d'une copie de chaque certification valide.</p>	3	Chaque certification = 1 point		
Total	<p>Maximum : 8 points</p> <p>Minimum : 6 points</p>				

P.10 – AGENT D'ORDONNANCEMENT DE PROJET – NIVEAU 2		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
O1	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années au moins cinq (5) ans d'expérience à établir et à prendre en charge des calendriers de projet sur Microsoft Project pour au moins un projet de GI-TI d'une durée de plus d'un an.		
O2	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années au moins cinq (5) ans d'expérience à concevoir et tenir à jour des structures de répartition du travail pour au moins un projet de GI-TI d'une durée de plus d'un an.		
O3	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années au moins cinq (5) ans d'expérience à produire des rapports concernant le calendrier d'un projet et à cerner les problèmes dans l'établissement du calendrier et les dépendances entre les diverses tâches pour au moins un projet de GI-TI d'une durée de plus d'un an.		
O4	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années au moins cinq (5) ans d'expérience à suivre la méthode de chemin critique pour au moins un projet de GI-TI d'une durée de plus d'un an.		

P.10 – AGENT D'ORDONNANCEMENT DE PROJET – NIVEAU 2				RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES COTÉS	NOMBRE MAXIMAL DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
C1	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée possède l'un ou l'autre des éléments suivants :</p> <p>(i) un diplôme d'une université reconnue dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI;</p> <p>(ii) un diplôme (minimum de deux ans) d'un collège reconnu dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI.</p> <p>Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa soumission d'une copie du diplôme.</p>	2	<p>Diplôme de collège = 1 point</p> <p>Diplôme d'université = 2 points</p>		
C2	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années de l'expérience à tenir à jour des documents de projet à l'aide de logiciels de la suite Microsoft Office, notamment MS Word, MS Excel, MS PowerPoint,</p>	3	<p>De plus de 5 ans à 6 ans = 1 point</p> <p>De plus de 6 ans à 7 ans = 2 points</p> <p>Plus de 7 ans = 3 points</p>		

	MS Project, MS Visio et Adobe Acrobat Pro.				
C3	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années de l'expérience à tenir à jour des calendriers de projet à l'aide de MS Project.	3	<p>De plus de 5 ans à 6 ans = 1 point</p> <p>De plus de 6 ans à 7 ans = 2 points</p> <p>Plus de 7 ans = 3 points</p>		
C4	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède l'une des certifications professionnelles suivantes en gestion de projet :</p> <p>(i) PMP (Project Management Professional);</p> <p>(ii) PRINCE2 (Projects in Controlled Environments);</p> <p>(iii) PMI-SP (Project Scheduling Professional).</p> <p>Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa</p>	3	Chaque certification = 1 point		

	soumission d'une copie de chaque certification valide.				
Total	Maximum : 11 points Minimum : 8 points				

P.10 – AGENT D'ORDONNANCEMENT DE PROJET – NIVEAU 3		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
O1	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins dix (10) ans d'expérience à prendre en charge des calendriers de projet sur Microsoft Project pour au moins trois (3) projets de GI-TI. Chaque projet doit avoir duré plus d'un an et avoir eu un budget d'au moins 10 M\$.		
O2	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins dix (10) ans d'expérience à concevoir et tenir à jour des structures de répartition du travail pour au moins trois (3) projets de GI-TI. Chaque projet doit avoir duré plus d'un an et avoir eu un budget d'au moins 10 M\$.		

O3	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins dix (10) ans d'expérience à produire des rapports concernant le calendrier d'un projet et à cerner les problèmes dans l'établissement du calendrier et les dépendances entre les diverses tâches pour au moins trois (3) projets de GI-TI. Chaque projet doit avoir duré plus d'un an et avoir eu un budget d'au moins 10 M\$.		
O4	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins dix (10) ans d'expérience à suivre la méthode de chemin critique pour au moins trois (3) projets de GI-TI. Chaque projet doit avoir duré plus d'un an et avoir eu un budget d'au moins 10 M\$.		

P.10 – AGENT D'ORDONNANCEMENT DE PROJET – NIVEAU 3				RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES COTÉS	NOMBRE MAXIMAL DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
C1	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée possède l'un ou l'autre des éléments suivants : (i) un diplôme d'une université reconnue dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI; (ii) un diplôme (minimum de deux ans) d'un	2	Diplôme de collège = 1 point Diplôme d'université = 2 points		

	<p>collège reconnu dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI.</p> <p>Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa soumission d'une copie du diplôme.</p>				
C2	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à tenir à jour des documents de projet à l'aide de logiciels de la suite Microsoft Office, notamment MS Word, MS Excel, MS PowerPoint, MS Project, MS Visio et Adobe Acrobat Pro.</p>	3	<p>De plus de 10 ans à 12 ans = 1 point</p> <p>De plus de 12 ans à 14 ans = 2 points</p> <p>Plus de 14 ans = 3 points</p>		
C3	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à tenir à jour des calendriers de projet à l'aide de MS Project.</p>	3	<p>De plus de 10 ans à 12 ans = 1 point</p> <p>De plus de 12 ans à 14 ans = 2 points</p> <p>Plus de 14 ans = 3 points</p>		

C4	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède l'une des certifications professionnelles suivantes en gestion de projet :</p> <p>(i) PMP (Project Management Professional);</p> <p>(ii) PRINCE2 (Projects in Controlled Environments);</p> <p>(iii) PMI-SP (Project Scheduling Professional).</p> <p>Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa soumission d'une copie de chaque certification valide.</p>	3	Chaque certification = 1 point		
Total	<p>Maximum : 11 points</p> <p>Minimum : 8 points</p>				

P.12 – SPÉCIALISTE EN GESTION DU RISQUE – NIVEAU 2		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
O1	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années au moins cinq (5) ans d'expérience à déterminer les risques de projets et à effectuer des évaluations des risques de projets de		

	GI-TI pluriannuels, complexes et de grande envergure dont le budget atteint au moins 10 M\$.		
O2	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années au moins cinq (5) ans d'expérience à gérer des registres de risques.		
O3	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années au moins cinq (5) ans d'expérience à gérer des processus de gestion des risques et problèmes pour des projets touchant des systèmes de TI.		

P.12 – SPÉCIALISTE EN GESTION DU RISQUE – NIVEAU 2				RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES COTÉS	NOMBRE MAXIMAL DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
C1	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée possède l'un ou l'autre des éléments suivants : (i) un diplôme d'une université reconnue dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI;	2	Diplôme de collège = 1 point Diplôme d'université = 2 points		

	<p>(ii) un diplôme (minimum de deux ans) d'un collège reconnu dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI.</p> <p>Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa soumission d'une copie du diplôme.</p>				
C2	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années de l'expérience à effectuer des évaluations des risques et à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies et plans de gestion des risques.	3	<p>De plus de 5 ans à 6 ans = 1 point</p> <p>De plus de 6 ans à 7 ans = 2 points</p> <p>Plus de 7 ans = 3 points</p>		
C3	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années de l'expérience à utiliser des outils et des techniques de gestion des risques standards tels que la matrice des probabilités et des répercussions, la	3	<p>De plus de 5 ans à 6 ans = 1 point</p> <p>De plus de 6 ans à 7 ans = 2 points</p> <p>Plus de 7 ans = 3 points</p>		

	technique Delphi, l'analyse de la cause profonde et le registre des risques.				
C4	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années de l'expérience à utiliser des logiciels standards de gestion des besoins pour l'aider à déterminer le ratio risque-besoin et à faire une analyse des répercussions de changements.	3	<p>De plus de 5 ans à 6 ans = 1 point</p> <p>De plus de 6 ans à 7 ans = 2 points</p> <p>Plus de 7 ans = 3 points</p>		
C5	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années de l'expérience à utiliser le Rational Dynamic Object Oriented Requirements System d'IBM pour l'aider à déterminer le ratio risque-besoin et à faire une analyse des répercussions de changements.	3	<p>De plus d'un an à deux (2) ans = 1 point</p> <p>De plus de 2 ans à 3 ans = 2 points</p> <p>Plus de 3 ans = 3 points</p>		

C6	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la personne proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années de l'expérience à travailler sur des projets de GI-TI dans les domaines de la sécurité publique¹ et de la défense, plus précisément dans l'un ou l'autre des domaines suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) défense; (ii) renseignement; (iii) sécurité nationale; (iv) application de la loi. 	3	<p>De plus d'un an à deux (2) ans = 1 point</p> <p>De plus de 2 ans à 3 ans = 2 points</p> <p>Plus de 3 ans = 3 points</p>		
C7	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède l'une des certifications professionnelles suivantes en gestion de projet :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) PMP (Project Management Professional); (ii) PRINCE2 (Projects in Controlled Environments); (iii) certification en gestion des risques de projet. <p>Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire</p>	3	<p>Chaque certification = 1 point</p>		

	doit accompagner sa soumission d'une copie de chaque certification valide.				
Total	Maximum : 20 points Minimum : 14 points				

¹ Les domaines de la sécurité publique et de la défense englobent les entités gouvernementales qui s'occupent de la protection et de la sécurité de la population canadienne et du Canada.

P.12 – SPÉCIALISTE EN GESTION DU RISQUE – NIVEAU 3		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
O1	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins dix (10) ans d'expérience à déterminer les risques de projets et à effectuer des évaluations des risques d'au moins trois (3) projets de GI-TI pluriannuels, complexes et de grande envergure dont le budget atteint au moins 10 M\$.		
O2	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins dix (10) ans d'expérience à analyser et à régler des problèmes de gestion des risques en cernant les risques comme tels, en en établissant l'ampleur et en prenant les décisions nécessaires pour une organisation ou un projet.		

O3	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins dix (10) ans d'expérience à créer et implanter des processus de gestion des risques et problèmes pour des projets touchant des systèmes de GI-TI.		
-----------	--	--	--

P.12 – SPÉCIALISTE EN GESTION DU RISQUE – NIVEAU 3				RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES COTÉS	NOMBRE MAXIMAL DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
C1	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée possède l'un ou l'autre des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) un diplôme d'une université reconnue dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI; (ii) un diplôme (minimum de deux ans) d'un collège reconnu dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI. <p>Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa soumission d'une copie du diplôme.</p>	2	<p>Diplôme de collège = 1 point</p> <p>Diplôme d'université = 2 points</p>		

C2	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à effectuer des évaluations des risques et à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies et plans de gestion des risques.	3	<p>De plus de 10 ans à 12 ans = 1 point</p> <p>De plus de 12 ans à 14 ans = 2 points</p> <p>Plus de 14 ans = 3 points</p>		
C3	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à utiliser des outils et des techniques de gestion des risques standards tels que la matrice des probabilités et des répercussions, la technique Delphi, l'analyse de la cause profonde et le registre des risques.	3	<p>De plus de 8 ans à 10 ans = 1 point</p> <p>De plus de 10 ans à 12 ans = 2 points</p> <p>Plus de 12 ans = 3 points</p>		
C4	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à utiliser des logiciels standards de gestion des besoins pour l'aider à déterminer le ratio risque-besoin et à faire une analyse des répercussions de changements.	3	<p>De plus de 8 ans à 10 ans = 1 point</p> <p>De plus de 10 ans à 12 ans = 2 points</p> <p>Plus de 12 ans = 3 points</p>		

C5	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à utiliser le Rational Dynamic Object Oriented Requirements System d'IBM pour l'aider à déterminer le ratio risque-besoin et à faire une analyse des répercussions de changements.	3	<p>De plus de 3 ans à 5 ans = 1 point</p> <p>De plus de 5 ans à 7 ans = 2 points</p> <p>Plus de 7 ans = 3 points</p>		
C6	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la personne proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à travailler sur des projets de GI-TI dans les domaines de la sécurité publique¹ et de la défense, plus précisément dans l'un ou l'autre des domaines suivants :</p> <p>(i) défense; (ii) renseignement; (iii) sécurité nationale; (iv) application de la loi.</p>	3	<p>De plus de 6 ans à 8 ans = 1 point</p> <p>De plus de 8 ans à 10 ans = 2 points</p> <p>Plus de 10 ans = 3 points</p>		
C7	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède l'une des certifications professionnelles suivantes en gestion de projet :</p> <p>(i) PMP (Project Management Professional); (ii) PRINCE2 (Projects in Controlled Environments);</p>	3	Chaque certification = 1 point		

	(iii) certification en gestion des risques de projet. Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa soumission d'une copie de chaque certification valide.				
Total	Maximum : 20 points Minimum : 14 points				

¹ Les domaines de la sécurité publique et de la défense englobent les entités gouvernementales qui s'occupent de la protection et de la sécurité de la population canadienne et du Canada.

C.3 – ANALYSTE EN ÉVALUATION DE LA MENACE ET DES RISQUES À LA SÉCURITÉ DES TI ET EN ÉVALUATION ET AUTORISATION DE SÉCURITÉ – NIVEAU 2		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
O1	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années au moins cinq (5) ans d'expérience à rédiger et à livrer au moins deux (2) des rapports suivants : (i) analyse de la sécurité des données; (ii) les concepts d'opération; (iii) énoncés de sensibilité; (iv) évaluations de la menace; (v) évaluations non techniques des vulnérabilités; (vi) évaluations des risques; (vii) menace à la sécurité des TI;		

	(viii) comptes rendus sur les vulnérabilités ou les risques.		
O2	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années au moins cinq (5) ans d'expérience à examiner, analyser ou appliquer au moins deux (2) éléments par les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) les politiques fédérales, provinciales ou territoriales en sécurité des TI; (ii) les processus d'évaluation et d'accréditation de sécurité des systèmes de TI; (iii) les produits, mesures de protection et meilleures pratiques en sécurité des TI; (iv) les stratégies d'atténuation des risques à la sécurité des TI. 		
O3	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années au moins cinq (5) ans d'expérience à effectuer au moins deux (2) des activités d'évaluation suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) rédiger des plans d'évaluation de la sécurité; (ii) vérifier si les mesures de sécurité respectent les politiques et les normes applicables; (iii) valider les exigences de sécurité en établissant une correspondance entre les règles de sécurité propres au système et les exigences de sécurité fonctionnelle et entre les exigences de sécurité à toutes les étapes des documents de conception; (iv) vérifier si les mesures de sécurité ont été mises en œuvre correctement et si l'obligation d'assurance a été respectée (ce qui comprend la confirmation que le système a été correctement configuré et que les mesures de sécurité satisfont aux normes applicables); (v) faire l'évaluation et les essais de sécurité pour déterminer si les mesures de protection techniques fonctionnent bien; 		

	(vi) évaluer le risque résiduel mis au jour par l'évaluation des risques afin de déterminer s'il correspond à un niveau de risque acceptable.		
--	---	--	--

C.3 – ANALYSTE EN ÉVALUATION DE LA MENACE ET DES RISQUES À LA SÉCURITÉ DES TI ET EN ÉVALUATION ET AUTORISATION DE SÉCURITÉ – NIVEAU 2				RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES COTÉS	NOMBRE MAXIMAL DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
C1	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée possède l'un ou l'autre des éléments suivants :</p> <p>(i) un diplôme d'une université reconnue dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI;</p> <p>(ii) un diplôme (minimum de deux ans) d'un collège reconnu dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI.</p> <p>Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa soumission d'une copie du diplôme.</p>	2	<p>Diplôme de collège = 1 point</p> <p>Diplôme d'université = 2 points</p>		

C2	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années de l'expérience à examiner les résultats de la certification dans la documentation d'examen de conception par le responsable d'accréditation pour que le niveau de risque inhérent à un système soit acceptable et que le système respecte les règles et normes de sécurité qui lui sont propres et celles qui concernent le ministère et déterminer les conditions de fonctionnement du système.	3	De plus d'un an à deux (2) ans = 1 point De plus de 2 ans à 3 ans = 2 points Plus de 3 ans = 3 points		
C3	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années de l'expérience à cerner les menaces de nature humaine, technique, physique et procédurale aux systèmes de TI fédéraux, provinciaux et territoriaux et les vulnérabilités de ces systèmes.	3	De plus d'un an à deux (2) ans = 1 point De plus de 2 ans à 3 ans = 2 points Plus de 3 ans = 3 points		
C4	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource possède l'une ou l'autre des certifications suivantes en sécurité des TI :	5	Chaque certification = 1 point		

	<p>(i) CISSP (Certified Information Systems Security Professional);</p> <p>(ii) CISA (Certified Information Systems Auditor);</p> <p>(iii) CISM (Certified Information Security Manager);</p> <p>(iv) certification Risk and Information Systems Control d'ISACA;</p> <p>(v) certification ISO 27001 Lead Auditor.</p> <p>Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa soumission d'une copie de chaque certification valide.</p>				
Total	<p>Maximum : 13 points</p> <p>Minimum : 9 points</p>				

C.3 – ANALYSTE EN ÉVALUATION DE LA MENACE ET DES RISQUES À LA SÉCURITÉ DES TI ET EN ÉVALUATION ET AUTORISATION DE SÉCURITÉ – NIVEAU 3		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
O1	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins dix (10) ans d'expérience à rédiger au moins deux (2) des rapports suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) analyse de la sécurité des données; (ii) concepts d'opération; (iii) énoncés de sensibilité; (iv) évaluations de la menace; (v) évaluations non techniques des vulnérabilités; (vi) évaluations des risques; (vii) menace à la sécurité des TI; (viii) comptes rendus sur les vulnérabilités ou les risques. 		
O2	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins dix (10) ans d'expérience à examiner, analyser ou appliquer au moins deux (2) éléments par les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) les politiques fédérales, provinciales ou territoriales en sécurité des TI; (ii) les processus d'évaluation et d'accréditation de sécurité des systèmes de TI; (iii) les produits, mesures de protection et meilleures pratiques en sécurité des TI; (iv) les stratégies d'atténuation des risques à la sécurité des TI. 		
O3	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins dix (10) ans d'expérience à effectuer au moins deux (2) des activités d'évaluation suivantes :</p>		

	<ul style="list-style-type: none">(i) rédiger des plans d'évaluation de la sécurité;(ii) vérifier si les mesures de sécurité respectent les politiques et les normes applicables;(iii) valider les exigences de sécurité en établissant une correspondance entre les règles de sécurité propres au système et les exigences de sécurité fonctionnelle et entre les exigences de sécurité à toutes les étapes des documents de conception;(iv) vérifier si les mesures de sécurité ont été mises en œuvre correctement et si l'obligation d'assurance a été respectée (ce qui comprend la confirmation que le système a été correctement configuré et que les mesures de sécurité satisfont aux normes applicables);(v) faire l'évaluation et les essais de sécurité pour déterminer si les mesures de protection techniques fonctionnent bien;(vi) évaluer le risque résiduel mis au jour par l'évaluation des risques afin de déterminer s'il correspond à un niveau de risque acceptable.		
--	--	--	--

C.3 – ANALYSTE EN ÉVALUATION DE LA MENACE ET DES RISQUES À LA SÉCURITÉ DES TI ET EN ÉVALUATION ET AUTORISATION DE SÉCURITÉ – NIVEAU 3				RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES COTÉS	NOMBRE MAXIMAL DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
C1	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée possède l'un ou l'autre des éléments suivants : (i) un diplôme d'une université reconnue dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI;	2	Diplôme de collège = 1 point Diplôme d'université = 2 points		

	<p>(ii) un diplôme (minimum de deux ans) d'un collège reconnu dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI.</p> <p>Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa soumission d'une copie du diplôme.</p>				
C2	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à examiner les résultats de la certification dans la documentation d'examen de conception par le responsable d'accréditation pour que le niveau de risque inhérent à un système soit acceptable et que le système respecte les règles et normes de sécurité qui lui sont propres et celles qui concernent le ministère et déterminer les conditions de fonctionnement du système.</p>	3	<p>De plus de 4 ans à 6 ans = 1 point</p> <p>De plus de 6 ans à 8 ans = 2 points</p> <p>Plus de 8 ans = 3 points</p>		
C3	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à cerner les menaces de nature humaine, technique, physique et procédurale aux systèmes de TI fédéraux, provinciaux et territoriaux et les</p>	3	<p>De plus de 4 ans à 6 ans = 1 point</p> <p>De plus de 6 ans à 8 ans = 2 points</p> <p>Plus de 8 ans = 3 points</p>		

	vulnérabilités de ces systèmes.				
C4	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée possède l'une ou l'autre des certifications suivantes en sécurité des TI :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) CISSP (Certified Information Systems Security Professional); (ii) CISA (Certified Information Systems Auditor); (iii) CISM (Certified Information Security Manager); (iv) certification Risk and Information Systems Control d'ISACA; (v) certification ISO 27001 Lead Auditor. <p>Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa soumission d'une copie de chaque certification valide.</p>	5	Chaque certification = 1 point		
Total	<p>Maximum : 13 points</p> <p>Minimum : 9 points</p>				

C.6 – INGÉNIEUR EN SÉCURITÉ DES TI – NIVEAU 2		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
O1	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années au moins cinq (5) ans d'expérience à développer et à implanter des applications et infrastructures de sécurité des TI pour n'importe quelle combinaison de types de solutions parmi les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">(i) un système de prévention d'intrusion au niveau de l'hôte;(ii) des technologies de sécurité des réseaux sans fil;(iii) un système de détection d'intrusion;(iv) un système de prévention des intrusions sur réseau;(v) une solution de gestion des informations et des événements de sécurité;(vi) une solution de capture complète de paquets;(vii) une solution de contrôle d'accès réseau;(viii) une solution de gestion de l'identité, des justificatifs d'identité et de l'accès;(ix) une solution interdomaine;(x) une solution de sécurité des points terminaux. <p>Un minimum de six (6) mois d'expérience à exécuter la tâche en question est nécessaire pour que l'expérience compte.</p>		
O2	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années au moins cinq (5) ans d'expérience à développer et à implanter des applications et infrastructures de sécurité des TI dans des projets d'architecture de domaine sécurisé¹. On parle ici de tâches telles que les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">(i) consigner l'état ou les défauts du système;(ii) évaluer les produits;(iii) effectuer les activités de validation et d'essai des validations de principe;(iv) fournir une stratégie d'intégration et de mise en œuvre et de la documentation de planification de la		

	transition pour faciliter la production des documents à livrer; (v) déterminer les effets sur le soutien en service.		
--	---	--	--

¹ Un domaine sécurisé correspond à un réseau de technologies de l'information comprenant des domaines classifiés au moins au niveau Secret. La personne doit aussi connaître les restrictions, lois, règles, politiques et meilleures pratiques qui s'appliquent lorsque ce type de réseau traite divers niveaux de classification de sécurité.

C.6 – INGÉNIEUR EN SÉCURITÉ DES TI – NIVEAU 2				RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES COTÉS	NOMBRE MAXIMAL DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
C1	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée possède l'un ou l'autre des éléments suivants :</p> <p>(i) un diplôme d'une université reconnue dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI;</p> <p>(ii) un diplôme (minimum de deux ans) d'un collège reconnu dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI.</p> <p>Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa</p>	2	<p>Diplôme de collège = 1 point</p> <p>Diplôme d'université = 2 points</p>		

	soumission d'une copie du diplôme.				
C2	L'entrepreneur doit démontrer clairement que la personne proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années de l'expérience à concevoir des architectures de sécurité réseau en fonction de directives en matière de sécurité des TI et de lignes directrices sur la sécurité des TI au niveau Protégé B ou à un niveau supérieur.	3	<p>De plus d'un an à deux (2) ans = 1 point</p> <p>De plus de 2 ans à 3 ans = 2 points</p> <p>Plus de 3 ans = 3 points</p>		
C3	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années de l'expérience à concevoir et à consigner des spécifications d'exigences système pour l'une ou l'autre des solutions de sécurité des TI suivantes :</p> <p>(i) un système de prévention d'intrusion au niveau de l'hôte;</p> <p>(ii) des technologies de sécurité des réseaux sans fil;</p> <p>(iii) un système de détection d'intrusion;</p> <p>(iv) un système de prévention des intrusions sur réseau;</p> <p>(v) une solution de gestion des informations et des</p>	3	<p>De plus d'un an à deux (2) ans = 1 point</p> <p>De plus de 2 ans à 3 ans = 2 points</p> <p>Plus de 3 ans = 3 points</p>		

	<p>événements de sécurité;</p> <p>(vi) une solution de capture complète de paquets;</p> <p>(vii) une solution de contrôle d'accès réseau;</p> <p>(viii) une solution de gestion de l'identité, des justificatifs d'identité et de l'accès;</p> <p>(ix) une solution interdomaine;</p> <p>(x) une solution de sécurité des points terminaux.</p> <p>Un minimum de six (6) mois d'expérience à exécuter la tâche en question est nécessaire pour que l'expérience compte.</p>				
C4	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années de l'expérience à implanter des technologies interdomaines dans des projets de GI-TI en effectuant au moins trois (3) des tâches suivantes :</p> <p>(i) collaborer avec les clients pour évaluer les besoins relatifs aux solutions interdomaines et les prendre comme point de départ;</p> <p>(ii) créer une architecture de référence pour la sécurité et une architecture de</p>	3	<p>De plus d'un an à deux (2) ans = 1 point</p> <p>De plus de 2 ans à 3 ans = 2 points</p> <p>Plus de 3 ans = 3 points</p>		

	<p>solution, en fonction des besoins;</p> <p>(iii) collaborer avec des clients pour implanter et vérifier les solutions interdomaines sur des réseaux classifiés;</p> <p>(iv) évaluer et standardiser les solutions interdomaines et leur implantation et contribuer à leur architecture;</p> <p>(v) collaborer avec des experts pour faciliter la mise en œuvre de technologies de sécurité des TI existantes. On parle ici des technologies de pare-feu, d'inspection des codes malveillants, de serveurs mandataires, de gestion des informations et des événements de sécurité et propres à des protocoles (inspection des courriels et inspection des sites Web);</p> <p>(vi) contribuer à la documentation sur la solution interdomaine, notamment les caractéristiques de conception du système, le plan d'implantation, le plan de formation, le plan de soutien en service, le plan sur le cycle de vie de la solution et les procédures d'exploitation uniformisées pour l'administration, le</p>				
--	---	--	--	--	--

	soutien technique et les utilisateurs. Un minimum de six (6) mois d'expérience à exécuter la tâche en question est nécessaire pour que l'expérience compte.				
C5	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée possède l'une ou l'autre des certifications suivantes en sécurité des TI :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) CISSP (Certified Information Systems Security Professional); (ii) CISA (Certified Information Systems Auditor); (iii) CISM (Certified Information Security Manager); (iv) certification Risk and Information Systems Control d'ISACA; (v) certification ISO 27001 Lead Auditor. <p>Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa soumission d'une copie de chaque certification valide.</p>	5	Chaque certification = 1 point		
Total	<p>Maximum : 16 points</p> <p>Minimum : 11 points</p>				

C.6 – INGÉNIEUR EN SÉCURITÉ DES TI – NIVEAU 3		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
O1	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins dix (10) ans d'expérience à développer et à implanter des applications et infrastructures de sécurité des TI pour n'importe quelle combinaison de types de solutions parmi les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) un système de prévention d'intrusion au niveau de l'hôte; (ii) des technologies de sécurité des réseaux sans fil; (iii) un système de détection d'intrusion; (iv) un système de prévention des intrusions sur réseau; (v) une solution de gestion des informations et des événements de sécurité; (vi) une solution de capture complète de paquets; (vii) une solution de contrôle d'accès réseau; (viii) une solution de gestion de l'identité, des justificatifs d'identité et de l'accès; (ix) une solution interdomaine; (x) une solution de sécurité des points terminaux. <p>Un minimum de six (6) mois d'expérience à exécuter la tâche en question est nécessaire pour que l'expérience compte.</p>		

O2	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins dix (10) ans d'expérience à développer et à implanter des applications et infrastructures de sécurité des TI dans des projets d'architecture de domaine sécurisé¹. On parle ici de tâches telles que les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">(i) consigner l'état ou les défauts du système;(ii) évaluer les produits;(iii) effectuer les activités de validation et d'essai des validations de principe;(iv) fournir une stratégie d'intégration et de mise en œuvre et de la documentation de planification de la transition pour faciliter la production des documents à livrer;(v) déterminer les effets sur le soutien en service.		
-----------	--	--	--

¹ Un domaine sécurisé correspond à un réseau de technologies de l'information comprenant des domaines classifiés au moins au niveau Secret. La personne doit aussi connaître les restrictions, lois, règles, politiques et meilleures pratiques qui s'appliquent lorsque ce type de réseau traite divers niveaux de classification de sécurité.

C.6 – INGÉNIEUR EN SÉCURITÉ DES TI – NIVEAU 3				RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES COTÉS	NOMBRE MAXIMAL DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
C1	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée possède l'un ou l'autre des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">(i) un diplôme d'une université reconnue dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI;(ii) un diplôme (minimum de deux ans) d'un collège reconnu dans le	2	<p>Diplôme de collège = 1 point</p> <p>Diplôme d'université = 2 points</p>		

	<p>domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI.</p> <p>Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa soumission d'une copie du diplôme.</p>				
C2	<p>L'entrepreneur doit démontrer clairement que la personne proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à concevoir des architectures de sécurité réseau en fonction de directives en matière de sécurité des TI et de lignes directrices sur la sécurité des TI au niveau Protégé B ou à un niveau supérieur.</p>	3	<p>De plus de 4 ans à 6 ans = 1 point</p> <p>De plus de 6 ans à 8 ans = 2 points</p> <p>Plus de 8 ans = 3 points</p>		
C3	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à concevoir et à consigner des spécifications d'exigences système pour l'une ou l'autre des solutions de sécurité des TI suivantes :</p> <p>(i) un système de prévention d'intrusion au niveau de l'hôte;</p>	3	<p>De plus de 4 ans à 6 ans = 1 point</p> <p>De plus de 6 ans à 8 ans = 2 points</p> <p>Plus de 8 ans = 3 points</p>		

	<ul style="list-style-type: none"> (ii) des technologies de sécurité des réseaux sans fil; (iii) un système de détection d'intrusion; (iv) un système de prévention des intrusions sur réseau; (v) une solution de gestion des informations et des événements de sécurité; (vi) une solution de capture complète de paquets; (vii) une solution de contrôle d'accès réseau; (viii) une solution de gestion de l'identité, des justificatifs d'identité et de l'accès; (ix) une solution interdomaine; (x) une solution de sécurité des points terminaux. <p>Un minimum de six (6) mois d'expérience à exécuter la tâche en question est nécessaire pour que l'expérience compte.</p>				
C4	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années de l'expérience à implanter des technologies interdomaines dans des projets de GI-TI en effectuant au moins	3	<p>De plus de 4 ans à 6 ans = 1 point</p> <p>De plus de 6 ans à 8 ans = 2 points</p> <p>Plus de 8 ans = 3 points</p>		

	<p>trois (3) des tâches suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">(i) collaborer avec les clients pour évaluer les besoins relatifs aux solutions interdomaines et les prendre comme point de départ;(ii) créer une architecture de référence pour la sécurité et une architecture de solution, en fonction des besoins;(iii) collaborer avec des clients pour implanter et vérifier les solutions interdomaines sur des réseaux classifiés;(iv) évaluer et standardiser les solutions interdomaines et leur implantation et contribuer à leur architecture;(v) collaborer avec des experts pour faciliter la mise en œuvre de technologies de sécurité des TI existantes. On parle ici des technologies de pare-feu, d'inspection des codes malveillants, de serveurs mandataires, de gestion des informations et des événements de sécurité et propres à des protocoles (inspection des courriels et inspection des sites Web);(vi) contribuer à la documentation sur la solution interdomaine, notamment les caractéristiques de				
--	--	--	--	--	--

	<p>conception du système, le plan d'implantation, le plan de formation, le plan de soutien en service, le plan sur le cycle de vie de la solution et les procédures d'exploitation uniformisées pour l'administration, le soutien technique et les utilisateurs.</p> <p>Un minimum de six (6) mois d'expérience à exécuter la tâche en question est nécessaire pour que l'expérience compte.</p>				
C5	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée possède l'une ou l'autre des certifications suivantes en sécurité des TI :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) CISSP (Certified Information Systems Security Professional); (ii) CISA (Certified Information Systems Auditor); (iii) CISM (Certified Information Security Manager); (iv) certification Risk and Information Systems Control d'ISACA; (v) certification ISO 27001 Lead Auditor. <p>Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa</p>	5	<p>Chaque certification = 1 point</p>		

Solicitation No. – N° de l'invitation
W6369-18-DE41/A

Amd. No. – N° de la modif.
003ips

Buyer ID – Id de l'acheteur

Client Ref. No. – N° de réf. du client
W6369-18DE41

File No. – N° du dossier
003ips.W6369-18DE41

CCC No./N° CCC – FMS No/ N° VME

	soumission d'une copie de chaque certification valide.				
Total	Maximum : 16 points Minimum : 11 points				

APPENDICE D DE L'ANNEXE A

ATTESTATIONS À L'ÉTAPE DE L'AUTORISATION DE TÂCHES

Les attestations ci-après doivent être utilisées, le cas échéant. Si elles s'appliquent, elles doivent être signées et jointes à l'offre de prix de l'entrepreneur au moment de sa soumission au Canada.

1. ATTESTATION D'ÉTUDES ET D'EXPÉRIENCE

L'entrepreneur atteste par la présente que tous les renseignements fournis dans les curriculum vitæ et autres documents soumis pour l'exécution des travaux, plus particulièrement l'information relative aux études, aux réalisations, à l'expérience et aux antécédents professionnels ont été vérifiés par ses soins et qu'ils sont complets et exacts. De plus, l'entrepreneur garantit que chaque personne qu'il propose pour l'exigence est capable d'effectuer les travaux décrits dans l'autorisation de tâches.

Nom en caractères d'imprimerie et signature de la personne autorisée

Date

2. ATTESTATION DE LA DISPONIBILITÉ DU PERSONNEL

L'entrepreneur atteste que, s'il est autorisé à fournir des services dans le cadre de cette autorisation de tâches, les personnes proposées dans la proposition de prix pourront commencer les travaux dans un délai raisonnable suivant la date d'émission de l'autorisation de tâches approuvée, ou dans le délai précisé dans le formulaire d'autorisation de tâches, et qu'elles demeureront disponibles pour réaliser les travaux requis.

Nom en caractères d'imprimerie et signature de la personne autorisée

Date

3. ATTESTATION DU STATUT DU PERSONNEL

Si l'entrepreneur a proposé une personne qui n'est pas un de ses employés, il atteste qu'il a la permission de la personne d'offrir ses services pour l'exécution des travaux liés à cette autorisation de tâches et de soumettre son curriculum vitæ au Canada. En tout temps pendant la durée du contrat, l'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par la personne concernée, de la permission donnée à l'entrepreneur ainsi que de sa disponibilité. Le non-respect de la demande peut être considéré comme un manquement au contrat en vertu des conditions générales.

Nom en caractères d'imprimerie et signature de la personne autorisée

Date

4. ATTESTATION LINGUISTIQUE – anglais

Solicitation No. – N° de l'invitation
W6369-18-DE41/A

Amd. No. – N° de la modif.
003ips

Buyer ID – Id de l'acheteur

Client Ref. No. – N° de réf. du client
W6369-18DE41

File No. – N° du dossier
003ips.W6369-18DE41

CCC No./N° CCC – FMS No/ N° VME

L'entrepreneur atteste que chaque ressource proposée en réponse au présent projet d'autorisation de tâches :

maîtrise l'anglais. Les personnes proposées doivent communiquer en anglais tant à l'oral qu'à l'écrit, sans aide, et en faisant peu d'erreurs.

Nom en caractères d'imprimerie et signature de la personne autorisée

Date

APPENDICE E DE L'ANNEXE A

ENTENTE DE NON-DIVULGATION

Je, _____, reconnais que, dans le cadre de mon travail à titre d'employé ou de sous-traitant de _____, je peux avoir accès à des renseignements fournis par le Canada ou en son nom relativement aux travaux, selon le contrat portant le numéro de série _____ conclu entre Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, et _____, y compris des renseignements confidentiels ou protégés par des droits de propriété intellectuelle appartenant à des tiers, ainsi que des renseignements conçus, générés ou produits par l'entrepreneur pour l'exécution des travaux. Aux fins de la présente entente, les renseignements comprennent notamment les documents, les directives, les lignes directrices, les données, le matériel, les avis et tous les autres renseignements reçus verbalement, électroniquement, sous forme imprimée ou autre, qu'ils soient désignés exclusifs ou de nature délicate ou non, qui sont communiqués à une personne ou dont une personne prend connaissance pendant l'exécution du contrat.

J'accepte de ne pas reproduire, copier, utiliser, divulguer, diffuser ou publier, en tout ou en partie, de quelque manière ou forme que ce soit les renseignements décrits ci-dessus, sauf si ces renseignements sont requis par une personne employée par le Canada qui est autorisée à y avoir accès. Je m'engage à protéger les renseignements et à prendre toutes les mesures nécessaires et appropriées, y compris celles énoncées dans toute instruction, écrite ou orale, émise par le Canada, pour prévenir la divulgation ou l'accès à ces renseignements en contravention de la présente entente.

Je reconnais également que les renseignements fournis à l'entrepreneur par le Canada ou en son nom ne doivent être utilisés qu'aux seules fins du contrat et que ces renseignements demeurent la propriété du Canada ou d'un tiers, selon le cas.

Je consens à ce que l'obligation de cette entente survive à la fin du contrat portant le numéro de série : _____

Signature

Date

ANNEXE B
BASE DE PAIEMENT

Catégorie de ressource	Niveau d'expertise	Période initiale du contrat année 1	Période initiale du contrat année 2	Période d'option 1	Période d'option 2	Période d'option 3
A.6 Programmeur / réalisateur de logiciel	2	\$	\$	\$	\$	\$
A.6 Programmeur / réalisateur de logiciel	3	\$	\$	\$	\$	\$
A.8 Analyste de système	2	\$	\$	\$	\$	\$
A.8 Analyste de système	3	\$	\$	\$	\$	\$
A.10 Testeur principal	2	\$	\$	\$	\$	\$
A.10 Testeur principal	3	\$	\$	\$	\$	\$
A.12 Architecte WEB	2	\$	\$	\$	\$	\$
A.12 Architecte WEB	3	\$	\$	\$	\$	\$
I.5 Architecte en GI	2	\$	\$	\$	\$	\$
I.5 Architecte en GI	3	\$	\$	\$	\$	\$
I.6 Analyste de réseau	2	\$	\$	\$	\$	\$
I.6 Analyste de réseau	3	\$	\$	\$	\$	\$
I.10 Architecte technique	2	\$	\$	\$	\$	\$
I.10 Architecte technique	3	\$	\$	\$	\$	\$
B.1 Analyste des activités	2	\$	\$	\$	\$	\$
B.1 Analyste des activités	3	\$	\$	\$	\$	\$
B.9 Développeur de didacticiel	2	\$	\$	\$	\$	\$
B.9 Développeur de didacticiel	3	\$	\$	\$	\$	\$
B.12 Spécialiste, soutien du réseau	2	\$	\$	\$	\$	\$
B.12 Spécialiste, soutien du réseau	3	\$	\$	\$	\$	\$
B.14 Rédacteur technique	2	\$	\$	\$	\$	\$
B.14 Rédacteur technique	3	\$	\$	\$	\$	\$
P.1 Conseiller en gestion du changement	2	\$	\$	\$	\$	\$
P.1 Conseiller en gestion du changement	3	\$	\$	\$	\$	\$
P.9 Gestionnaire de projet	2	\$	\$	\$	\$	\$
P.9 Gestionnaire de projet	3	\$	\$	\$	\$	\$
P.10 Ordonnanceur de projet	2	\$	\$	\$	\$	\$
P.10 Ordonnanceur de projet	3	\$	\$	\$	\$	\$
P.12 Spécialiste en gestion du risque	2	\$	\$	\$	\$	\$
P.12 Spécialiste en gestion du risque	3	\$	\$	\$	\$	\$
C.3 Analyste de la C et A et des EMR en sécurité des TI	2	\$	\$	\$	\$	\$
C.3 Analyste de la C et A et des EMR en sécurité des TI	3	\$	\$	\$	\$	\$
C.6 Ingénieur en sécurité des TI	2	\$	\$	\$	\$	\$
C.6 Ingénieur en sécurité des TI	3	\$	\$	\$	\$	\$

Solicitation No. – N° de l'invitation
W6369-18-DE41/A

Amd. No. – N° de la modif.
003ips

Buyer ID – Id de l'acheteur

Client Ref. No. – N° de réf. du client
W6369-18DE41

File No. – N° du dossier
003ips.W6369-18DE41

CCC No./N° CCC – FMS No/ N° VME

ANNEXE C

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

[Facultatif – supprimer si sans objet]

PIÈCE JOINTE 3.1

FORMULAIRE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION

FORMULAIRE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION		
Dénomination sociale du soumissionnaire		
Représentant autorisé du soumissionnaire aux fins d'évaluation (p. ex. pour obtenir des précisions)	Nom	
	Titre	
	Adresse	
	Numéro de téléphone	
	Numéro de télécopieur	
	Adresse électronique	
Numéro d'entreprise-approvisionnement (NEA) du soumissionnaire [voir les instructions et conditions uniformisées 2003] [Remarque à l'intention des soumissionnaires : Le NEA donné doit correspondre à la dénomination sociale utilisée dans la soumission. Si ce n'est pas le cas, le soumissionnaire sera déterminé en fonction de la dénomination sociale fournie plutôt qu'en fonction du NEA, et le soumissionnaire devra fournir le NEA qui correspond à la dénomination sociale du soumissionnaire.]		
Compétence du contrat : Province ou territoire du Canada choisi par le soumissionnaire et qui aura les compétences sur tout contrat subséquent (si différent de celui précisé dans la demande)		
Anciens fonctionnaires Pour obtenir une définition d'« ancien fonctionnaire », voir la clause intitulée « Ancien fonctionnaire », dans la Partie 2 de la demande de soumissions.	Le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire touchant une pension tel qu'il est défini dans la demande de soumissions? Oui ____ Non ____ Si oui, fournir les renseignements demandés à l'article intitulé « Ancien fonctionnaire » dans la Partie 2. Le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu des	

	dispositions d'un programme de réduction des effectifs? Oui _____ Non _____ Si oui, fournir les renseignements demandés à l'article intitulé « Ancien fonctionnaire » dans la Partie 2.	
Niveau d'attestation de sécurité du soumissionnaire [Indiquer le niveau et la date d'attribution] [Remarque à l'intention des soumissionnaires : Le nom dans l'attestation de sécurité doit correspondre à la dénomination sociale du soumissionnaire. Si ce n'est pas le cas, l'attestation n'est pas valide pour le soumissionnaire.]		
En apposant ma signature ci-après, j'atteste, au nom du soumissionnaire, que j'ai lu la demande de soumissions en entier, y compris les documents incorporés par renvoi dans la demande et que : 1. le soumissionnaire considère que lui-même et les ressources qu'il propose peuvent répondre aux exigences obligatoires décrites dans la demande de soumissions; 2. la soumission est valide pour la période indiquée dans la demande de soumissions; 3. tous les renseignements fournis dans cette soumission sont complets et exacts; 4. si un contrat est attribué au soumissionnaire, ce dernier acceptera toutes les modalités déterminées dans les clauses du contrat subséquent comprises dans la demande de soumissions.		
Signature du représentant autorisé du soumissionnaire		

PIÈCE JOINTE 3.2

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Le soumissionnaire accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- () Carte d'achat VISA ;
- () Carte d'achat MasterCard ;
- () Dépôt direct (national et international) ;
- () Échange de données informatisées (EDI) ;
- () Virement télégraphique (international seulement) ;
- () Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

PIÈCE JOINTE 4.1

CRITÈRES TECHNIQUES OBLIGATOIRES

Critères obligatoires pour l'organisation

N°	Critères d'évaluation	Réponse du soumissionnaire
EO1	<p>Le soumissionnaire doit avoir obtenu deux contrats de services professionnels en informatique*.</p> <p>Pour que la soumission soit acceptée, chaque contrat :</p> <ol style="list-style-type: none">1. doit avoir été attribué au cours des dix (10) dernières années précédant la date de clôture de la demande de soumissions;2. doit avoir une valeur minimale de 5 000 000,00 \$ à sa dernière modification;3. Le soumissionnaire doit avoir fourni au moins 15 ressources en même temps pendant une période d'au moins 12 mois consécutifs au cours des cinq dernières années. <p>Comme preuve de son expérience, le soumissionnaire doit fournir des références de deux clients avec qui il a conclu un contrat de services professionnels en informatique. Chaque référence doit comprendre les éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none">(i) un numéro de série du contrat ou un autre identificateur de contrat unique;(ii) la date de début et d'expiration du contrat;(iii) la valeur du contrat, TPS ou TVH incluse;(iv) le nombre de ressources fournies pour les services professionnels en informatique;(v) le nom de l'organisation cliente;(vi) le nom, le titre et le numéro de téléphone ou le courriel de la personne-ressource de l'organisation responsable du contrat, qui peut valider l'information présentée;(vii) la première page de chaque contrat auquel il est fait référence. <p>Il incombe au soumissionnaire de s'assurer qu'il a obtenu au préalable les permissions nécessaires pour divulguer l'information contenue dans sa soumission.</p>	

	<p>* Les « services professionnels en informatique » sont les services professionnels fournis par le soumissionnaire dans le cadre d'un contrat en technologie ou en gestion de l'information.</p> <p>Remarque : Le soumissionnaire doit avoir été l'entrepreneur principal, et non un sous-traitant. Autrement dit, le soumissionnaire doit être lié directement par contrat avec le client ayant demandé les services dispensés. Si le contrat du soumissionnaire prévoyait qu'il devait effectuer des travaux pour lesquels les services d'une autre entité avaient d'abord été retenus par contrat, le soumissionnaire ne sera pas considéré comme l'entrepreneur principal. Par exemple, Z (le client) attribue à Y un contrat de service. À son tour, Y a conclu un contrat avec X pour fournir l'ensemble ou une partie des services. Dans cet exemple, Y est l'entrepreneur principal et X, le sous-traitant.</p>	
EO2	<p>Le soumissionnaire doit fournir un curriculum vitae pour chacune des catégories suivantes :</p> <p>A. A.6 – Programmeur ou développeur de logiciels – niveau 3; B. I.10 – Architecte technique – niveau 3 C. B.1 – Analyste des activités – niveau 3 D. B.12 – Spécialiste en soutien des réseaux – niveau 3 E. B.14 – Rédacteur technique – niveau 3 F. P.9 – Gestionnaire de projet – niveau 3 G. P.12 – Spécialiste en gestion du risque – niveau 3 H. C.6 – Ingénieur en sécurité des TI – niveau 3</p>	

A.6 – PROGRAMMEUR OU DÉVELOPPEUR DE LOGICIELS – NIVEAU 3		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
O1	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années un minimum de dix (10) ans d'expérience à créer, modifier ou intégrer des logiciels dans un environnement informatique.		
O2	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années un minimum de dix (10) ans d'expérience à concevoir, mettre au point, mettre à l'essai et implanter des applications sur des serveurs Linux, UNIX ou Windows.		

I.10 – ARCHITECTE TECHNIQUE – NIVEAU 3		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
O1	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins dix (10) ans d'expérience à concevoir des architectures techniques, cadres et stratégies.		
O2	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins dix (10) ans d'expérience à analyser et évaluer les autres solutions technologiques possibles pour corriger des problèmes.		
O3	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins dix (10) ans d'expérience à intégrer tous les aspects de solutions technologiques et coordonner le déploiement de solutions de TI sur de multiples réseaux ou dans des environnements englobant plus d'un site.		

B.1 – ANALYSTE DES ACTIVITÉS – NIVEAU 3		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
O1	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins huit (8) ans d'expérience à effectuer des analyses des besoins fonctionnels pour déterminer les exigences, les procédures, les méthodes, les sous-systèmes, les interfaces, les prototypes et la séquence des décisions de projets de GI-TI.		
O2	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins cinq (5) ans d'expérience à déterminer les cas types d'utilisation aux fins de modélisation et définir les besoins opérationnels.		
O3	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins huit (8) ans d'expérience à contribuer à l'établissement des options de solutions viables et recommander la voie à suivre.		
O4	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins huit (8) ans d'expérience à concevoir des analyses de processus et des spécifications fonctionnelles en vue de la création de processus opérationnels automatisés dans le cadre de projets de GI-TI.		
O5	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins cinq (5) ans d'expérience à transmettre les résultats d'analyses ainsi que les options possibles à des dirigeants techniques, à la direction et à d'autres équipes techniques (architecture, conception, développement).		

B.12 – SPÉCIALISTE EN SOUTIEN DES RÉSEAUX – NIVEAU 3		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
O1	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins dix (10) ans d'expérience à gérer, installer, configurer et mettre à l'essai des produits, services et infrastructures de technologies de l'information et à en assurer le dépannage et la maintenance ainsi qu'à offrir le soutien nécessaire.		
O2	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années au moins cinq (5) ans d'expérience à assurer la maintenance de produits, services et infrastructures de technologies de l'information ainsi qu'à offrir le soutien nécessaire dans au moins deux (2) des spécialités suivantes : (i) système d'exploitation de réseau Microsoft; (ii) réseaux IP; (iii) intégration des applications.		
O3	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins cinq (5) ans d'expérience à prendre en charge des produits et services de technologies de l'information suivant une architecture de domaine sécurisé ¹ et en assurer la maintenance.		

B.14 – RÉDACTEUR TECHNIQUE – NIVEAU 3		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
O1	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins huit (8) ans d'expérience à titre de rédacteur technique (ou un équivalent) sur des projets de GI-TI.		
O2	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins huit (8) ans d'expérience à planifier, chercher et rédiger de la documentation technique, par exemple des énoncés de besoins, des spécifications de systèmes, des modes d'emploi et des rubriques d'aide technique en ligne pour des projets de GI-TI.		
O3	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins huit (8) ans d'expérience à utiliser un outil de traitement de texte ou un logiciel d'édition, y compris pour le Web.		

P.9 – GESTIONNAIRE DE PROJET – NIVEAU 3		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
O1	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins dix (10) ans d'expérience à effectuer des tâches de gestion de projet pendant les phases de mise en route et de planification dans un vaste environnement de GI-TI qui compte au moins 10 000 utilisateurs et dont le budget atteint au moins 30 M\$.		

O2	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins dix (10) ans d'expérience à gérer le développement et l'implantation de systèmes de GI-TI.		
O3	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins dix (10) ans d'expérience à créer ou implanter des processus de gestion des versions pour des projets touchant des systèmes de GI-TI.		
O4	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins dix (10) ans d'expérience à créer ou implanter des processus de gestion des risques et problèmes pour des projets touchant des systèmes de GI-TI.		

P.12 – SPÉCIALISTE EN GESTION DU RISQUE – NIVEAU 3		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
O1	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins dix (10) ans d'expérience à déterminer les risques de projets et à effectuer des évaluations des risques d'au moins trois (3) projets de GI-TI pluriannuels, complexes et de grande envergure dont le budget atteint au moins 10 M\$.		
O2	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins dix (10) ans d'expérience à analyser et à régler des problèmes de gestion des risques en cernant les risques comme tels, en établissant l'ampleur et en prenant les décisions nécessaires pour une organisation ou un projet.		

O3	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins dix (10) ans d'expérience à créer et implanter des processus de gestion des risques et problèmes pour des projets touchant des systèmes de GI-TI.		
-----------	--	--	--

C.6 – INGÉNIEUR EN SÉCURITÉ DES TI – NIVEAU 3		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
O1	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins dix (10) ans d'expérience à développer et à implanter des applications et infrastructures de sécurité des TI pour n'importe quelle combinaison de types de solutions parmi les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) un système de prévention d'intrusion au niveau de l'hôte; (ii) des technologies de sécurité des réseaux sans fil; (iii) un système de détection d'intrusion; (iv) un système de prévention des intrusions sur réseau; (v) une solution de gestion des informations et des événements de sécurité; (vi) une solution de capture complète de paquets; (vii) une solution de contrôle d'accès réseau; (viii) une solution de gestion de l'identité, des justificatifs d'identité et de l'accès; (ix) une solution interdomaine; (x) une solution de sécurité des points terminaux. <p>Un minimum de six (6) mois d'expérience à exécuter la tâche en question est nécessaire pour que l'expérience compte.</p>		

O2	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années au moins dix (10) ans d'expérience à développer et à implanter des applications et infrastructures de sécurité des TI dans des projets d'architecture de domaine sécurisé¹. On parle ici de tâches telles que les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">(i) consigner l'état ou les déficiences du système;(ii) évaluer les produits;(iii) effectuer les activités de validation et d'essai des validations de principe;(iv) fournir une stratégie d'intégration et de mise en œuvre et de la documentation de planification de la transition pour faciliter la production des documents à livrer;(v) déterminer les effets sur le soutien en service.		
-----------	--	--	--

¹ Un domaine sécurisé correspond à un réseau de technologies de l'information comprenant des domaines classifiés au moins au niveau Secret. La personne doit aussi connaître les restrictions, lois, règles, politiques et meilleures pratiques qui s'appliquent lorsque ce type de réseau traite divers niveaux de classification de sécurité.

PIÈCE JOINTE 4.2

CRITÈRES TECHNIQUES COTÉS

Pour chaque critère où une copie d'un grade, d'un diplôme ou d'une certification est demandée et l'entrepreneur n'a pas fourni la documentation demandée, l'autorité contractante donnera l'occasion à l'entrepreneur de fournir celle-ci au cours de la période d'évaluation. Si l'entrepreneur ne fournit pas la documentation demandée dans les deux jours ouvrables suivant la demande de l'autorité contractante, la soumission de l'entrepreneur sera jugée non recevable.

A.6 – PROGRAMMEUR OU DÉVELOPPEUR DE LOGICIELS – NIVEAU 3				RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES COTÉS	NOMBRE MAXIMAL DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
C1	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée possède l'un ou l'autre des éléments suivants : (i) un diplôme d'une université reconnue dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI; (ii) un diplôme (minimum de deux ans) d'un collège reconnu dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI. Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa soumission d'une copie du diplôme.	2	Diplôme de collège = 1 point Diplôme d'université = 2 points		
C2	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années de l'expérience à concevoir, développer et implanter des systèmes orientés objet et des applications de niveau n orientées objet à l'aide d'outils tels que le processus unifié	3	De plus de 3 ans à 5 ans = 1 point De plus de 5 ans à 7 ans = 2 points Plus de 7 ans = 3 points		

	rationnel (RUP) et le langage de modélisation unifié (UML).				
C3	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années l'expérience à concevoir et développer des applications Web et à assurer le soutien connexe à l'aide d'au moins deux des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) cadres de script côté client; (ii) services Web; (iii) langage de balisage extensible (XML); (iv) JavaScript Object Notation (JSON); (v) langage de balisage hypertexte (HTML); (vi) feuilles de style en cascade. 	3	<p>De plus de 3 ans à 5 ans = 1 point</p> <p>De plus de 5 ans à 7 ans = 2 points</p> <p>Plus de 7 ans = 3 points</p>		
C4	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années de l'expérience à utiliser des outils et processus de gestion du changement, à contrôler des codes sources, à établir des versions et des branches, à faire le suivi des bogues et à gérer la sortie de versions.</p>	3	<p>De plus de 3 ans à 5 ans = 1 point</p> <p>De plus de 5 ans à 7 ans = 2 points</p> <p>Plus de 7 ans = 3 points</p>		

C5	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années de l'expérience à faire des essais unitaires automatisés et à employer des outils d'essais en charge pour mettre des logiciels à l'essai, par exemple JMeter, Unity Test, LoadRunner, LoadUI et Rational Performance Tester.	3	De plus de 3 ans à 5 ans = 1 point De plus de 5 ans à 7 ans = 2 points Plus de 7 ans = 3 points		
Total	Maximum : 14 points Minimum : 10 points				

I.10 – ARCHITECTE TECHNIQUE – NIVEAU 3				RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES COTÉS	NOMBRE MAXIMAL DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
C1	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource possède l'un ou l'autre des éléments suivants : (i) un diplôme d'une université reconnue dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI; (ii) un diplôme (minimum de deux ans) d'un collège reconnu dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI. Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa soumission d'une copie du diplôme.	2	Diplôme de collège = 1 point Diplôme d'université = 2 points		
C2	L'entrepreneur doit démontrer que la personne proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à travailler sur des projets de GI-TI dans les domaines de la sécurité publique ¹ et de la défense, plus précisément dans l'un ou l'autre des domaines suivants :	3	De plus de 6 ans à 8 ans = 1 point De plus de 8 ans à 10 ans = 2 points		

	(i) défense; (ii) renseignement; (iii) sécurité nationale; (iv) application de la loi.		Plus de 10 ans = 3 points		
C3	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années, de l'expérience dans les tâches suivantes : (i) élaborer des architectures techniques, des cadres de travail et des stratégies; (ii) recueillir de la documentation sur les politiques, normes et règles applicables et les respecter; (iii) évaluer le matériel et les logiciels susceptibles de répondre à des exigences particulières et d'avoir la performance adéquate.	3	De plus de 10 ans à 12 ans = 1 point De plus de 12 ans à 14 ans = 2 points Plus de 14 ans = 3 points		
C4	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à créer et à intégrer des architectures d'entreprise en GI-TI avec au moins cinq (5) des produits suivants : (i) gamme de produits de virtualisation VMware; (ii) réseaux de stockage ou stockage en réseau (architecture centralisée); (iii) plateformes de stockage Isilon de Dell EMC; (iv) plateformes Hitachi Universal Storage; (v) produits de catégories entreprise et fournisseur de services Cisco; (vi) Red Hat Enterprise Linux; (vii) Microsoft Windows Server. Un minimum de deux (2) ans d'expérience avec le produit en question est nécessaire pour que l'expérience compte.	3	De plus de 10 ans à 12 ans = 1 point De plus de 12 ans à 14 ans = 2 points Plus de 14 ans = 3 points		
C5	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années	3	3 architectures = 1 point		

	<p>de l'expérience à planifier, concevoir et implanter des architectures d'entreprise dans des environnements complexes.</p> <p>S'entend d'un environnement organisationnel complexe un ensemble interconnecté de services qui peut couvrir diverses zones géographiques. On dit d'une architecture qu'elle est organisationnelle si elle peut prendre en charge plus de 1 000 utilisateurs.</p>		<p>4 architectures = 2 points</p> <p>Plus de 5 architectures = 3 points</p>		
C6	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à prendre en charge des produits et services de technologies de l'information suivant une architecture de domaine sécurisé et en assurer la maintenance.</p> <p>Un domaine sécurisé correspond à un réseau de technologies de l'information comprenant des domaines classifiés au moins au niveau Secret. La personne doit aussi connaître les restrictions, lois, règles, politiques et meilleures pratiques qui s'appliquent lorsque ce type de réseau traite divers niveaux de classification de sécurité.</p>	3	<p>De plus de 10 ans à 12 ans = 1 point</p> <p>De plus de 12 ans à 14 ans = 2 points</p> <p>Plus de 14 ans = 3 points</p>		
C7	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a au moins l'une des certifications suivantes :</p> <p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a au moins l'une des certifications suivantes :</p> <p>(i) certifications Cisco :</p> <ol style="list-style-type: none"> CCIE (Cisco Certified Internetwork Expert); CCNP (Cisco Certified Network Professional); CCNA (Cisco Certified Network Associate); <p>(ii) certifications Microsoft :</p> <ol style="list-style-type: none"> MCITP (Microsoft Certified IT Professional); 	3	<p>1 certification = 1 point</p> <p>2 certifications = 2 points</p> <p>Plus de 2 certifications = 3 points</p>		

	<p>b. MCSA (Microsoft Certified Solutions Associated);</p> <p>c. MCSE (Microsoft Certified Solutions Expert);</p> <p>(iii) certifications VMware Certified Professional ou supérieures.</p> <p>Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa soumission d'une copie de chaque certification valide.</p>				
Total	<p>Maximum : 20 points</p> <p>Minimum : 14 points</p>				

¹ Les domaines de la sécurité publique et de la défense englobent les entités gouvernementales qui s'occupent de la protection et de la sécurité de la population canadienne et du Canada.

B.1 – ANALYSTE DES ACTIVITÉS – NIVEAU 3				RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES COTÉS	NOMBRE MAXIMAL DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
C1	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée possède l'un ou l'autre des éléments suivants :</p> <p>(i) un diplôme d'une université reconnue dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI;</p> <p>(ii) un diplôme (minimum de deux ans) d'un collège reconnu dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI.</p> <p>Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa soumission d'une copie du diplôme.</p>	2	<p>Diplôme de collège = 1 point</p> <p>Diplôme d'université = 2 points</p>		

C2	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à effectuer des analyses des besoins fonctionnels pour déterminer les exigences, les procédures, les méthodes, les sous-systèmes, les interfaces, les prototypes et la séquence des décisions de projets de GI-TI.	3	De plus de 8 ans à 10 ans = 1 point De plus de 10 ans à 12 ans = 2 points Plus de 12 ans = 3 points		
C3	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à concevoir des analyses de processus et des spécifications fonctionnelles en vue de la création de processus opérationnels automatisés dans le cadre de projets de GI-TI.	3	De plus de 8 ans à 10 ans = 1 point De plus de 10 ans à 12 ans = 2 points Plus de 12 ans = 3 points		
C4	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à mener des entrevues et à donner des ateliers auprès de gens d'affaires et de techniciens dans le but de recueillir et de consigner les besoins, processus et flux de travail de projets de GI-TI.	3	De plus de 8 ans à 10 ans = 1 point De plus de 10 ans à 12 ans = 2 points Plus de 12 ans = 3 points		
C5	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à transmettre les résultats d'analyses ainsi que les	3	De plus de 5 ans à 7 ans = 1 point De plus de 7 ans à		

	options possibles à des dirigeants techniques, à la direction et à d'autres équipes du projet (architecture, conception, développement).		9 ans = 2 points Plus de 9 ans = 3 points		
Total	Maximum : 14 points Minimum : 10 points				

B.12 – SPÉCIALISTE EN SOUTIEN DES RÉSEAUX – NIVEAU 3				RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES COTÉS	NOMBRE MAXIMAL DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
C1	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée possède l'un ou l'autre des éléments suivants : (i) un diplôme d'une université reconnue dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI; (ii) un diplôme (minimum de deux ans) d'un collège reconnu dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI. Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa soumission d'une copie du diplôme.	2	Diplôme de collège = 1 point Diplôme d'université = 2 points		
C2	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à gérer, installer, configurer et mettre à l'essai des produits, services et infrastructures de	3	De plus de 10 ans à 12 ans = 1 point De plus de 12 ans à 14 ans = 2 points		

	technologies de l'information et à en assurer le dépannage et la maintenance ainsi qu'à offrir le soutien nécessaire.		Plus de 14 ans = 3 points		
C3	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience dans au moins deux des spécialités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) produits de système d'exploitation de réseau Microsoft; (ii) systèmes d'exploitation VMware; (iii) produits de catégories entreprise et fournisseur de services Cisco; (iv) réseaux IP; (v) intégration des applications. 	3	<p>De plus de 8 ans à 10 ans = 1 point</p> <p>De plus de 10 ans à 12 ans = 2 points</p> <p>Plus de 12 ans = 3 points</p>		
C4	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à planifier, concevoir ou implanter un nouveau dispositif ou système de sécurité réseau.	3	<p>De plus de 8 ans à 10 ans = 1 point</p> <p>De plus de 10 ans à 12 ans = 2 points</p> <p>Plus de 12 ans = 3 points</p>		
Total	<p>Maximum : 11 points</p> <p>Minimum : 8 points</p>				

B.14 – RÉDACTEUR TECHNIQUE – NIVEAU 3				RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES COTÉS	NOMBRE MAXIMAL DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
C1	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée possède l'un ou l'autre des éléments suivants : (i) un diplôme d'une université reconnue dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI; (ii) un diplôme (minimum de deux ans) d'un collège reconnu dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI. Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa soumission d'une copie du diplôme.	2	Diplôme de collège = 1 point Diplôme d'université = 2 points		
C2	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à titre de rédacteur technique (ou un équivalent) sur des projets de GI-TI.	3	De plus de 8 ans à 10 ans = 1 point De plus de 10 ans à 12 ans = 2 points Plus de 12 ans = 3 points		
C3	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à planifier, chercher et rédiger de la documentation technique,	3	De plus de 8 ans à 10 ans = 1 point De plus de 10 ans à 12 ans = 2 points		

	par exemple des énoncés de besoins, des spécifications de systèmes, des modes d'emploi et des rubriques d'aide technique en ligne pour des projets de GI-TI.		Plus de 12 ans = 3 points		
C4	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à utiliser des outils de traitement de texte ou des logiciels d'édition, y compris pour le Web.	3	De plus de 8 ans à 10 ans = 1 point De plus de 10 ans à 12 ans = 2 points Plus de 12 ans = 3 points		
Total	Maximum : 11 points Minimum : 8 points				

P.9 – GESTIONNAIRE DE PROJET – NIVEAU 3				RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES COTÉS	NOMBRE MAXIMAL DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
C1	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée possède l'un ou l'autre des éléments suivants : (i) un diplôme d'une université reconnue dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI; (ii) un diplôme (minimum de deux ans) d'un collège reconnu dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI. Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa soumission d'une copie du diplôme.	2	Diplôme de collège = 1 point Diplôme d'université = 2 points		

C2	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la personne proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à gérer au moins trois (3) projets de GI-TI. Chaque projet doit avoir duré au moins deux (2) ans.	3	De plus de 10 ans à 12 ans = 1 point De plus de 12 ans à 14 ans = 2 points Plus de 14 ans = 3 points		
C3	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède l'une des certifications professionnelles suivantes en gestion de projet : (i) PMP (Project Management Professional); (ii) PRINCE2 (Projects in Controlled Environments); (iii) PMI-SP (Project Scheduling Professional). Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa soumission d'une copie de chaque certification valide.	3	Chaque certification = 1 point		
Total	Maximum : 8 points Minimum : 6 points				

P.12 – SPÉCIALISTE EN GESTION DU RISQUE – NIVEAU 3				RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES COTÉS	NOMBRE MAXIMAL DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
C1	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée possède l'un ou l'autre des éléments suivants :	2	Diplôme de collège = 1 point		

	<p>(i) un diplôme d'une université reconnue dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI;</p> <p>(ii) un diplôme (minimum de deux ans) d'un collège reconnu dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI.</p> <p>Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa soumission d'une copie du diplôme.</p>		Diplôme d'université = 2 points		
C2	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à effectuer des évaluations des risques et à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies et plans de gestion des risques.	3	<p>De plus de 10 ans à 12 ans = 1 point</p> <p>De plus de 12 ans à 14 ans = 2 points</p> <p>Plus de 14 ans = 3 points</p>		
C3	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à utiliser des outils et des techniques de gestion des risques standards tels que la matrice des probabilités et des répercussions, la technique Delphi, l'analyse de la cause profonde et le registre des risques.	3	<p>De plus de 8 ans à 10 ans = 1 point</p> <p>De plus de 10 ans à 12 ans = 2 points</p> <p>Plus de 12 ans = 3 points</p>		

C4	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à utiliser des logiciels standards de gestion des besoins pour l'aider à déterminer le ratio risque-besoin et à faire une analyse des répercussions de changements.	3	<p>De plus de 8 ans à 10 ans = 1 point</p> <p>De plus de 10 ans à 12 ans = 2 points</p> <p>Plus de 12 ans = 3 points</p>		
C5	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à utiliser le Rational Dynamic Object Oriented Requirements System d'IBM pour l'aider à déterminer le ratio risque-besoin et à faire une analyse des répercussions de changements.	3	<p>De plus de 3 ans à 5 ans = 1 point</p> <p>De plus de 5 ans à 7 ans = 2 points</p> <p>Plus de 7 ans = 3 points</p>		
C6	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la personne proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à travailler sur des projets de GI-TI dans les domaines de la sécurité publique¹ et de la défense, plus précisément dans l'un ou l'autre des domaines suivants :</p> <p>(i) défense; (ii) renseignement; (iii) sécurité nationale; (iv) application de la loi.</p>	3	<p>De plus de 6 ans à 8 ans = 1 point</p> <p>De plus de 8 ans à 10 ans = 2 points</p> <p>Plus de 10 ans = 3 points</p>		

C7	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède l'une des certifications professionnelles suivantes en gestion de projet : (i) PMP (Project Management Professional); (ii) PRINCE2 (Projects in Controlled Environments); (iii) certification en gestion des risques de projet. Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa soumission d'une copie de chaque certification valide.	3	Chaque certification = 1 point		
Total	Maximum : 20 points Minimum : 14 points				

¹ Les domaines de la sécurité publique et de la défense englobent les entités gouvernementales qui s'occupent de la protection et de la sécurité de la population canadienne et du Canada.

C.6 – INGÉNIEUR EN SÉCURITÉ DES TI – NIVEAU 3				RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'EXIGENCE	CRITÈRES COTÉS	NOMBRE MAXIMAL DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (DONNÉES À INSÉRER PAR L'ENTREPRENEUR)	N° DE PAGE DU CURRICULUM VITAE
C1	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée possède l'un ou l'autre des éléments suivants : (i) un diplôme d'une université reconnue dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI; (ii) un diplôme (minimum de deux ans) d'un	2	Diplôme de collège = 1 point Diplôme d'université = 2 points		

	collège reconnu dans le domaine des sciences, du génie ou de la GI-TI. Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa soumission d'une copie du diplôme.				
C2	L'entrepreneur doit démontrer clairement que la personne proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à concevoir des architectures de sécurité réseau en fonction de directives en matière de sécurité des TI et de lignes directrices sur la sécurité des TI au niveau Protégé B ou à un niveau supérieur.	3	De plus de 4 ans à 6 ans = 1 point De plus de 6 ans à 8 ans = 2 points Plus de 8 ans = 3 points		
C3	L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des quinze (15) dernières années de l'expérience à concevoir et à consigner des spécifications d'exigences système pour l'une ou l'autre des solutions de sécurité des TI suivantes : (i) un système de prévention d'intrusion au niveau de l'hôte; (ii) des technologies de sécurité des réseaux sans fil; (iii) un système de détection d'intrusion; (iv) un système de prévention des intrusions sur réseau;	3	De plus de 4 ans à 6 ans = 1 point De plus de 6 ans à 8 ans = 2 points Plus de 8 ans = 3 points		

	<p>(v) une solution de gestion des informations et des événements de sécurité;</p> <p>(vi) une solution de capture complète de paquets;</p> <p>(vii) une solution de contrôle d'accès réseau;</p> <p>(viii) une solution de gestion de l'identité, des justificatifs d'identité et de l'accès;</p> <p>(ix) une solution interdomaine;</p> <p>(x) une solution de sécurité des points terminaux.</p> <p>Un minimum de six (6) mois d'expérience à exécuter la tâche en question est nécessaire pour que l'expérience compte.</p>				
C4	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée a acquis au cours des dix (10) dernières années de l'expérience à implanter des technologies interdomaines dans des projets de GI-TI en effectuant au moins trois (3) des tâches suivantes :</p> <p>(i) collaborer avec les clients pour évaluer les besoins relatifs aux solutions interdomaines et les prendre comme point de départ;</p> <p>(ii) créer une architecture de référence pour la sécurité et une architecture de solution, en fonction des besoins;</p>	3	<p>De plus de 4 ans à 6 ans = 1 point</p> <p>De plus de 6 ans à 8 ans = 2 points</p> <p>Plus de 8 ans = 3 points</p>		

	<p>(iii) collaborer avec des clients pour implanter et vérifier les solutions interdomaines sur des réseaux classifiés;</p> <p>(iv) évaluer et standardiser les solutions interdomaines et leur implantation et contribuer à leur architecture;</p> <p>(v) collaborer avec des experts pour faciliter la mise en œuvre de technologies de sécurité des TI existantes. On parle ici des technologies de pare-feu, d'inspection des codes malveillants, de serveurs mandataires, de gestion des informations et des événements de sécurité et propres à des protocoles (inspection des courriels et inspection des sites Web);</p> <p>(vi) contribuer à la documentation sur la solution interdomaine, notamment les caractéristiques de conception du système, le plan d'implantation, le plan de formation, le plan de soutien en service, le plan sur le cycle de vie de la solution et les procédures d'exploitation uniformisées pour l'administration, le soutien technique et les utilisateurs.</p> <p>Un minimum de six (6) mois d'expérience à exécuter la</p>				
--	---	--	--	--	--

	tâche en question est nécessaire pour que l'expérience compte.				
C5	<p>L'entrepreneur doit clairement démontrer que la ressource proposée possède l'une ou l'autre des certifications suivantes en sécurité des TI :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) CISSP (Certified Information Systems Security Professional); (ii) CISA (Certified Information Systems Auditor); (iii) CISM (Certified Information Security Manager); (iv) certification Risk and Information Systems Control d'ISACA; (v) certification ISO 27001 Lead Auditor. <p>Comme preuve du respect de l'exigence, le soumissionnaire doit accompagner sa soumission d'une copie de chaque certification valide.</p>	5	Chaque certification = 1 point		
Total	<p>Maximum : 16 points Minimum : 11 points</p>				

PIÈCE JOINTE 4.3
BARÈME DE PRIX

En ce qui concerne

le « nombre estimatif de jours » indiqué ci-dessous dans la colonne (C*), ce nombre sert uniquement aux fins d'évaluation pendant le processus de demande de soumissions et ne représente pas un engagement relatif à une utilisation future.

Période initiale du contrat :

Période initiale du contrat (année 1)				
	(B)	(C)	(D)	(E)
Catégorie de ressource	Niveau de compétence	Nombre de jours prévus	Taux quotidien ferme ou taux médian (s'il y a lieu)	Coût total (C × D)
A.6 Programmeur / réalisateur de logiciel	2	64	\$	\$
A.6 Programmeur / réalisateur de logiciel	3	220	\$	\$
A.8 Analyste de système	2	176	\$	\$
A.8 Analyste de système	3	40	\$	\$
A.10 Testeur principal	2	130	\$	\$
A.10 Testeur principal	3	40	\$	\$
A.12 Architecte WEB	2	40	\$	\$
A.12 Architecte WEB	3	88	\$	\$
I.5 Architecte en GI	2	80	\$	\$
I.5 Architecte en GI	3	80	\$	\$
I.6 Analyste de réseau	2	194	\$	\$
I.6 Analyste de réseau	3	40	\$	\$
I.10 Architecte technique	2	371	\$	\$
I.10 Architecte technique	3	598	\$	\$
B.1 Analyste des activités	2	188	\$	\$
B.1 Analyste des activités	3	480	\$	\$
B.9 Développeur de didacticiel	2	40	\$	\$
B.9 Développeur de didacticiel	3	72	\$	\$
B.12 Spécialiste, soutien du réseau	2	186	\$	\$
B.12 Spécialiste, soutien du réseau	3	40	\$	\$
B.14 Rédacteur technique	2	58	\$	\$
B.14 Rédacteur technique	3	38	\$	\$
P.1 Conseiller en gestion du changement	2	146	\$	\$
P.1 Conseiller en gestion du changement	3	146	\$	\$

P.9 Gestionnaire de projet	2	90	\$	\$
P.9 Gestionnaire de projet	3	90	\$	\$
P.10 Ordonnanceur de projet	2	40	\$	\$
P.10 Ordonnanceur de projet	3	40	\$	\$
P.12 Spécialiste en gestion du risque	2	40	\$	\$
P.12 Spécialiste en gestion du risque	3	64	\$	\$
C.3 Analyste de la C et A et des EMR en sécurité des TI	2	40	\$	\$
C.3 Analyste de la C et A et des EMR en sécurité des TI	3	130	\$	\$
C.6 Ingénieur en sécurité des TI	2	134	\$	\$
C.6 Ingénieur en sécurité des TI	3	60	\$	\$
Prix total de la période initiale du contrat (année 1)				<à déterminer> \$

Période initiale du contrat (année 2)

	(B)	(C)	(D)	(E)
Catégorie de ressource	Niveau de compétence	Nombre de jours prévus	Taux quotidien ferme ou taux médian (s'il y a lieu)	Coût total (C × D)
A.6 Programmeur / réalisateur de logiciel	2	64	\$	\$
A.6 Programmeur / réalisateur de logiciel	3	220	\$	\$
A.8 Analyste de système	2	176	\$	\$
A.8 Analyste de système	3	40	\$	\$
A.10 Testeur principal	2	130	\$	\$
A.10 Testeur principal	3	40	\$	\$
A.12 Architecte WEB	2	40	\$	\$
A.12 Architecte WEB	3	88	\$	\$
I.5 Architecte en GI	2	80	\$	\$
I.5 Architecte en GI	3	80	\$	\$
I.6 Analyste de réseau	2	194	\$	\$
I.6 Analyste de réseau	3	40	\$	\$
I.10 Architecte technique	2	371	\$	\$
I.10 Architecte technique	3	598	\$	\$
B.1 Analyste des activités	2	188	\$	\$
B.1 Analyste des activités	3	480	\$	\$
B.9 Développeur de didacticiel	2	40	\$	\$
B.9 Développeur de didacticiel	3	72	\$	\$
B.12 Spécialiste, soutien du réseau	2	186	\$	\$

B.12 Spécialiste, soutien du réseau	3	40	\$	\$
B.14 Rédacteur technique	2	58	\$	\$
B.14 Rédacteur technique	3	38	\$	\$
P.1 Conseiller en gestion du changement	2	146	\$	\$
P.1 Conseiller en gestion du changement	3	146	\$	\$
P.9 Gestionnaire de projet	2	90	\$	\$
P.9 Gestionnaire de projet	3	90	\$	\$
P.10 Ordonnanceur de projet	2	40	\$	\$
P.10 Ordonnanceur de projet	3	40	\$	\$
P.12 Spécialiste en gestion du risque	2	40	\$	\$
P.12 Spécialiste en gestion du risque	3	64	\$	\$
C.3 Analyste de la C et A et des EMR en sécurité des TI	2	40	\$	\$
C.3 Analyste de la C et A et des EMR en sécurité des TI	3	130	\$	\$
C.6 Ingénieur en sécurité des TI	2	134	\$	\$
C.6 Ingénieur en sécurité des TI	3	60	\$	\$
Prix total de la période initiale du contrat (année 2)				<à déterminer> \$

Périodes d'option :

Période d'option 1 (année 3)				
	(B)	(C)	(D)	(E)
Catégorie de ressource	Niveau de compétence	Nombre de jours prévus	Taux quotidien ferme ou taux médian (s'il y a lieu)	Coût total (C × D)
A.6 Programmeur / réalisateur de logiciel	2	64	\$	\$
A.6 Programmeur / réalisateur de logiciel	3	220	\$	\$
A.8 Analyste de système	2	176	\$	\$
A.8 Analyste de système	3	40	\$	\$
A.10 Testeur principal	2	130	\$	\$
A.10 Testeur principal	3	40	\$	\$
A.12 Architecte WEB	2	40	\$	\$
A.12 Architecte WEB	3	88	\$	\$
I.5 Architecte en GI	2	80	\$	\$
I.5 Architecte en GI	3	80	\$	\$
I.6 Analyste de réseau	2	194	\$	\$
I.6 Analyste de réseau	3	40	\$	\$

I.10 Architecte technique	2	371	\$	\$
I.10 Architecte technique	3	598	\$	\$
B.1 Analyste des activités	2	188	\$	\$
B.1 Analyste des activités	3	480	\$	\$
B.9 Développeur de didacticiel	2	40	\$	\$
B.9 Développeur de didacticiel	3	72	\$	\$
B.12 Spécialiste, soutien du réseau	2	186	\$	\$
B.12 Spécialiste, soutien du réseau	3	40	\$	\$
B.14 Rédacteur technique	2	58	\$	\$
B.14 Rédacteur technique	3	38	\$	\$
P.1 Conseiller en gestion du changement	2	146	\$	\$
P.1 Conseiller en gestion du changement	3	146	\$	\$
P.9 Gestionnaire de projet	2	90	\$	\$
P.9 Gestionnaire de projet	3	90	\$	\$
P.10 Ordonnanceur de projet	2	40	\$	\$
P.10 Ordonnanceur de projet	3	40	\$	\$
P.12 Spécialiste en gestion du risque	2	40	\$	\$
P.12 Spécialiste en gestion du risque	3	64	\$	\$
C.3 Analyste de la C et A et des EMR en sécurité des TI	2	40	\$	\$
C.3 Analyste de la C et A et des EMR en sécurité des TI	3	130	\$	\$
C.6 Ingénieur en sécurité des TI	2	134	\$	\$
C.6 Ingénieur en sécurité des TI	3	60	\$	\$
Prix total pour la période d'option 1 (année 3)				<à déterminer> \$

Période d'option 2 (année 4)

	(B)	(C)	(D)	(E)
Catégorie de ressource	Niveau de compétence	Nombre de jours prévus	Taux quotidien ferme ou taux médian (s'il y a lieu)	Coût total (C × D)
A.6 Programmeur / réalisateur de logiciel	2	64	\$	\$
A.6 Programmeur / réalisateur de logiciel	3	220	\$	\$
A.8 Analyste de système	2	176	\$	\$
A.8 Analyste de système	3	40	\$	\$
A.10 Testeur principal	2	130	\$	\$
A.10 Testeur principal	3	40	\$	\$

A.12 Architecte WEB	2	40	\$	\$
A.12 Architecte WEB	3	88	\$	\$
I.5 Architecte en GI	2	80	\$	\$
I.5 Architecte en GI	3	80	\$	\$
I.6 Analyste de réseau	2	194	\$	\$
I.6 Analyste de réseau	3	40	\$	\$
I.10 Architecte technique	2	371	\$	\$
I.10 Architecte technique	3	598	\$	\$
B.1 Analyste des activités	2	188	\$	\$
B.1 Analyste des activités	3	480	\$	\$
B.9 Développeur de didacticiel	2	40	\$	\$
B.9 Développeur de didacticiel	3	72	\$	\$
B.12 Spécialiste, soutien du réseau	2	186	\$	\$
B.12 Spécialiste, soutien du réseau	3	40	\$	\$
B.14 Rédacteur technique	2	58	\$	\$
B.14 Rédacteur technique	3	38	\$	\$
P.1 Conseiller en gestion du changement	2	146	\$	\$
P.1 Conseiller en gestion du changement	3	146	\$	\$
P.9 Gestionnaire de projet	2	90	\$	\$
P.9 Gestionnaire de projet	3	90	\$	\$
P.10 Ordonnanceur de projet	2	40	\$	\$
P.10 Ordonnanceur de projet	3	40	\$	\$
P.12 Spécialiste en gestion du risque	2	40	\$	\$
P.12 Spécialiste en gestion du risque	3	64	\$	\$
C.3 Analyste de la C et A et des EMR en sécurité des TI	2	40	\$	\$
C.3 Analyste de la C et A et des EMR en sécurité des TI	3	130	\$	\$
C.6 Ingénieur en sécurité des TI	2	134	\$	\$
C.6 Ingénieur en sécurité des TI	3	60	\$	\$
Prix total pour la période d'option 2 (année 4)				<à déterminer> \$

Période d'option 3 (année 5)

	(B)	(C)	(D)	(E)
Catégorie de ressource	Niveau de compétence	Nombre de jours prévus	Taux quotidien ferme ou taux médian (s'il y a lieu)	Coût total (C × D)

A.6 Programmeur / réalisateur de logiciel	2	64	\$	\$
A.6 Programmeur / réalisateur de logiciel	3	220	\$	\$
A.8 Analyste de système	2	176	\$	\$
A.8 Analyste de système	3	40	\$	\$
A.10 Testeur principal	2	130	\$	\$
A.10 Testeur principal	3	40	\$	\$
A.12 Architecte WEB	2	40	\$	\$
A.12 Architecte WEB	3	88	\$	\$
I.5 Architecte en GI	2	80	\$	\$
I.5 Architecte en GI	3	80	\$	\$
I.6 Analyste de réseau	2	194	\$	\$
I.6 Analyste de réseau	3	40	\$	\$
I.10 Architecte technique	2	371	\$	\$
I.10 Architecte technique	3	598	\$	\$
B.1 Analyste des activités	2	188	\$	\$
B.1 Analyste des activités	3	480	\$	\$
B.9 Développeur de didacticiel	2	40	\$	\$
B.9 Développeur de didacticiel	3	72	\$	\$
B.12 Spécialiste, soutien du réseau	2	186	\$	\$
B.12 Spécialiste, soutien du réseau	3	40	\$	\$
B.14 Rédacteur technique	2	58	\$	\$
B.14 Rédacteur technique	3	38	\$	\$
P.1 Conseiller en gestion du changement	2	146	\$	\$
P.1 Conseiller en gestion du changement	3	146	\$	\$
P.9 Gestionnaire de projet	2	90	\$	\$
P.9 Gestionnaire de projet	3	90	\$	\$
P.10 Ordonnanceur de projet	2	40	\$	\$
P.10 Ordonnanceur de projet	3	40	\$	\$
P.12 Spécialiste en gestion du risque	2	40	\$	\$
P.12 Spécialiste en gestion du risque	3	64	\$	\$
C.3 Analyste de la C et A et des EMR en sécurité des TI	2	40	\$	\$
C.3 Analyste de la C et A et des EMR en sécurité des TI	3	130	\$	\$
C.6 Ingénieur en sécurité des TI	2	134	\$	\$
C.6 Ingénieur en sécurité des TI	3	60	\$	\$
Prix total pour la période d'option 3 (année 5)				<à déterminer> \$

Prix total de la soumission

(période initiale du contrat année 1 + période initiale du contrat année 2 + période d'option 1 + période d'option 2 + période d'option 3)

<à déterminer> \$

PIÈCE JOINTE 5.1

PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – ATTESTATION

Je, le soumissionnaire, en présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de manquement, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat. Le Canada se réserve le droit d'exiger des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. Le non-respect de toute demande ou exigence imposée par le Canada peut rendre la soumission irrecevable ou constituer un manquement au contrat.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, consulter le site Web du Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada.

Date : _____ (AAAA/MM/JJ) [Si aucune date n'est indiquée, la date de clôture des soumissions sera utilisée.]

Répondre aux questions A et B.

A. Cocher une seule case :

- ☐ A1. Le soumissionnaire atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- ☐ A2. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- ☐ A3. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur régi par le gouvernement fédéral assujetti à la [Loi sur l'équité en matière d'emploi](#).
- ☐ A4. Le soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés permanents à temps plein et/ou à temps partiel au Canada.
- A5. Le soumissionnaire a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada.
- ☐ A5.1 Le soumissionnaire atteste qu'il a conclu un [Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi](#) valide avec le Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada et que cet accord est en vigueur.

OU

- ☐ A5.2 Le soumissionnaire atteste qu'il a présenté le formulaire « Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi » (LAB1168) au Programme du travail d'Emploi et développement social Canada. Comme il s'agit d'une condition d'attribution du contrat, l'entrepreneur doit remplir le formulaire « Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi » (LAB1168), le signer en bonne et due forme et le transmettre au Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada.

B. Cocher une seule case :

- ☐ B1. Le soumissionnaire ne fait pas partie d'une coentreprise.

OU

Solicitation No. – N° de l'invitation
W6369-18-DE41/A

Amd. No. – N° de la modif.
003ips

Buyer ID – Id de l'acheteur

Client Ref. No. – N° de réf. du client
W6369-18DE41

File No. – N° du dossier
003ips.W6369-18DE41

CCC No./N° CCC – FMS No/ N° VME

Le soumissionnaire fait partie d'une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir à l'autorité contractante l'annexe intitulée « Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation » remplie. (Voir la section sur les coentreprises des instructions uniformisées.)



Government of Canada
Gouvernement du Canada

FEB 16 2018

Contract Number / Numéro du contrat

W6369-18-DE41

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE		
1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine NATIONAL DEFENCE		2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction ADM (IM) / DGIMPD / DPDIS
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance		3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant
4. Brief Description of Work / Brève description du travail Directorate Project Delivery for Intelligence and Surveillance (DPDIS) Project Management and Engineering Support Services (PMES)		
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?		<input type="checkbox"/> No / Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes / Oui
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?		<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis		
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)		<input type="checkbox"/> No / Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes / Oui
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.		<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?		<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès		
Canada <input checked="" type="checkbox"/>	NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	Foreign / Étranger <input checked="" type="checkbox"/>
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion		
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>	All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>
Not releasable À ne pas diffuser <input checked="" type="checkbox"/>		
Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input checked="" type="checkbox"/>
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays: Canada
7. c) Level of information / Niveau d'information		
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input checked="" type="checkbox"/>	NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	PROTECTED A PROTÉGÉ A <input checked="" type="checkbox"/>
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input checked="" type="checkbox"/>	NATO SECRET NATO SECRET <input type="checkbox"/>	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input checked="" type="checkbox"/>
SECRET SECRET <input checked="" type="checkbox"/>	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	SECRET SECRET <input checked="" type="checkbox"/>
TOP SECRET TRÈS SECRET <input checked="" type="checkbox"/>		TOP SECRET TRÈS SECRET <input checked="" type="checkbox"/>
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input checked="" type="checkbox"/>		TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input checked="" type="checkbox"/>



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W6369-18-DE41

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

PART A (continued) / PARTIE A (suite)

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?

☐ No
Non ☒ Yes
Oui

If Yes, indicate the level of sensitivity:

Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité : Secret/Top Secret/Top Secret (Enhanced)

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate?

☒ No
Non ☐ Yes
Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :

Document Number / Numéro du document :

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

- | | | | |
|---|---|---|--|
| <input type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS
COTE DE FIABILITÉ | <input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL
CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> SECRET
SECRET | <input checked="" type="checkbox"/> TOP SECRET
TRÈS SECRET |
| <input checked="" type="checkbox"/> TOP SECRET - SIGINT
TRÈS SECRET - SIGINT | <input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL
NATO CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> NATO SECRET
NATO SECRET | <input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET
COSMIC TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> SITE ACCESS
ACCÈS AUX EMPLACEMENTS | | | |

Special comments:

Commentaires spéciaux : Contractors require TS (Enhanced) - Special Compartment Access managed by DND

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail?

☒ No
Non ☐ Yes
Oui

If Yes, will unscreened personnel be escorted?

Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté?

☐ No
Non ☐ Yes
Oui

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?

☒ No
Non ☐ Yes
Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC?

☒ No
Non ☐ Yes
Oui

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ?

☒ No
Non ☐ Yes
Oui

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?

☒ No
Non ☐ Yes
Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale?

☒ No
Non ☐ Yes
Oui



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W6369-18-DE41

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form **manually** use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.
Les utilisateurs qui remplissent le formulaire **manuellement** doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form **online** (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.
Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire **en ligne** (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET	NATO RESTRICTED	NATO CONFIDENTIAL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET
				CONFIDENTIEL		TRÈS SECRET	NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIEL		COSMIC TRÈS SECRET	A	B	C	CONFIDENTIEL		TRÈS SECRET
Information / Assets Renseignements / Biens Production																
IT Media / Support TI																
IT Link / Lien électronique																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?
La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non ☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?
La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non ☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquez qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W6369-18-DE41

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

PART D - AUTHORIZATION / PARTIE D - AUTORISATION

13. Organization Project Authority / Charge de projet de l'organisme

Name (print) - Nom (en lettres moulées)	Title - Titre	Signature	Date
Hari Gupta	Director DPDIS	<i>[Signature]</i>	31 Jan 2018
Telephone No. - N° de téléphone 613-990-3944	Facsimile No. - N° de télécopieur 613-949-0405	E-mail address - Adresse courriel Hari.Gupta@forces.gc.ca	

14. Organization Security Authority / Responsable de la sécurité de l'organisme

Name (print) - Nom (en lettres moulées)	Title - Titre	Signature	Date
Sasa Medjovic Senior Security Analyst	DDSO - Industrial Security	<i>[Signature]</i>	2018-Feb-13
Telephone No. - N° de téléphone Tel: 613-996-0286	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel E-mail: sasa.medjovic@forces.gc.ca	

15. Are there additional instructions (e.g. Security Guide, Security Classification Guide) attached?
Des instructions supplémentaires (p. ex. Guide de sécurité, Guide de classification de la sécurité) sont-elles jointes?

☐ No / Non ☒ Yes / Oui

16. Procurement Officer / Agent d'approvisionnement

Name (print) - Nom (en lettres moulées)	Title - Titre	Signature	Date
Telephone No. - N° de téléphone	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel	

17. Contracting Security Authority / Autorité contractante en matière de sécurité

Name (print) - Nom (en lettres moulées)	Title - Titre	Signature	Date
Vanessa Good-Davidson		<i>[Signature]</i>	March 8 2018
mail address - Adresse courriel			

Agente à la Sécurité des contrats | Contract Security Officer
Secteur de la Sécurité industrielle, TPSGC | Industrial Security Sector, PWGSC
Vanessa.Good-Davidson@tpsgc-pwgsc.gc.ca
Téléphone : 613 941-0441